

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE  
DU BUDGET



BURKINA FASO  
Unité – Progrès – Justice

\*\*\*\*\*

# **Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2022, au 30 juin**

## NOTE SYNTHETIQUE

Le budget de l'Etat, exercice 2022, s'exécute au deuxième trimestre dans un environnement international marqué par une dégradation des perspectives de raffermissement de l'activité économique mondiale suite à la survenue du conflit Russo-ukrainien. En outre, les conditions financières mondiales se sont durcies sous l'effet du relèvement des taux directeurs par les pays avancés et des tensions géopolitiques qui restent fortes. La croissance de l'activité économique ralentirait plus que prévue pour se situer à 3,6 % en 2022 contre à 6,1 % en 2021.

Dans la zone UEMOA, les pays évoluent dans un environnement communautaire marqué par un raffermissement de la reprise de l'activité économique. Un taux de croissance de 6,1% est attendu en 2022 contre 5,5% en 2021. Par ailleurs, le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité reste toujours suspendu dans le cadre des mesures de soutien de l'Institution aux Etats membres face au COVID-19.

Au plan national, l'exécution du budget se poursuit dans un contexte socio-économique extrêmement difficile caractérisé par la persistance des attaques terroristes accentué par les effets néfastes de la crise russo-ukrainienne, notamment l'accentuation des pressions sur les prix des produits importés et locaux. C'est dans ce contexte qu'à fin juin 2022, le niveau de mobilisation des ressources du budget général de l'Etat s'établit à 1214,91 milliards de FCFA sur des prévisions annuelles ajustées de 2449,11 milliards FCFA, soit un niveau de réalisation de 49,61%. En 2021 à la même période, le taux se situait à 49,12% sur des prévisions annuelles de 2181,98 milliards de FCFA. Les recettes ordinaires et les recettes extraordinaires ont été recouvrées respectivement à hauteur de 1110,64 milliards FCFA et 104,26 milliards de FCFA à fin juin 2022, soit des taux respectifs de 52,64% et 30,75%.

Au titre des dépenses budgétaires, pour une prévision annuelle de 2919,15 milliards de FCFA en crédits de paiement dans la loi de finances initiale, les dépenses exécutées à fin juin 2022 s'élèvent à 1398,59 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 51,60% contre un taux d'exécution de 50,40% en 2021 à la même période. Les dépenses d'investissement enregistrent un faible taux d'exécution expliqué entre autres par les restrictions budgétaires liées au contexte national.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin juin 2022, il a été décaissé 1646,42 milliards de FCFA contre des encaissements constatés de 1671,12 milliards de FCFA. Il se dégage un solde créditeur de 24,70 milliards de FCFA sous la période entièrement couverte par les disponibilités de début de période.

Au 30 juin 2022, il se dégage une épargne budgétaire de 119,72 milliards de FCFA et un solde budgétaire global déficitaire de -183,68 milliards de FCFA. Ce niveau de déficit s'explique par les restrictions budgétaires liées au contexte national qui ont ralenti l'activité économique.

**TABLE DES MATIERES**

<b>NOTE SYNTHETIQUE</b> .....	<b>A</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>B</b>
<b>TABLEAUX</b> .....	<b>C</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>D</b>
<b>LISTE DES ANNEXES</b> .....	<b>D</b>
<b>SIGLES ET ABBREVIATIONS</b> .....	<b>E</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL</b> .....	<b>2</b>
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL.....	2
I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE.....	5
I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2022 .....	6
1.3.1 RAPPEL DES PRIORITES DU BUDGET 2022 .....	6
1.3.2 RAPPEL DES MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2022.....	7
I.4. CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ÉTAT, EXERCICE 2022 AU 30 JUIN.....	10
<b>II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES</b> .....	<b>11</b>
II.1. REALISATION AU TITRE DU DEUXIEME TRIMESTRE DES RECETTES BUDGETAIRES ( 01 AVRIL AU 30 JUIN 2022).....	11
A. Réalisation trimestrielle des recettes ordinaires.....	11
B. Réalisation trimestrielle des recettes extraordinaires .....	15
II.2. CUMUL DES REALISATIONS DES RECETTES BUDGETAIRES AU 30 JUIN 2022 .....	15
II.3. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION PAR NATURE DE RECETTES .....	16
II.4. ANALYSE PAR STRUCTURE DE RECOUVREMENT .....	20
II.5. CUMUL DES REALISATIONS TRIMESTRIELLES DES RECETTES EXTRAORDINAIRES AU 30 JUIN 2022.....	28
<b>III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES</b> .....	<b>30</b>
III.1. ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ÉTAT PAR NATURE DE DEPENSES.....	31
<b>III.1.1. LES DEPENSES ORDINAIRES</b> .....	<b>34</b>
A. Les charges financières de la dette.....	35
B. Les dépenses de personnel .....	35
C. Les dépenses d'acquisitions de biens et services.....	36
D. Les dépenses de transferts courants.....	37
E. Les dépenses en atténuation des recettes.....	38
<b>III.1.2. LES DEPENSES EN CAPITAL</b> .....	<b>38</b>
1. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.....	39
2. Les transferts en capital .....	40
III.2. L'ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION PAR PROGRAMME.....	42
III.3. SITUATION DES DEPENSES SOCIALES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE .....	44
III.4. ANALYSE DES CREDITS DELEGUES .....	45
III.5. DEPENSES SPECIFIQUES POUR PRENDRE EN CHARGE LES EFFETS DE LA COVID-19 .....	45
III.6. ANALYSE DES RESTES A LIQUIDER EN PROCEDURE NORMALE .....	46
III.7. ANALYSE DES DEPENSES DE CONSOMMATION D'EAU, D'ÉLECTRICITE ET DE TELEPHONE.....	46
A. Analyse des dépenses de consommation d'électricité.....	47
B. Analyse des dépenses de consommation d'eau.....	47
C. Analyse des dépenses de consommation de téléphone.....	48
<b>IV. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES</b> .....	<b>48</b>
IV.1. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE PASSATION DES MARCHES DES MINISTERES ET DES INSTITUTIONS ....	48
IV.2. SITUATION DES REMISES DE PENALITES ET DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES.....	52

IV.3. REPARTITION DES MARCHES PAR PROCEDURE DE PASSATION.....	52
A. Appel à concurrence ouverte.....	53
<b>V. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE DEBLOCAGES DE FONDS.....</b>	<b>54</b>
V.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURE DE DEPENSE.....	54
V.2. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR MINISTERE ET INSTITUTION .....	55
V.3. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS.....	55
<b>VI. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE.....</b>	<b>56</b>
<b>VII. DES DEPENSES NON ABOUTIES (DNA) EN 2021 ET EXERCICES ANTERIEURS.....</b>	<b>60</b>
<b>VIII. GESTION DE LA TRESORERIE.....</b>	<b>61</b>
VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS AU 30 JUIN 2022 .....	61
VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS AU 30 JUIN 2022.....	61
VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENT ET DE DECAISSEMENT AU 30 JUIN 2022 .....	61
VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENTS DU TRESOR AU 30 JUIN 2022.....	62
VIII.5. SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2022 .....	62
VIII.6. EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS DU 1 <sup>ER</sup> JANVIER AU 30 JUIN 2022.....	62
<b>IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE .....</b>	<b>63</b>
IX.1. LES SOLDES BUDGETAIRES.....	63
IX.2. CRITERES DE REALISATION QUANTITATIFS ET OBJECTIFS INDICATIFS DU PROGRAMME EN LIEN AVEC LE TOFE .....	64
<b>X. RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>65</b>
X.1. AU TITRE DES DEPENSES DE PERSONNEL.....	65
A Le constat.....	65
B Mesures correctives.....	65
X.2. AU TITRE DES RAPPORTS MENSUELS SUR LA SITUATION D'EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE .....	66
X.3. AU TITRE DE LA GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ÉTAT.....	67
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>68</b>

## TABLEAUX

Tableau 1 : Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles .....	6
Tableau 2: Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 2 <sup>ème</sup> trimestre 2021, des 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres 2022 (en milliards F CFA).....	13
Tableau 3: Etat de recouvrement par régie des recettes ordinaires des 2 <sup>ème</sup> trimestre 2021, 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres 2022 (en milliards F CFA).....	15
Tableau 4: Etat de recouvrement cumulé des recettes au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards F CFA).....	16
Tableau 5: Situation des recettes ordinaires par régie à fin juin 2021 et 2022 (en milliards).....	27
Tableau 6 Situation des décaissements des dons projets et programmes par groupe de donateur au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards F CFA) .....	29
<b>Tableau 7 : Situation d'exécution des dépenses par grande nature au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards de FCFA).....</b>	<b>31</b>
Tableau 8 : Volume des dépenses engagées visées par nature du 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestre 2022(en milliards FCFA) .....	33
Tableau 9: Evolution de consommation d'électricité à fin mars sur la période 2021 à 2022 .....	47
Tableau 10: Evolution de consommation d'eau à fin janvier sur la période 2021 à 2022 .....	47
Tableau 11: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin avril sur la période 2021 à 2022 .....	48
Tableau 12: Situation d'exécution des PPM des ministères et institutions à fin juin 2022.....	50
Tableau 13 : Situation d'exécution du plan de déblocage de fonds à fin juin 2022 .....	55

<b>Tableau 14 : délai de traitement des dossiers de dépenses publiques dans les ministères et institutions au 30 juin 2022 et 2021 (en jours).....</b>	<b>56</b>
<b>Tableau 15: Délais de traitement des dossiers sur crédits délégués.....</b>	<b>58</b>
<b>Tableau 16: Situation des disponibilités de trésorerie à fin juin 2022.....</b>	<b>62</b>
<b>Tableau 17: Situation des soldes au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA) .....</b>	<b>64</b>
Tableau 18: situation de transmission des rapports mensuels sur la situation d'exécution physique et financière du deuxième trimestre 2022.....	66

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)	3
Graphique 2 : Taux de croissance du PIB réel et contributions des secteurs à la formation du PIB	6
Graphique 3 : recouvrements des recettes ordinaires à fin juin 2021 et 2022 par nature.	16
Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2021 et 2022.	17
Graphique 5 : les recouvrements de quelques impôts et taxes -leaders de la Direction Générale des Impôts à fin juin 2021 et 2022.	22
Graphique 6 : les recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin juin 2021 et 2022.	23
Graphique 7 : Les recouvrements des recettes leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à fin juin 2021 et 2022.	25
Graphique 8 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA)	33
Graphique 9 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 30 juin 2021 et 2022(en milliards de francs CFA)	34
Graphique 10 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 juin 2022 (en F CFA milliards F CFA)	63

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : récapitulatif des ajustements de crédits opérés au 30 juin en FCFA. ....	I
Annexe 2 : Situation d'exécution des dépenses de personnel, par ministère au 30 juin 2022 en FCFA. ....	II
Annexe 3 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service, par ministère au 30 juin 2022 en FCFA. ....	III
Annexe 4 : Situation d'exécution des dépenses de transferts courants, par ministère au 30 juin 2022 en F CFA. ....	IV
Annexe 5 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère au 30 juin 2022 en F CFA. ....	V
Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des programmes budgétaires en F CFA. ....	VI
Annexe 7 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales CFA en FCFA.....	IX
Annexe 8 : Situation d'exécution des CP des Crédits Délégués en FCFA. ....	X
Annexe 9 : Situation d'exécution des lignes Covid-19 en FCFA. ....	XI
Annexe 10 : Situation d'exécution des Autorisations d'Engagement en FCFA.....	XI
Annexe 11 : Situation des restes à liquider des crédits de paiement en procédure normale en FCFA.....	XV
Annexe 12 : Situation d'exécution de consommation d'électricité à fin mars en FCFA.....	XVIII
Annexe 13 : Situation de consommation d'eau à fin janvier en FCFA.....	XIX
Annexe 14 : Situation de consommation téléphonique à fin avril en FCFA.....	XX
Annexe 15 : Situation de transmission des rapports de mise en œuvre des PPM en FCFA.....	XXI
Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par nature et par ministères et institutions en FCFA .....	XXII
Annexe 17 : Situation de réengagement des dépenses non abouties(DNA) par ministère et institutions au 31 mai 2022 en FCFA .....	XXVII

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ABS</b>	: Appuis Budgétaires Sectoriels
<b>BA-BF</b>	: Banque Atlantique du Burkina Faso
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CF</b>	: Contrôleur Financier
<b>CID</b>	: Circuit Informatisé de la Dépense
<b>CODEP-MP</b>	: Comité de Suivi des délais d'Exécution des Dépenses Publics et des Marchés Publics
<b>CRD</b>	: Commission de Règlement des Différends
<b>DAF</b>	: Direction de l'Administration et des Finances
<b>DC-BR</b>	: Dépositaire Central/Banque de Règlement
<b>DCIM</b>	: Dépenses Communes Interministérielles
<b>DGB</b>	: Direction Générale du Budget
<b>DGCMEF</b>	: Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers
<b>DGD</b>	: Direction Générale des Douanes
<b>DGI</b>	: Direction Générale des Impôts
<b>DGTCP</b>	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DOC</b>	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
<b>FEC</b>	: Facilité Elargie de crédits
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IAP</b>	: Instrument Automatisé de Prévisions
<b>IP</b>	: Indicateur de Performance
<b>IPC</b>	: Indice Prix Consommation
<b>IS</b>	: Impôt sur les Sociétés
<b>IUTS</b>	: Impôt Unique sur les Traitements et Salaires
<b>LED</b>	: Light Emitting Diode (Diode Electroluminescente en Français)
<b>LFI</b>	: Loi de finances Initiale
<b>LFR</b>	: Loi de finances rectificative
<b>MCA</b>	: Millenium Challenge Account
<b>MINEFID</b>	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
<b>MOD</b>	: Maîtrise d'Ouvrage Déléguée
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement en Europe
<b>ONATEL</b>	: Office National des Télécommunications
<b>ONEA</b>	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
<b>PAGEDD</b>	: Programme d'Actions du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable
<b>PAP</b>	: Programme d'Actions Prioritaires
<b>PCS</b>	: Prélèvement Communautaire de Solidarité

<b>PDF</b>	: Plan de Déblocage des Fonds
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PNDES</b>	: Plan National de Développement Economique et Sociale
<b>PPM</b>	: Plan de Passation des Marchés
<b>PRM/DMP</b>	: Personne responsable des Marchés/Directeur des marchés Publics
<b>PSCE</b>	: Programme Spécial de Création d'Emplois
<b>PSUT</b>	: Programme Socio-économique d'Urgence de la Transition
<b>PTBA</b>	: Plan de Travail du Budget Annuel
<b>SCADD</b>	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
<b>SIGASPE</b>	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du personnel de l'Etat
<b>SIGEET</b>	: Système Intégré de gestion de l'Eau, de l'Electricité et du Téléphone
<b>SIMP</b>	: Système d'Information Intégré des marchés Publics
<b>SONABEL</b>	: Société Nationale d'Electricité du Burkina
<b>SONABHY</b>	: Société Nationale des Hydrocarbures du Burkina
<b>SYDONIA</b>	: Système Douanier Automatisé
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TPP</b>	: Taxe sur les Produits Pétroliers
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur Ajoutée
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

## **INTRODUCTION**

Le budget de l'Etat, exercice 2022 a été adopté par la Loi n°042-2021/AN du 16 décembre 2021 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022. Promulguée par le décret n°2021-1352/PRES du 31 décembre 2021, ladite loi a été mise en exécution depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Dans le cadre du suivi de l'exécution des lois de finances, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (MEFP) produit trimestriellement un rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat.

Le présent rapport fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022, au 30 juin tant en recettes qu'en dépenses. Il comprend, outre l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national, la nouvelle configuration du budget à fin juin 2022, la situation de mobilisation des recettes et de l'exécution des dépenses budgétaires, la situation d'exécution du plan de passation des marchés et du plan de déblocage des fonds, les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ainsi que les recommandations générales.



## I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL

Le budget de l'Etat, exercice 2022 s'exécute dans un environnement économique international marqué par la guerre Russo-ukrainienne, la levée progressive des mesures de restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19 conduisant à une reprise progressive des activités économiques.

Au niveau sous régional, l'environnement communautaire au sein de l'UEMOA est marqué par un raffermissement de la reprise de l'activité économique. Toutefois, ces perspectives demeurent encore fragiles et entourées de risques baissiers, en raison de fortes incertitudes liées à l'évolution de la crise sanitaire, à l'environnement sécuritaire dans l'Union, à l'orientation défavorable des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde notamment en Europe avec la crise Russo-ukrainienne. Par ailleurs, on note également que le pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA reste suspendu.

Au plan national, l'exécution du budget se fait dans un contexte socio-économique marqué par un changement de régime politique avec l'avènement du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR) le 24 janvier 2022, et la mise en place d'une transition politique suite à l'adoption d'une charte et d'une feuille de route. On note aussi la persistance des attaques terroristes entraînant un déplacement interne de populations.

### I.1. Contexte économique international, régional et sous régional

**Au niveau mondial**<sup>1</sup>, les perspectives de raffermissement de l'activité économique se sont dégradées à la suite de la survenue du conflit Russo-ukrainien. En outre, l'activité économique fait face au durcissement des conditions financières mondiales sous l'effet du relèvement des taux directeurs par les pays avancés et des tensions géopolitiques qui restent fortes, toute chose qui a assombri davantage le redressement attendu de l'économie mondiale.

*La croissance de l'économie mondiale s'établirait à 3,6% en 2022 contre 6,1% un an plus tôt, en dégradation de 0,8 point de pourcentage comparativement aux perspectives économiques en janvier 2022. Cette situation se ressentirait plus dans les pays émergents et les pays en développement qui enregistrent une dégradation de 1,0 point de pourcentage avec un taux de croissance projeté à 3,8% en 2022 contre 6,8% en 2021. Dans les pays avancés, la dégradation est de 0,6 point de pourcentage avec un taux de croissance attendu à 3,3% en 2022 contre 5,2% en 2021.*

*Les pressions sur les prix à la consommation devraient se maintenir à un niveau élevé et plus longtemps que ne l'envisageaient les dernières prévisions, en raison de l'augmentation des cours des produits de base et de la généralisation des pressions à la hausse sur les prix que*

<sup>1</sup> FMI : « Perspectives de l'économie mondiale (PEM), avril 2022.

la guerre a engendrées. En moyenne annuelle, comparativement aux prévisions initiales, la progression des prix s'accroîtrait dans les économies avancées (+1,8 point de pourcentage) et davantage dans les pays émergents et les pays en développement (+2,8 points de pourcentage), pour ressortir respectivement à 5,7% en 2022 contre 3,1% en 2021 et à 8,7% contre 5,9% un an plus tôt.

**En Afrique subsaharienne<sup>2</sup>**, l'activité économique qui a connu un rebond en 2021 (4,5%), ralentirait en 2022 avec un taux de croissance se situant à 3,8%. Les perspectives de croissance seraient compromises en lien avec le resserrement monétaire en cours dans les économies avancées, l'instabilité politique et les risques sécuritaires dans de nombreux pays. Cette situation éprouvante est davantage ébranlée par le conflit russo-ukrainien qui bouleverse les marchés mondiaux des matières premières. En particulier, pour l'Afrique du Sud et le Nigeria, il est prévu des taux de croissance respectivement de 1,9% et 3,4% en 2022 contre respectivement 4,9% et 3,6% en 2021.

*Au niveau des prix*, l'inflation serait exacerbée par une hausse plus grande des prix du pétrole et des denrées alimentaires, les sécheresses et les restrictions chez les pays exportateurs de produits alimentaires ainsi que les ruptures mondiales d'approvisionnement qui influencent fortement à la hausse les pressions sur les prix. Le taux d'inflation est attendu à 12,2% en 2022 contre 10,7% en 2021. En particulier au Nigeria, en Afrique du Sud et au Ghana, l'inflation ressortirait respectivement à 16,1%, 5,7% et 16,3% en 2022 contre respectivement 16,9%, 4,4% et 9,1% en 2021.

**Dans l'UEMOA<sup>3</sup>**, les dernières estimations indiquent un raffermissement de la reprise de l'activité économique. La croissance économique serait de 6,1% en 2022 contre une estimation de 5,5% en 2021. Toutefois, ces perspectives demeurent encore fragiles et entourées de risques baissiers, en liaison avec de fortes incertitudes relatives aux situations sécuritaire et socio-politique dans la sous-région, à l'orientation défavorable des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde, notamment en Europe avec la crise russo-ukrainienne.

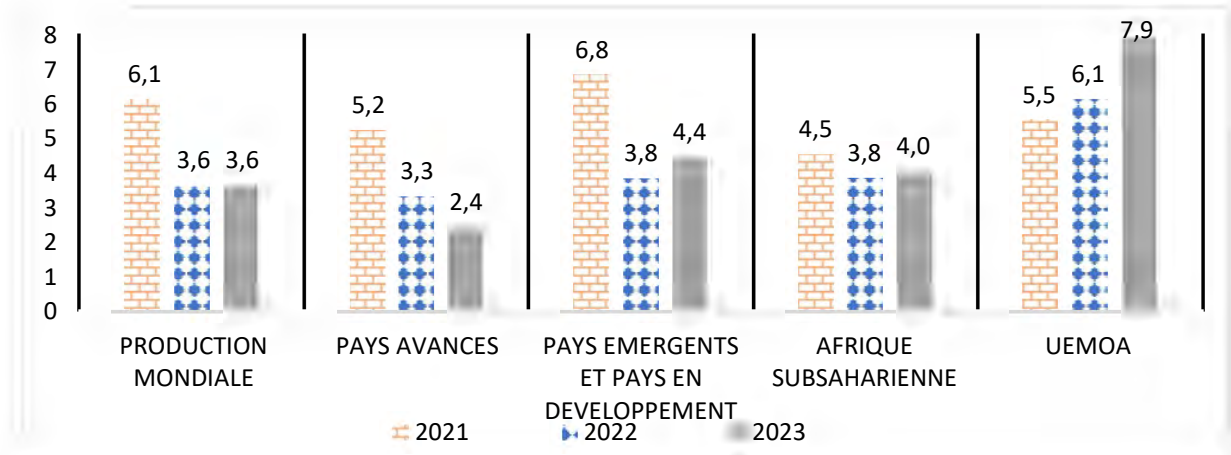
Concernant les prix, le taux d'inflation s'accroîtrait pour se situer à 6,0% en 2022 contre une estimation de 3,6% en 2021, à raison essentiellement de la baisse de l'offre de produits alimentaires locaux, du renchérissement des produits alimentaires importés, notamment le blé, le sucre et les huiles.

### **Graphique 1 : Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)**

---

<sup>2</sup> FMI : « Perspectives économiques régionales Afrique Subsaharienne, avril 2022 » ;

<sup>3</sup> FMI : « Perspectives économiques régionales Afrique Subsaharienne, avril 2022 », Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA, mars 2022.



Source : DGEP, à partir de la Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2022

**Sur le marché des changes**, le cours du dollar US par rapport au FCFA se situe à 620,9 FCFA en juin 2022, contre 620,1 FCFA en mai, en appréciation de 0,1%. Comparativement au même mois de l'année 2021, le cours du dollar US s'apprécie de 14,0%.

En moyenne, au cours du deuxième trimestre 2022, le cours du dollar US se situe à 615,8 FCFA contre 544,1 FCFA au même trimestre de l'année 2021, soit une appréciation de 13,2%.

Concernant **les cours des principales matières premières exportées**, le **cours de l'once d'or** s'affiche à 1 835,3 dollars US en juin 2022, contre 1 851,5 dollars US un mois plus tôt, en régression de 0,9%. En glissement annuel, il est en baisse de 0,04%.

En moyenne trimestrielle, le cours s'est élevé à 1 874,0 dollars US au second trimestre 2022, soit une hausse de 3,3% par rapport à celui de l'année 2021.

Quant au **cours du coton**, il a enregistré une baisse de 5,9% en juin 2022, se situant à 3 398,9 dollars US contre 3 610,1 dollars US en mai. En comparaison avec juin 2021, il est en progression de 63,1%.

En moyenne, le cours ressort en hausse de 71,4% au deuxième trimestre de 2022 en s'affichant à 3 477,7 dollars US contre 2 029,1 dollars la même période un an plus tôt.

Pour ce qui est du **cours du baril de pétrole**, produit importé, il a enregistré une hausse de 6,9% en juin 2022, en variation mensuelle. En effet, il s'est affiché à 120,1 dollars US contre 112,4 dollars US un mois auparavant. En glissement annuel, le baril de pétrole est en hausse de 64,3%.

En moyenne, le cours du baril s'est établi à 112,7 dollars US au deuxième trimestre de 2022 contre 68,6 dollars US à la même période en 2021, en augmentation de 64,3%.

## I.2. Conjoncture économique nationale

L'activité économique nationale se déroule dans un environnement qui reste confronté à la persistance des attaques terroristes. En outre, le contexte national se caractérise par la mise en œuvre du Plan d'actions de la Transition et les difficultés de mobilisation des financements extérieurs, les ajustements budgétaires et leurs conséquences sur les dépenses d'investissements. Par ailleurs, le contexte est marqué par les effets de la crise russo-ukrainienne, notamment l'accentuation des pressions sur les prix des produits importés et locaux.

Selon les dernières estimations<sup>4</sup> en date de mars 2022, le taux de croissance économique est projeté à 6,7% en 2022 sous l'hypothèse, notamment, d'une accalmie des tensions géopolitiques au niveau international, d'une maîtrise de la situation sécuritaire nationale et d'une campagne agro-pastorale favorable.

Le PIB nominal s'établirait à 11 695,1 milliards de FCFA en 2022 contre 10 795,4 milliards de FCFA en 2021. La croissance serait tirée par l'ensemble des secteurs économiques.

*Le secteur primaire* connaîtrait une hausse de sa valeur ajoutée de 14,3% en 2022 après une contraction de 6,4% en 2021. Cette performance serait due principalement à la reprise des activités dans les sous-secteurs « agriculture de rente » (+39,8%), « agriculture vivrière » (+11,8%) et « égrenage coton » (+5,8%). Le secteur primaire contribuerait à la formation du PIB à hauteur de 18,9% en 2022 contre 17,7% en 2021. Sa contribution à la croissance du PIB passerait de -1,3 point de pourcentage en 2021 à 2,5 points de pourcentage en 2022.

*Le secteur secondaire* enregistrerait une croissance de 4,1% de sa valeur ajoutée en 2022 contre 8,2% en 2021. Cette performance serait principalement impulsée par les « travaux de construction, d'installation et de finition » (+6,5%), l'« extraction d'or » (+1,9%) et la « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+12,5%). La part du secteur dans la formation du PIB se situerait à 28,7% en 2022 contre 30,4% en 2021. Quant à sa contribution à la croissance du PIB, elle ressortirait à 1,2 point de pourcentage en 2022 contre 2,4 points de pourcentage en 2021.

*Le secteur tertiaire* afficherait une progression de sa valeur ajoutée de 5,5% en 2022 contre 12,6% en 2021. Cette performance serait imputable principalement aux activités des sous-secteurs « commerce » (+8,2%), « activités immobilières » (+13,1%) et « activités financières et d'assurances » (+10,0%). La part du secteur dans la formation du PIB se situerait à 51,4% en 2022 contre 52,4% en 2021. La contribution à la croissance du PIB ressortirait à 3,0 points de pourcentage en 2022 contre 5,8 en 2021.

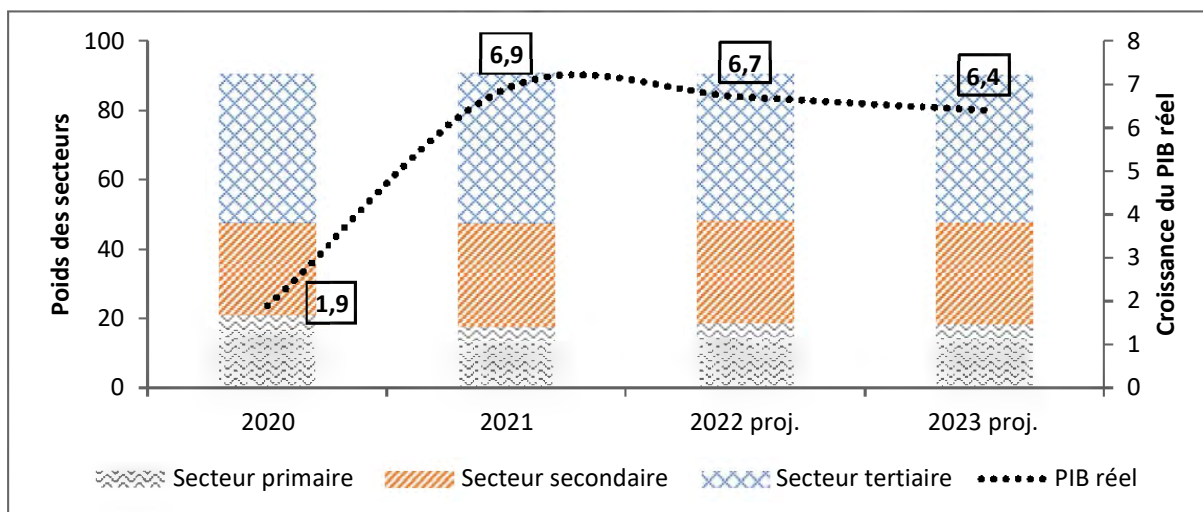
*Du côté de l'inflation*, à fin mai 2022, le taux s'est situé à 7,8% en moyenne annuelle contre 3,0% à la même période en 2021. Pour l'ensemble de l'année 2022, l'inflation en moyenne

---

<sup>4</sup> Cadrage macroéconomique du Comité de Prévision et de Conjoncture (CPC), mars 2022 ;

annuelle<sup>5</sup> ralentirait à 2,6% contre 3,9% en 2021, sous les hypothèses d'une bonne campagne agricole et de la poursuite des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère.

**Graphique 2** : Taux de croissance du PIB réel et contributions des secteurs à la formation du PIB



**Source** : DGEP/CPC, cadrage macroéconomique, mars 2022

**Tableau 1** : Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles

Rubrique	2020	2021	2022	2023
<b>Taux de croissance du PIB réel (%)</b>	<b>1,9</b>	<b>6,9</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>
Secteur primaire (%)	6,5	-6,4	14,3	5,1
Secteur secondaire (%)	5,8	8,2	4,1	7,9
Secteur tertiaire (%)	-2,7	12,6	5,5	6,0
Impôts et taxes nets sur les produits (%)	3,5	6,9	6,3	6,4
<b>PIB Nominal en milliards de FCFA</b>	<b>10 153,6</b>	<b>10 802,4</b>	<b>11 695,1</b>	<b>12 642,0</b>
Taux d'inflation en moyenne annuelle (%)	1,9%	3,9%	5,0%	2,5%

**Source** : DGEP/CPC, cadrage macroéconomique, mars 2022

### 1.3. Priorités et mesures pour l'exécution du budget 2022

#### 1.3.1 Rappel des priorités du budget 2022

Les orientations et choix stratégiques budgétaires pour l'élaboration du Budget de l'Etat, exercice 2022 se sont inscrits dans un contexte international et sous régional marqué par la reprise progressive de l'activité économique du fait du recul du niveau de la pandémie à corona virus suite aux efforts de vaccination des populations en cours à l'échelle de la planète.

<sup>5</sup> moyenne des indices des 12 derniers mois comparée à celle des 12 derniers mois précédents.

Au niveau national, l'activité économique en 2021 enregistrerait une reprise de son rythme de croissance avec un taux de croissance du PIB réel qui ressortirait à **7,1%** contre **2,5%** en 2020, soit un gain de **4,6 points** de pourcentage.

Les priorités sur la période 2022-2024 ont été définies conformément aux axes stratégiques du nouveau PNDES qui prennent en compte les défis liés au contexte économique et social actuel. Ces axes prioritaires se déclinent comme suit :

- la consolidation de la résilience, la sécurité, la cohésion sociale et la paix ;
- l'approfondissement des réformes institutionnelles et la modernisation de l'administration publique ;
- la consolidation du développement du capital humain durable et de la solidarité ;
- la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois.

Toutefois, avec le changement de régime politique suite à l'avènement du Mouvement Patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) le 24 janvier 2022, et la mise en place d'une transition politique après l'adoption d'une charte et d'une feuille de route, les priorités sont :

- (I) la sécurisation des populations contre les attaques terroristes ;
- (II) la restauration de l'intégrité du territoire ;
- (III) le retour des Personnes déplacées internes (PDI) dans leurs localités ;
- (IV) la prise en charge sociale des victimes des attaques terroristes.

Pour faire face à ces priorités, les choix stratégiques budgétaires s'inscrivent dans la dynamique d'une amélioration significative de la mobilisation des ressources propres pour une plus grande couverture des charges du budget de l'Etat et d'une plus grande efficacité dans l'exécution des dépenses publiques.

### **1.3.2 Rappel des mesures pour l'exécution du budget 2022**

Elles s'inscrivaient dans le cadre d'une mobilisation optimale des ressources d'une part, et d'une plus grande efficacité dans l'exécution des dépenses d'autre part.

#### **A. En matière de recettes**

La mise en œuvre efficace des politiques passe d'abord par le financement du budget de l'Etat à travers une mobilisation optimale des ressources internes et externes. Dans ce sens, il est utile de donner des orientations assez claires et concises aux différents acteurs pour permettre d'atteindre véritablement les objectifs poursuivis.

**Au titre de l'amélioration de la mobilisation des ressources ordinaires,** le Gouvernement poursuivra les efforts de modernisation des procédures entamées au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt. Ainsi, les téléprocédures seront progressivement élargies aux autres catégories de contribuables. Par ailleurs, les autres réformes visant à élargir de manière substantielle l'assiette fiscale notamment, la mise en place du Cadastre fiscal seront poursuivies.

**Au titre de l'amélioration de la mobilisation des ressources extraordinaires,** le Gouvernement poursuivra la mobilisation desdites ressources avec un accent particulier sur les dons et prêts concessionnels. Pour ce qui est particulièrement des emprunts, l'accent sera mis sur le respect des ratios prudentiels en vue du respect de la soutenabilité des charges du budget de l'Etat à court et moyen termes. Les actions à ce niveau porteront entre autres sur :

- le recours au marché financier régional ainsi que l'exploitation des opportunités offertes par les institutions de développement en vue du financement des investissements ;
- le développement du Partenariat Public-Privé (PPP) qui vise à faire du secteur privé le moteur de la croissance pour le financement de certains investissements stratégiques et à fortes potentialités de croissance économique et sociale ;
- le développement de la coopération Sud-Sud dans le cadre de la capitalisation des meilleures pratiques des pays du sud.

En ce qui concerne particulièrement le décaissement des appuis budgétaires, les sectoriels veilleront à diligenter la mise en œuvre des mesures de réformes et autres engagements du Gouvernement afin d'éviter des pertes de ressources. Les ministres concernés devront suivre la mise en œuvre des différentes actions budgétisées. A cet effet, les ressources destinées à leur réalisation devraient être sécurisées. L'état de mise en œuvre de ces actions devrait être fait chaque mois dans le cadre de l'élaboration du rapport mensuel sur l'exécution du budget, obligatoire pour tous les ministères et institutions.

## **B. En matière de dépenses**

La gestion budgétaire en matière d'exécution des dépenses sera toujours marquée par la poursuite des actions de réforme du budget programme d'une part et la rationalisation des charges de fonctionnement en vue de dégager plus d'espace budgétaire pour financer les dépenses d'investissement d'autre part.

Il faut rappeler aux différents acteurs, la nécessité de l'application stricte des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment la programmation de l'exécution budgétaire à travers les outils habituels que sont le Plan de passation des marchés (PPM) et le Plan de déblocage des fonds (PDF).

En lien avec le contexte qui prévaut, les termes de la circulaire 2022-000143/MEFP/SG/DGB/DEB/SRB du 14 mars 2022 portant orientations pour l'exécution du budget de l'Etat et la gestion budgétaire et financière des sociétés à capitaux publics notamment la prudence et la sélectivité des dépenses devraient être observées par tous les acteurs.



#### I.4. Configuration du budget de l'Etat, exercice 2022 au 30 juin

La configuration du budget au 30 juin 2022 est marquée par la mise en place des crédits budgétaires par voie de deux (02) décrets d'avances sur la base de crédits régulés et annulés. Ces décrets seront régularisés par la prochaine loi de finances rectificative.

Le premier décret a permis l'ouverture de crédits budgétaires d'un montant de **127,30 milliards de FCFA** sur la base des propositions d'annulation de crédits budgétaires du même montant formulées par les ministères et institutions. Elles permettront à l'Etat de disposer des ressources nécessaires pour faire face aux besoins inscrits dans le plan d'action de la transition.

Le second décret a consacré l'ouverture de crédits budgétaires portant sur les autorisations d'engagement (AE) d'un montant de **30,39 milliards de FCFA** et des crédits de paiement (CP) d'un montant de **46,93 milliards de FCFA**. Ces ouvertures sont faites au profit de certains départements afin de prendre en compte les changements institutionnels induits par le décret n°2022-053/PRES du 05 mars 2022 portant composition du gouvernement. Des annulations d'égal montant prises en compte à travers un projet d'arrêté d'annulation ont été effectuées sur les crédits de certains ministères.

Aussi, des mouvements de crédits ont été opérés dans le cadre de la fongibilité asymétrique, et des virements et transferts de crédits.

En définitive, les grandes masses budgétaires se sont fixées en recettes à **2 349,11 milliards de FCFA** (elles seraient de **2449,11 milliards de FCFA** y compris les recettes relatives au CAST "remboursement crédits TVA" d'un montant de **100 milliards de FCFA**) et en dépenses (crédit de paiement) à **2 919,15 milliards de FCFA**. La nouvelle configuration du budget au 30 juin 2022 au titre des crédits de paiement se présente par nature de dépenses comme suit:

- les dépenses d'acquisitions de biens et services ressortent à **215,53 milliards de FCFA** contre 207,40 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale (LFI) ;
- les dépenses de transferts courants passent à **500,86 milliards de FCFA** contre 497,06 milliards de FCFA dans la LFI;
- les dépenses d'investissement exécutées sur ressources propres affichent un montant de **637,77 milliards de FCFA** contre 649,69 milliards de FCFA dans la LFI.

Les autres natures de dépenses que sont les dépenses de personnel et de transferts en capital n'ont pas connu d'évolution.

Le tableau récapitulatif des ajustements de crédits opérés au 30 juin de de l'exercice budgétaire 2022 fait l'objet de **l'annexe 1**.

## II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes, au titre de la loi de finances rectificative pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022 se chiffrent à 2449,11 milliards de FCFA, dont 2110,04 milliards FCFA et 339,07 milliards de FCFA respectivement pour les recettes ordinaires et les ressources extraordinaires. Ces prévisions intègrent les recettes relatives au CAST « remboursement crédits TVA » d'un montant de 100 milliards de FCFA. Aussi, il est à signaler que les données relatives aux recouvrements de recettes sont provisoires et extracomptables.

### II.1. Réalisation au titre du deuxième trimestre des recettes budgétaires ( 01 avril au 30 juin 2022)

Au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre, les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 716,54 milliards de FCFA. Par rapport aux réalisations du 1<sup>er</sup> trimestre qui s'élevaient à 498,37 milliards de FCFA, il ressort une hausse du volume de la réalisation trimestrielle de 218,17 milliards de FCFA.

Comparativement au recouvrement du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 qui s'est chiffré à 575,23 milliards de FCFA, il est enregistré une hausse de 141,30 milliards de FCFA en valeur absolue et de 24,56% en valeur relative.

Les réalisations des recettes ordinaires constituent 86,31% des ressources du trimestre contre 98,76% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 88,48% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021. Les encaissements au titre des recettes extraordinaires enregistrent une hausse de 91,86 milliards de FCFA et de 31,81 milliards de FCFA par rapport respectivement au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021.

#### A. Réalisation trimestrielle des recettes ordinaires

Les réalisations des recettes ordinaires au titre du 2<sup>ème</sup> trimestre se sont chiffrées à 618,48 milliards de FCFA sur un montant attendu de 522,36 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de l'objectif périodique de 118,40%.

Comparé au 1<sup>er</sup> trimestre où les réalisations étaient de 492,17 milliards de FCFA, il ressort une hausse en volume de 126,31 milliards de FCFA et de 25,66% en valeur relative avec une hausse du taux de réalisation trimestriel de 15,63 points de pourcentage par rapport à celui du 1<sup>er</sup> trimestre qui était de 102,77%.

Par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 qui enregistrait un volume de 508,98 milliards de FCFA, les réalisations trimestrielles sont en hausse de 109,50 milliards de FCFA (21,51%) avec également une hausse du taux de réalisation qui était de 106,91%.

L'analyse par nature des recettes ordinaires fait ressortir la répartition suivante :

- ✓ **recettes fiscales :** sur une prévision trimestrielle de 459,80 milliards de FCFA, base loi de finances initiale, les recettes fiscales ont été réalisées à hauteur de 548,83 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation global de 119,36%. Par rapport aux réalisations de 453,70 milliards de FCFA pour le 1<sup>er</sup> trimestre, il ressort un accroissement de 20,97%. Comparativement au recouvrement du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 qui s'est chiffré à 447,17 milliards de FCFA, il est enregistré une hausse de 101,67 milliards de FCFA en valeur absolue et de 22,74% en valeur relative ;
- ✓ **ventes de produits et services:** il n'y a pas eu de prévision ni de recouvrement pour cette catégorie de recettes ;
- ✓ **recettes non fiscales :** sur une prévision trimestrielle de 62,56 milliards de FCFA, base loi de finances initiale, les recettes non fiscales ont été recouvrées à hauteur de 69,64 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution global de 111,32%. Par rapport aux réalisations du 1<sup>er</sup> trimestre de 38,46 milliards de FCFA, il ressort un accroissement de 81,07%. Comparativement au recouvrement du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 qui s'est chiffré à 61,81 milliards de FCFA, il est enregistré une hausse de 7,83 milliards de FCFA en valeur absolue et de 12,67% en valeur relative ;
- ✓ **produits financiers :** il n'y a pas eu de prévision ni de recouvrement pour cette catégorie de recettes ;
- ✓ **recettes exceptionnelles :** il n'y a pas eu de prévision ni de recouvrement pour cette catégorie de recettes.

En somme, il ressort de l'analyse par nature de recettes que la performance globale s'explique par le fort taux de réalisation des recettes fiscales qui constituent 88,02% de l'objectif trimestriel de recouvrement des recettes ordinaires.

Le tableau ci-dessous récapitule par nature de recettes l'évolution du recouvrement des recettes ordinaires entre les 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

**Tableau 2: Etat de recouvrement par nature des recettes ordinaires du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, des 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 2022 (en milliards F CFA)**

Nature de recette	1 <sup>er</sup> trimestre 2022			2 <sup>ème</sup> trimestre 2022			2 <sup>ème</sup> trimestre 2021			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	e-h	e-b
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
Ventes de produits et services	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00%
Recettes fiscales	438,91	453,70	103,37%	459,80	548,83	119,36%	409,22	447,17	109,27%	22,74%	20,97%
Recettes non fiscales	39,99	38,46	96,17%	62,56	69,64	111,32%	66,85	61,81	92,47%	12,67%	81,07%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00%
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	<b>478,91</b>	<b>492,17</b>	<b>102,77%</b>	<b>522,36</b>	<b>618,48</b>	<b>118,40%</b>	<b>476,07</b>	<b>508,98</b>	<b>106,91%</b>	<b>21,51%</b>	<b>25,66%</b>

Source : DGB

Par régie de recettes, la situation des recouvrements du trimestre se présente comme suit :

- ✓ **DGI** : sur des objectifs de recouvrement trimestriels de 293,92 milliards de FCFA, les réalisations se chiffrent à 322,45 milliards de FCFA, soit un taux de 109,70%. Les réalisations de la DGI, qui ont augmenté de 23,03 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et de 11,02 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, constituent 52,14% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 53,25% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 57,06% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021.
- ✓ **DGD** : sur des objectifs de recouvrement du trimestre de 168,89 milliards de FCFA, les réalisations se chiffrent à 230,59 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 136,53%. Les réalisations de la DGD, qui ont augmenté de 19,80% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et de 44,64% par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, constituent 37,28% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 39,11% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 31,32% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021.
- ✓ **DGTCP** : sur des objectifs de recouvrement du trimestre de 59,55 milliards de FCFA, les réalisations se chiffrent à 65,44 milliards de FCFA, soit un taux de 109,89%. Les réalisations de la DGTCP qui ont augmenté de 74,06 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et de 10,71% par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, constituent 10,58% de la réalisation totale des recettes ordinaires contre 7,64% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 11,61% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021.

Il ressort que le niveau de réalisation trimestriel des recettes ordinaires se situe à 118,40% sur des prévisions trimestrielles de 522,36 milliards de FCFA. La performance globale dans le recouvrement des recettes ordinaires s'explique par les actions fortes entreprises par les différentes régies de recettes.

En somme, il ressort un dépassement global de 96,12 milliards de FCFA au titre du recouvrement des recettes ordinaires du 2<sup>ème</sup> trimestre dû aux dépassements de la DGI, DGTCP et de la DGD qui se chiffrent respectivement à **28,52 milliards de FCFA, 5,89 milliards de FCFA et à 61,70 milliards de FCFA.**

Le tableau ci-dessous récapitule par régie l'évolution du recouvrement des recettes ordinaires entre les 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

**Tableau 3: Etat de recouvrement par régie des recettes ordinaires des 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres 2022 (en milliards F CFA)**

Régie de recette	2 <sup>ème</sup> trimestre 2021			1 <sup>er</sup> trimestre 2022			2 <sup>ème</sup> trimestre 2022			Ecart en %	
	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	Prév	Rec	Tx	h-b	h-e
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g		
DGI	258,39	290,45	112,41%	256,41	262,09	102,22%	293,92	322,45	109,70%	11%	23%
DGD	153,54	159,42	103,83%	185,38	192,48	103,83%	168,89	230,59	136,53%	45%	20%
DGTC	64,15	59,11	92,15%	37,12	37,59	101,29%	59,55	65,44	109,89%	11%	74%
<b>Total</b>	<b>476,07</b>	<b>508,98</b>	<b>106,91%</b>	<b>478,91</b>	<b>492,17</b>	<b>102,77%</b>	<b>522,36</b>	<b>618,48</b>	<b>118,40%</b>	<b>22%</b>	<b>26%</b>

Source : DGB

## B. Réalisation trimestrielle des recettes extraordinaires

Quant à la répartition des mobilisations de ressources budgétaires extraordinaires du trimestre, l'analyse fait ressortir au titre des :

- ✓ **dons programmes** : Aucun décaissement n'a été effectué au cours de ce trimestre conformément aux périodes de décaissements. Le montant décaissé au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 est nul. Celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 se chiffre à **28,31 milliards de FCFA** ;
- ✓ **dons projets** : les décaissements effectifs du trimestre des dons projets se chiffrent à 98,06 milliards de FCFA. Par rapport aux décaissements du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 qui se chiffrent à 6,20 milliards de FCFA, il ressort une hausse de 91,86 milliards de FCFA .

### II.2. Cumul des réalisations des recettes budgétaires au 30 juin 2022

Les prévisions de recettes, au titre de la loi de finances initiale pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022, se chiffrent à 2449,11 milliards de FCFA, dont 2110,04 milliards de FCFA et 339,07 milliards de FCFA respectivement pour les recettes ordinaires et les ressources extraordinaires.

La mobilisation des recettes budgétaires se chiffre à 1214,91 milliards de FCFA au 30 juin 2022, soit un taux de recouvrement annuel de 49,61% correspondant à une hausse de 0,48 points par rapport à 2021 à la même période. Cette performance est imputable principalement aux mesures fortes de recouvrement adoptées par les différentes régies de recettes.

Les recettes ordinaires, avec une progression de 168,08 milliards de FCFA en valeur absolue et de 17,83% en valeur relative par rapport à celles de 2021 à la même période, représentent 91,42% du montant des recouvrements réalisés.

Les encaissements au titre des recettes extraordinaires connaissent une baisse de 25,04 milliards de FCFA en valeur absolue et de 19,36% en valeur relative par rapport à la même période en 2021. Cette baisse se justifie par les périodes de décaissements qui sont pour la plupart programmées pour fin 2022.

Le tableau ci-après fait ressortir le niveau de réalisation cumulé des recettes inscrites au titre du budget de l'Etat, exercice 2022 à fin juin.

**Tableau 4: Etat de recouvrement cumulé des recettes au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards F CFA)**

Nature de recettes	2021					2022							Variations 2021-2022	
	Prévisions annuelles LFR	Recouvrements au 30 juin		Recouvrements du 2 <sup>ème</sup> trimestre		Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 juin			Recouvrements du 2 <sup>ème</sup> trimestre		Perspective de recouvrement cumulé du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux trimestriel (%)		Montant	Taux LFI (%)	Taux à fin juin (%)	Montant	Taux trimestriel (%)			
	a	c	d=c/a	e	f=e/b	g	k	l=k/g	m=k/h	n	o=n/i	r	s=k-c	t=s/c
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	1 867,518	942,56	50,47	508,98	106,91	2110,04	1 110,64	52,64	110,92	618,48	118,40	1 102,41	168,08	17,83
Vente de produits et services	-	-	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 647,05	831,87	50,51	447,17	109,27	1 862,40	1 002,54	53,83	111,55	548,83	119,36	964,67	170,66	20,52
Recettes non fiscales	220,47	110,69	50,21	61,81	92,47	247,64	108,11	43,65	105,42	69,64	111,32	137,74	-2,58	-2,33
Produits financiers	-	-	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>RECETTES EXTRAORDINAIRES</b>	314,47	129,30	41,12	66,25	100,28	339,07	104,26	30,75	100,00	98,06	100,00	234,81	-25,04	-19,36
Dons programmes	93,38	45,51	48,74	28,31	100,67	117,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117,40	-45,51	-100,00
Dons projets	221,09	83,79	37,90	37,94	100,00	221,67	104,26	47,04	100,00	98,06	100,00	117,41	20,47	24,44
<b>TOTAL</b>	<b>2 181,98</b>	<b>1 071,87</b>	<b>49,12</b>	<b>575,23</b>	<b>106,11</b>	<b>2 449,11</b>	<b>1 214,91</b>	<b>49,61</b>	<b>109,89</b>	<b>716,54</b>	<b>115,49</b>	<b>1 337,214</b>	<b>143,04</b>	<b>13,35</b>

Source : DGB

### II.3. Analyse de l'évolution par nature de recettes

Elle porte sur les ventes des produits et services, les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les produits financiers.

**Graphique 3 : recouvrements des recettes ordinaires à fin juin 2021 et 2022 par nature.**



Source : DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires, à fin juin 2022, est faite par nature de recettes et par structure de recouvrement.

#### A. Les ventes des produits et services

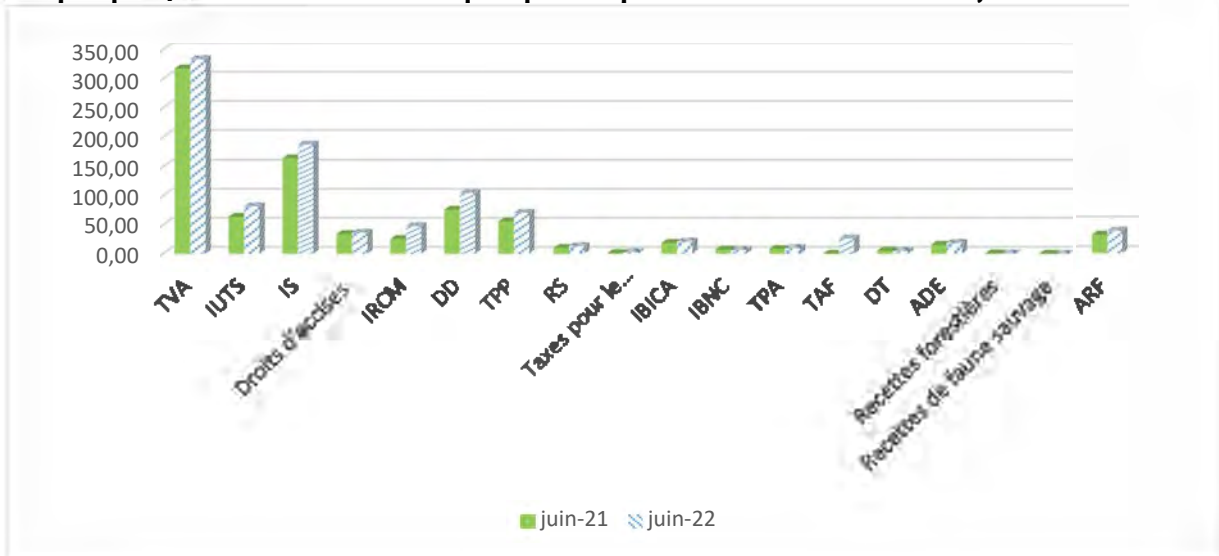
Aucune prévision n'a été faite pour cette nature de recette. La prévision a été ventilée au niveau des prévisions de recettes non fiscales.

#### B. Les recettes fiscales

Au 30 juin 2022, il a été recouvré 1002,54 milliards de FCFA sur des prévisions annuelles de 1862,40 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 53,83%.

Comparées à la même période en 2021, avec un niveau de réalisation cumulé de 942,56 milliards de FCFA, il ressort une progression en volume de 20,52% en valeur relative correspondant à 170,66 milliards de FCFA en valeur absolue.

**Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2021 et 2022.**



Source : DGB

#### □ Les impôts et taxes intérieures sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur les produits pétroliers (TPP).

##### ◆ La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)



La prévision annuelle de la taxe sur la valeur ajoutée au titre du budget 2022 est de 705,09 milliards de FCFA dont 382,75 milliards F CFA à l'importation et 322,34 milliards de FCFA à l'intérieur.

À la date du 30 juin 2022, le montant total cumulé recouvré par l'ensemble des régies est de 333,60 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution annuel de 47,31%.

Une analyse comparative entre les niveaux de recouvrement cumulé à fin juin 2021 et 2022, fait ressortir une hausse en volume de l'ordre de 5,14% en valeur relative et de 16,32 milliards de FCFA en valeur absolue. Les réalisations de cette recette représentent 33,28% du recouvrement des recettes fiscales.

#### • **Taxe sur les produits pétroliers (TPP)**

Sur une prévision annuelle de 123,22 milliards de FCFA, la TPP a été recouvrée au 30 juin 2022 à hauteur de 70,30 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation annuel de 57,06%. Comparativement à la même période de l'année 2021 où le recouvrement cumulé était de 55,39 milliards de FCFA, il est observé une hausse de 26,93 % correspondant à un montant de 14,92 milliards de FCFA. Les réalisations de cette recette représentent 7,01% du recouvrement des recettes fiscales.

#### • **Les impôts sur les revenus et bénéfices**

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), et sur les autres droits d'enregistrement (IRCM ou ADE).

##### ✓ L'impôt sur les sociétés (IS)

Sur une prévision annuelle de 307,83 milliards de FCFA, le montant cumulé recouvré de l'IS se chiffre à 187,09 milliards de FCFA au 30 juin 2022, soit un taux d'exécution annuel de 60,78%. L'IS représente 18,66% des recettes fiscales.

En 2021 à la même période, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés s'est établi à 164,49 milliards de FCFA. De ce qui précède, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de l'IS de 22,59 milliards de FCFA (soit un taux de progression de 13,73%).

##### ✓ L'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)

Sur des prévisions annuelles de 143,93 milliards de FCFA, le recouvrement cumulé de l'IUTS s'élève à 81,71 milliards de FCFA à fin juin 2022, soit un taux d'exécution annuel de 56,77%. Comparativement à la même période en 2021, le niveau de recouvrement de l'IUTS est en hausse de 18,34 de milliards FCFA en valeur absolue, correspondant à un taux de progression de l'ordre de 28,95%. L'IUTS représente 8,15% des recettes fiscales.

✓ Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)

Pour l'exercice budgétaire 2022, il est prévu un montant de 54,12 milliards de FCFA au titre des IRCM. Sur la période de janvier à juin, la DGI en a recouvré 47,42 milliards de FCFA qui représentent 87,63% de l'objectif annuel sur ces droits. Comparativement à fin juin 2021 où le recouvrement était de 25,29 milliards de FCFA, il ressort une hausse de 22,13 milliards de FCFA correspondant à un taux de progression de 87,49%. L'IRCM représente 4,73% des réalisations des recettes fiscales.

□ Droits et taxes à l'importation et à l'exportation

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des Droits de douanes, de la redevance statistique et des droits d'accises.

◆ **Les droits de douane**

Le recouvrement cumulé des droits de douane (**DD**) s'est établi à 75,89 milliards de FCFA et 104,76 milliards de FCFA respectivement à fin juin 2021 et 2022, soit une augmentation de 38,04%.

Par rapport à la prévision annuelle qui s'élève à 186,86 milliards de FCFA, le taux de réalisation s'établit à 56,06% à fin juin. Les DD représentent 10,45% des réalisations de recettes fiscales.

◆ **La redevance statistique**

Le niveau de recouvrement de la redevance statistique est en hausse de 3,39 milliards de FCFA comparativement à 2021 à la même période. En effet, le recouvrement cumulé de ladite taxe est passé de 9,87 milliards de FCFA au 30 juin 2021 à 13,26 milliards de FCFA au 30 juin 2022.

Relativement à la prévision de 2022 qui se chiffre à 25,03 milliards de FCFA, le taux d'exécution se situe à 52,97%. Le montant recouvré représente 1,32% des réalisations des recettes fiscales.

#### Les droits d'accises

Les droits d'accises regroupent la taxe sur les boissons (TSB), la taxe sur les tabacs (TST), la taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la taxe sur la cola et la taxe sur les café et thé perçues en régime intérieur et de porte.

Le recouvrement cumulé desdits droits s'est établi à 36,20 milliards de FCFA au 30 juin 2022, contre 33,74 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse en volume de 2,46 milliard de FCFA (7,30%). Cette catégorie de recette représente 3,61% de la réalisation des recettes fiscales.

#### C. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont enregistré globalement une diminution en volume de 2,33%, passant de 110,69 milliards de FCFA à fin juin 2021 à 108,11 milliards de FCFA en 2022 au 30 juin. Les recettes non fiscales représentent 9,73% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

**Graphique 5 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin juin 2021 et 2022.**



Source : DGB

#### D. Les produits financiers

Aucune prévision n'a été faite concernant cette catégorie de recette. Il n'y a pas eu de recouvrement concernant cette nature de recette.

### II.4. Analyse par structure de recouvrement

Les structures chargées du recouvrement des recettes ordinaires sont la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale du Trésor

et de la Comptabilité Publique. L'analyse est faite sur la base des prévisions de la Loi de finances initiale (LFI). Les objectifs annuel et semestriel assignés aux régies se chiffrent respectivement à 2110,04 milliards de FCFA et à 1001,27 milliards de FCFA.

#### **A. La Direction Générale des Impôts**

Les réalisations de la Direction Générale des Impôts (DGI) représentent 52,63% du recouvrement cumulé des recettes ordinaires.

Au titre de sa mission de mobilisation des ressources fiscales intérieures, la DGI s'est vue assigner, au titre de l'exercice budgétaire 2022 et sur la base de la Loi de finances initiale (LFI), un objectif de recouvrement de **1 105,04 milliards F CFA**.

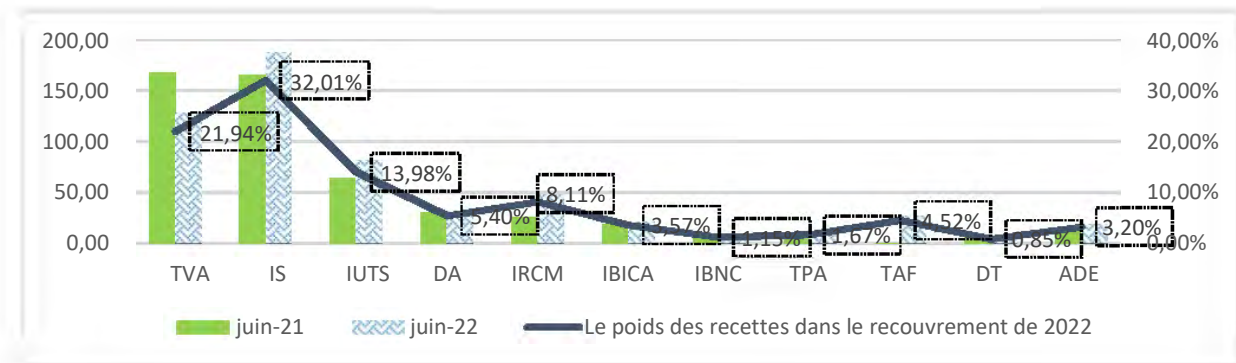
À fin juin 2022, les recouvrements de la DGI se chiffrent à 584,54 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 52,90%. Ces recouvrements rapportés aux prévisions semestrielles qui se chiffrent à 550,33 milliards de FCFA font ressortir un taux de réalisation appréciable de 106,22% correspondant à un dépassement de 34,21 milliards de FCFA.

Cette performance est expliquée en grande partie par :

- ✓ la multiplication des campagnes de recouvrement par les unités de recouvrement (UR);
- ✓ la répression de la fraude fiscale à travers la judiciarisation de certains actes (circuits de fausse facturation de TVA, utilisation frauduleuse de numéro IFU, ... ) ;
- ✓ la poursuite des actions de maîtrise et d'apurement des RAR ;
- ✓ la vulgarisation des télé-procédures qui vise à faciliter la déclaration et le paiement en ligne des impôts et taxes par tous les segments de contribuables.

Le graphique ci-dessus présente le recouvrement cumulé à fin juin 2021 et 2022 de quelques impôts leaders au niveau de la DGI.

**Graphique 5 : les recouvrements de quelques impôts et taxes -leaders de la Direction Générale des Impôts à fin juin 2021 et 2022.**



Source : DGB

La DGI pourrait nettement améliorer ces résultats obtenus si elle n'était pas confrontée à de nombreuses difficultés qui sont entre autres :

- ✓ la délocalisation de certaines sous unités de recouvrements dans les chefs-lieux des régions due à l'insécurité ;
- ✓ les difficultés de recouvrement des arriérés fiscaux ;
- ✓ les difficultés de localisation des contribuables immatriculés au CEFORE.

Les perspectives de recouvrement pour le reste de l'année sont estimées à 554,71 milliards de FCFA. Pour améliorer le niveau des recettes du budget de l'État, les activités seront orientées vers des actions porteuses de recettes additionnelles.

Plus spécifiquement, la DGI entreprendra les actions suivantes :

- ✓ le renforcement de l'utilisation des télé procédures pour la déclaration et le paiement des impôts ;
- ✓ l'opérationnalisation des services de recensement fiscal dans les DCI pour une meilleure prise en charge du recensement fiscal et de la mise à jour du portefeuille des contribuables ;
- ✓ le renforcement des actions de localisation des contribuables avec impact dans le logiciel métier IFU ;
- ✓ la poursuite des travaux d'analyse et d'apurement des arriérés fiscaux pour un meilleur ciblage des actions de recouvrements ;
- ✓ la mise en œuvre de l'opération de contrôle fiscal à titre pédagogique des structures de l'administration centrale, des institutions et des établissements publics de l'Etat.
- ✓ l'information et la sensibilisation des contribuables en partenariat avec la chambre du commerce et d'industrie du Burkina sur la généralisation de la facture normalisée à tous les contribuables excepté ceux dispensés par l'article 566 du CGI.

## B. La Direction Générale des Douanes

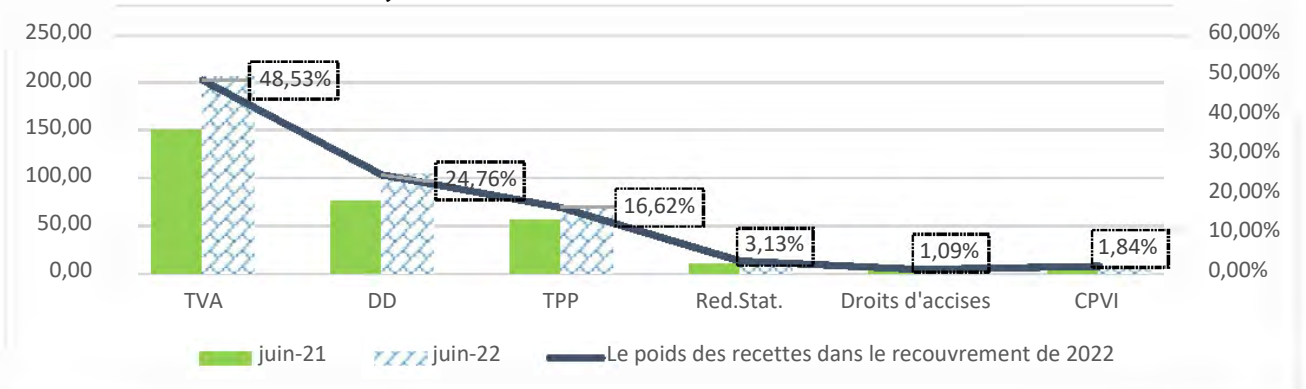
L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction Générale des Douanes (DGD) s'élève à **772,49 milliards de FCFA** selon la loi de finances initiale.

Au 30 juin 2022, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffrent à **423,07 milliards de FCFA** sur une prévision à la même période de **354,27 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation semestriel de **119,42%**. En rapportant la réalisation à l'objectif annuel, il ressort un taux d'exécution de 54,77%. Ces réalisations, qui représentent **38,09%** des recouvrements cumulés de recettes ordinaires au 30 juin 2022, se décomposent comme suit :

- ✓ **415,12 milliards F CFA** au titre des recettes fiscales ;
- ✓ **7,96 milliards F CFA** au titre de recettes non fiscales.

A la même période de l'année 2021, les réalisations de la DGD étaient de **314,37 milliards de FCFA**. Il ressort de l'analyse comparative du niveau de réalisations entre fin juin 2021 et fin juin 2022, une augmentation de **108,71 milliards de FCFA** soit un taux de progression de **34,58%**.

**Graphique 6 : les recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin juin 2021 et 2022.**



**Source : DGB**

Pour relever le défi de mobilisation des recettes de l'ordre de **772,49 milliards de FCFA** qui lui est assigné pour l'année 2022, la Direction Générale des Douanes s'engage à poursuivre le processus de modernisation de ses services et les réformes institutionnelles visant à accroître ses capacités de mobilisation des recettes. Dans ce sens, des actions en cours ou à venir sont entre autres :

- ✓ l'interfaçage entre SYLVIE et SYDONIA pour permettre aux vérificateurs d'avoir accès aux documents du commerce extérieur produits par SYLVIE et lutter contre la falsification des documents servant de base de dédouanement ;

- ✓ le renforcement des interconnexions des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec ceux du Togo, la Côte d'Ivoire et le Niger ;
- ✓ l'élargissement des codes de spécifications tarifaires des produits à risque contrôlés dans SYDONIA et suivi par l'équipe de contrôle de la valeur pour lutter contre les fausses déclarations d'espèces, de valeur et de quantité des vingt (20) produits sensibles à la fraude ;
- ✓ l'extension de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina avec celui de la Côte d'Ivoire au transport ferroviaire ;
- ✓ la poursuite de l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers du Burkina Faso avec les pays voisins (Benin, Mali et du Ghana) ;
- ✓ l'implémentation d'un module de gestion des exonérations ;
- ✓ l'informatisation de la gestion des Laissez-passer des véhicules étrangers pour un meilleur suivi des véhicules immatriculés à l'étranger ;
- ✓ le renforcement des capacités des vérificateurs en matière de classement tarifaire ;
- ✓ l'intensification des contrôles après dédouanement notamment le suivi des régimes économiques et des bénéficiaires des mesures de facilitation ;
- ✓ l'informatisation de la gestion des recettes de tous les offices non connectés au SYDONIA ;
- ✓ la relecture du code national des douanes ;
- ✓ le paiement des droits et taxes de douane par un procédé électronique (télépaiement, paiement par les réseaux de la téléphonie mobile, paiement à distance par virement bancaire, paiement par carte bancaire) ;
- ✓ la mise en place d'un statut d'opérateur économique agréé (OEA) ;
- ✓ la mise en place de l'Observatoire pour la Célérité des Opérations Douanières (OCOD) ;
- ✓ la transformation du bureau de Bittou en Brigade mobile ;
- ✓ la transformation du bureau secondaire de Kanyiré Sangabouli en bureau principal de 2ème catégorie ouvert au transit ;
- ✓ le renforcement de la lutte contre la fraude à travers l'utilisation du nouvel outil d'analyse du risque (SYGICOD) et le redéploiement du personnel ;
- ✓ la mise en œuvre de réformes institutionnelles en érigeant des bureaux frontières (Dakola, Cinkansé, Ouessa et Niangoloko) en bureaux de pleine compétence.

### C. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Au titre de l'exercice budgétaire 2022, l'objectif annuel de recouvrement de recettes assigné à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) sur la base de la Loi de finances initiale (LFI), est de 232,51 milliards de FCFA. Cet objectif, qui est constitué essentiellement de recettes non fiscales (98,22%), connaît une hausse de 11,68% correspondant à 23,88 milliards de FCFA en terme nominale comparativement à la prévision initiale de 2021.

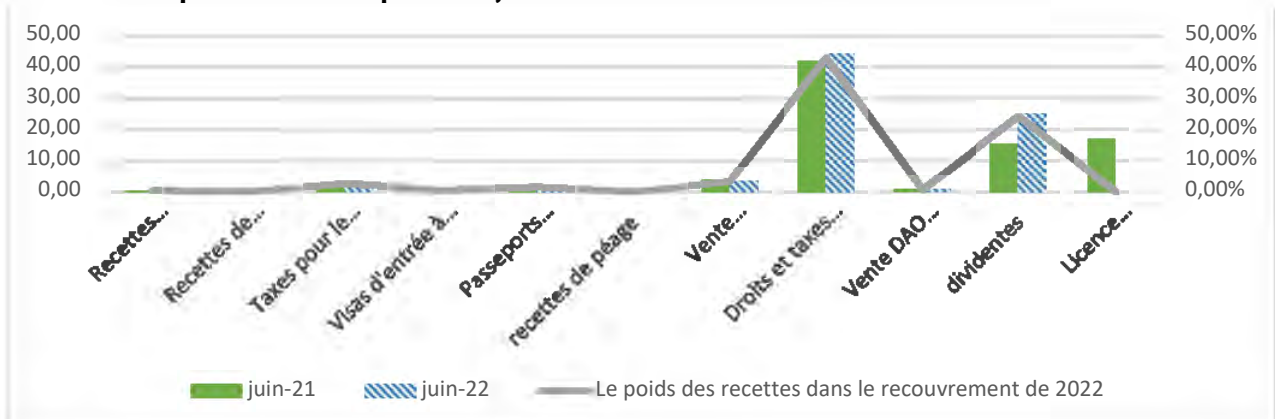
Sur des objectifs de recouvrement de 59,55 milliards de FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, les réalisations cumulées à la même période se chiffrent à 65,44 milliards de FCFA, faisant ressortir un taux d'exécution de 109,89%. Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021, sur des objectifs de recouvrement de 64,15 milliards de FCFA, les réalisations cumulées se sont établies à 59,11 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 92,15%.

En rapportant les réalisations à fin juin (103,03 milliards FCFA) à l'objectif annuel 2022 (232,51 milliards FCFA), il ressort un taux de réalisation de 44,31%.

A la même période en 2021, les réalisations de recettes pour le compte du budget de l'Etat se chiffraient à 105,66 milliards de FCFA. En rapportant ces réalisations à l'objectif annuel, il ressort un taux de réalisation de 50,66%.

Le graphique ci-après indique que le niveau de performance de la DGTCP a été porté essentiellement par (i) les droits proportionnels et taxes superficielles, (ii) les dividendes et dans une moindre mesure, (iii) la vente d'imprimés représentant respectivement 42,96%, 24,25% et % 3,34% du total des recouvrements.

**Graphique 7 : Les recouvrements des recettes leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique à fin juin 2021 et 2022.**



Source : DGB



De façon globale, l'on note une baisse du niveau des recouvrements au 30 juin 2022 comparé à son niveau en 2021 au regard du taux de régression de 2,49%. Cette contreperformance de la DGTCP se justifie principalement par la baisse du recouvrement des recettes de la licence 4G de la téléphonie mobile. En effet, le recouvrement est prévu au cours du 4ème trimestre de 2022. En 2021, un montant de 17 milliards de FCFA a été encaissé au titre de la licence 4G de téléphonie mobile au cours du premier semestre . Malgré la contreperformance constatée entre 2021 et 2022, on note en 2022 un meilleur recouvrement de certaines natures de recettes, à savoir :

- ✓ les recettes minières ;
- ✓ les dividendes ;
- ✓ les amendes et confiscations, les autorisations spéciales d'importation et les frais de délivrance des cartes professionnelles de commerçants du ministère en charge du commerce ;
- ✓ les recettes d'exploitation des engins viabilisés du ministère en charge de l'urbanisme ;
- ✓ les ventes des fiches de candidature aux examens du secondaire et particulièrement celles du baccalauréat ;
- ✓ les recettes issues de la délivrance des passeports ordinaires et des visas d'entrée ;
- ✓ les actes tarifés délivrés par le ministère en charge de la justice et les condamnations pécuniaires .

Au regard des résultats enregistrés au premier semestre 2022, la DGTCP poursuivra les efforts en vue d'atteindre l'objectif annuel de recouvrement. Dans ce sens, les mesures ou actions suivantes seront mises en œuvre :

- ✓ la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans la mobilisation des recettes de service ;
- ✓ le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- ✓ la lutte contre la fraude par la mise en œuvre de missions de contrôles ciblés ;
- ✓ la poursuite de la mise en œuvre du plan de contrôle ;
- ✓ la poursuite des opérations foraines de réimmatriculation du parc automobile sur toute l'étendue du territoire national et la délivrance des nouvelles cartes grises ;

- ✓ l'amélioration des relations avec les usagers par le renforcement de la communication notamment, la mise en œuvre de campagnes d'information sur les prestations de l'administration ;
- ✓ la tenue de cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service ;
- ✓ la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- ✓ l'exécution de missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- ✓ le contrôle des sociétés minières en termes de rapprochement des données sur les royalties déclarées et les quantités réelles d'or vendu et la relecture des textes pour modifier la date d'exigibilité des royalties et autres redevances proportionnelles ;
- ✓ la finalisation et la réintroduction dans le circuit, de certains textes (prestations PEB (Portail d'Entrée au Burkina), redevances et taxes minières) en vue de leur adoption.

Tableau 5: Situation des recettes ordinaires par régie à fin juin 2021 et 2022 (en milliards)

Nature de recettes	2021					2022							Variations 2021-2022	
	Prévisions annuelles LFR	Recouvrements au 30 juin		Recouvrements du 2 <sup>ème</sup> trimestre		Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 30 juin			Recouvrements du 2 <sup>ème</sup> trimestre		Perspective de recouvrement cumulé du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)	Montant	Taux trimestriel (%)		Montant	Taux LFI (%)	Taux à fin juin (%)	Montant	Taux trimestriel (%)			
	a	c	d=c/a	e	f=e/b	g	k	l=k/g	m=k/h	n	o=n/i	r	s=k-c	t=s/c
<b>I. DGTCF</b>	208,54	105,66	50,66	59,11	92,15	232,51	103,03	44,31	106,59	65,44	109,89	129,48	-2,63	-2,49
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	4,05	1,56	38,48	0,64	68,84	4,13	3,22	77,97	158,93	0,26	27,89	0,91	1,67	107,10
Recettes non fiscales	204,50	104,10	50,91	58,47	92,49	228,38	99,81	43,70	105,47	65,18	111,21	128,57	-4,29	-4,12
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>II. DGI</b>	956,71	522,54	54,62	290,45	112,41	1 105,04	584,54	52,90	106,22	322,45	109,70	554,710	62,00	11,86
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	955,97	522,21	54,63	290,28	112,42	1 104,41	584,20	52,90	106,21	322,27	109,70	554,36	61,99	11,87
Recettes non fiscales	0,74	0,34	45,10	0,17	100,32	0,64	0,34	53,88	120,10	0,18	125,46	0,35	0,01	2,07
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>III. DGD</b>	702,26	314,37	44,76	159,42	103,83	772,49	423,07	54,77	119,42	230,59	136,53	418,22	108,71	34,58
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	687,30	308,11	44,83	156,25	104,12	756,03	415,18	54,91	119,76	226,30	137,09	409,40	107,01	34,73
Recettes non fiscales	14,96	6,25	41,81	3,18	91,65	16,45	7,96	48,35	104,25	4,29	112,62	8,82	1,70	27,22
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>IV. Total Recettes Ordinaires (IV=I+II+III)</b>	1 867,52	942,56	50,47	508,98	106,91	2 110,041 721	1 110,64	52,64	110,92	618,48	118,40	1 102,41	168,08	17,83
Vente de produits et services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 647,05	831,87	50,51	447,17	109,27	1 862,40	1 002,54	53,83	111,55	548,83	119,36	964,67	170,66	20,52
Recettes non fiscales	220,47	110,69	50,21	61,81	92,47	247,64	108,11	43,65	105,42	69,64	111,32	137,74	-2,58	-2,33
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Source : DGB

## II.5. Cumul des réalisations trimestrielles des recettes extraordinaires au 30 juin 2022

Les montants attendus au titre du budget 2022 se chiffrent à **339,07 milliards de FCFA** dont 117,40 milliards de FCFA pour les dons programmes et 221,67 milliards de FCFA au titre des dons projets.

Au 30 juin 2022, un montant de 104,26 milliards de FCFA a été enregistré, soit un taux de décaissement global annuel de 30,75%. Comparé à 2021 à la même période, où le taux était de 41,12% sur des prévisions de 314,47 milliards de FCFA, il ressort une baisse des décaissements de 25,04 milliards de FCFA.

Les recettes extraordinaires sont constituées des dons programmes et des dons projets.

### A. Dons programmes

Sur une prévision annuelle de 117,40 milliards de FCFA, les dons programmes n'ont pas connu de décaissement au 30 juin 2022 conformément aux périodes de décaissement. A la même période de 2021, le taux de décaissement était de 48,74%.

### B. Dons projets

Au 30 juin 2022, le taux de réalisation annuel des dons projets est de 47,04% correspondant à un décaissement total de **104,26 milliards de FCFA** sur des prévisions de 221,67 milliards de FCFA. A la même période en 2021, ce taux était de 37,90% correspondant à des décaissements de 83,79 milliards de FCFA sur des prévisions de 221,09 milliards de FCFA. Il ressort un accroissement en volume de 20,47 milliards de FCFA. Les dons projets sont constitués des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Les partenaires bilatéraux ont décaissé au titre des dons projets un montant de 5,63 milliards de FCFA sur une prévision de 84,09 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 6,70%. La contribution des bilatéraux représente 5,40% du décaissement total des dons projets et 37,93% des prévisions totales y relatives.

Quant à la contribution des partenaires multilatéraux, elle représente respectivement 62,07% et 94,60% des prévisions et réalisations totales des dons projets.

En effet, sur des prévisions annuelles de 137,58 milliards de FCFA, les décaissements effectifs desdits partenaires s'élèvent à 98,63 milliards de FCFA, soit un taux de décaissement de 71,69%.

Ces décaissements se répartissent comme suit :

**Tableau 6 : Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards FCFA)**

Partenaires Bilatéraux	Decaissements	Partenaires Multilatéraux	Decaissements
AFD-FRANCE	374 526 712	BAD/FAD	4 061 210 619
Belgique	79 850 958	BODD	614 120 890
LUXEMBURG	1 499 913 899	FED/UE	2 242 108 983
RFA (GIZ+KFW+SAD)	3 637 320 870	FEM/SILEME	161 696 503
DA NIDA	38 817 062	FIDA	251 063 187
		BM/IDA	91 303 600 861
<b>Total</b>	<b>5 630 429 501</b>	<b>Total</b>	<b>98 633 801 043</b>

Source : DGTCPC

Par ailleurs, l'appréciation de la performance de décaissement des dons projets s'avère difficile en l'absence d'informations sur les échéanciers de décaissement liés aux Plans de Travail et de Budget Annuel (PTBA) des projets qui permettent d'avoir les objectifs de décaissements périodiques.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

**Tableau 6 Situation des décaissements des dons projets et programmes par groupe de donateur au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards F CFA)**

BAILLEURS	2021			2022			ECART 2021-2022	
	PREVISION CP	DECAISSEMENT AU 30 JUIN	TAUX(%)	PREVISION CP	DECAISSEMENT AU 30 JUIN	TAUX(%)	ABSOLUE	RELATIF
<b>DONS PROJETS</b>	221,09	83,79	37,90	221,67	104,26	47,04	20,47	24,44
MULTILATERAL	125,71	45,53	36,22	137,58	98,63	71,69	53,11	116,64
BILATERAL	95,37	38,26	40,12	84,09	5,63	6,70	-32,63	-85,28
<b>DONS PROGRAMME</b>	93,38	45,51	48,74	117,40	0,00	0,00	-45,51	-100,00
Bilatéral	16,07	0,62	3,84	13,25	0,00	0,00	-0,62	-100,00
MULTILATERAL	77,31	44,90	58,07	104,15	0,00	0,00	-44,90	-100,00
RECETTE EXTRAORDINNAIRE	314,47	129,30	41,12	339,07	104,26	30,75	-25,04	-19,36

Source : DGB

### III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat à fin juin 2022 prend en compte les données sur les financements extérieurs (subventions et prêts) ainsi que les paiements réels de la « charge financière de la dette ». Cette analyse intègre également les projets d'annulation et d'ouverture de crédits élaborés dans le cadre de la prise en compte des changements institutionnels intervenus avec l'avènement de la transition.

Les prévisions du budget de l'Etat, suivant la Loi de Finances Initiale (LFI) 2022 se chiffrent à **777,22 milliards de FCFA** de crédits d'autorisation d'engagement (AE) et à **2 919,15 milliards de FCFA** de crédits de paiement (CP) dont 65,54% de dépenses courantes. Avec la prise en compte des ajustements en cours, le montant des CP reste inchangé tandis que celui des AE s'établit à **672,72 milliards de FCFA**.

Au terme du premier semestre 2022, le niveau de dépenses engagées visées cumulées est passé de **659,08 milliards de FCFA** au 31 mars 2022 à **1 398,59 milliards de FCFA** à fin juin 2022. Il ressort un volume de dépenses engagées visées au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de **725,72 milliards de FCFA**. Ce volume trimestriel de dépenses engagées visées est en hausse de **66,64 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **10,11%** en valeur relative par rapport à celui du 1<sup>er</sup> trimestre. Cette hausse est portée principalement par les dépenses en capital dont le volume trimestriel a plus que doublé, passant de **104,44 milliards de FCFA** au premier trimestre à **303,23 milliards de FCFA** au deuxième trimestre, soit un accroissement de **198,79%**.

Le taux d'exécution global annuel, base « engagée visée CP » correspondant au cumul des dépenses engagées visées au 30 juin 2022, est de **47,91%** des CP révisés. Hors subventions et prêts, ce taux est de **47,19%**.

A la même date en 2021, le montant engagé visé était de **1 346,99 milliards de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **50,40%** pour des crédits de paiements de **2 672,78 milliards de FCFA**.

Entre les deux exercices budgétaires (2021 et 2022), il ressort une hausse du niveau d'exécution du budget de l'Etat base « engagée visée » de **51,60 milliards de FCFA**, soit **3,83%** en variation relative. Cette évolution résulte de l'augmentation simultanée de la consommation des dépenses ordinaires (**+29,91 milliards de FCFA**) et de celles en capital (**+21,69 milliards de FCFA**).

L'analyse du taux d'exécution global entre 2021 et 2022 fait ressortir une régression de cet indicateur de **2,49 points**.

Comparé au taux annuel repère de 50,00% escompté à fin juin, le taux d'exécution global (47,91%) se situe en deçà de la cible avec un écart de **2,09 points**.

La synthèse de l'exécution budgétaire par grande nature est consignée dans le tableau ci-après.

**Tableau 7 : Situation d'exécution des dépenses par grande nature au 30 juin 2021 et 2022 (en milliards de FCFA)**

NATURE	2021				2022					VARIATION	
	AE LFR ajust*	CP LFR ajust*	Execut°	Taux execut° (en %)	AE AJUST E	CP_init + annul + ouv	CP ajust*	Execut°	Taux execut° (en %)	MONTANT	EN %
DEPENSES ORDINAIRES	0,00	1 780,31	961,01	53,98	0,00	1 926,52	1 925,22	990,92	51,47	29,91	3,11
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	0,00	173,60	79,51	45,80	0,00	195,80	195,80	105,48	53,87	25,96	32,65
DÉPENSES DE PERSONNEL	0,00	950,00	497,89	52,41	0,00	1 012,03	1 012,03	485,52	47,97	-12,36	-2,48
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	0,00	203,17	108,63	53,47	0,00	204,75	215,53	116,75	54,17	8,12	7,47
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	0,00	452,79	274,28	60,58	0,00	512,94	500,86	283,10	56,52	8,81	3,21
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,00	0,75	0,70	92,90	0,00	1,00	1,00	0,08	7,56	-0,62	-89,16
DEPENSES EN CAPITAL	634,50	892,48	385,98	43,25	672,72	992,62	993,93	407,67	41,02	21,69	5,62
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	614,50	872,48	384,75	44,10	662,72	982,62	983,93	405,16	41,18	20,41	5,31
FINANCEMENT ETAT	369,62	526,90	198,93	37,75	337,98	636,46	637,77	220,80	34,62	21,87	11,00
ETAT SEUL	338,31	453,93	181,03	39,88	302,99	577,30	580,10	197,42	34,03	16,39	9,05
CONTRE PARTIE	31,31	72,97	17,90	24,53	34,99	59,17	57,67	23,38	40,55	5,49	30,66
FINANCEMENT EXTERIEUR	244,88	345,58	185,82	53,77	324,73	346,16	346,16	184,36	53,26	-1,46	-0,79
SUBVENTION	135,22	221,09	83,79	37,90	128,28	221,67	221,67	104,26	47,04	20,47	24,44
PRÊT	109,66	124,49	102,03	81,96	196,46	124,49	124,49	80,09	64,34	-21,93	-21,50
TRANSFERTS EN CAPITAL	20,00	20,00	1,23	6,14	10,00	10,00	10,00	2,50	25,04	1,27	103,76
TOTAL GENERAL	634,50	2 672,78	1 346,99	50,40	672,72	2 919,15	2 919,15	1 398,59	47,91	51,60	3,83

Source : MINEFID/DGB, DGCOOP et DGTCP

L'analyse détaillée de la situation d'exécution des dépenses est déclinée par nature de dépense et par programme budgétaire tout en mettant en exergue l'exécution de certaines dépenses spécifiques que sont les dépenses sociales de réduction de la pauvreté, les crédits délégués (dépenses des structures déconcentrées), les dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone, les dépenses communes interministérielles (subventions sociales, besoins de financement accordés aux ministères...) et l'apurement des dépenses non abouties de 2021 et exercices antérieurs ainsi que l'apurement de la dette intérieure.

### III.1. Analyse de l'exécution du budget de l'Etat par nature de dépenses

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses est déclinée par nature de dépense (les dépenses ordinaires et les dépenses en capital).

Au 30 juin 2022, les dépenses ordinaires affichent un taux d'engagés visés de 51,47% sur des prévisions annuelles ajustées de crédits de paiement de 1 925,22 milliards de FCFA. Les dépenses en capital qui représentent 29,15% des dépenses totales engagées visées enregistrent un taux d'exécution de 41,02%.

Il ressort de l'analyse par trimestre, un volume de dépenses ordinaires engagées visées au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre de 422,49 milliards de FCFA. Ce volume trimestriel de dépenses engagées visées

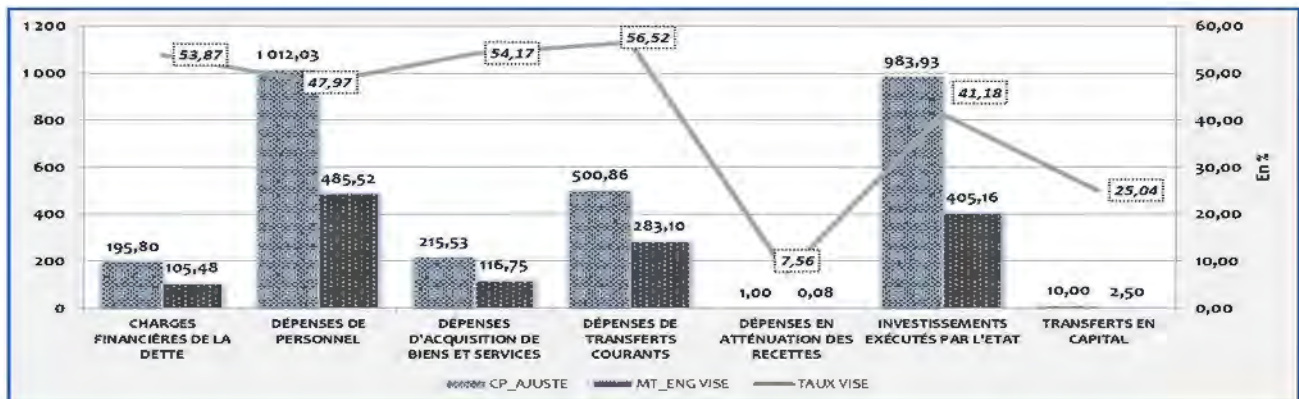
est en baisse de 132,16 milliards de FCFA en valeur absolue et de 23,83 % en valeur relative par rapport à celui du 1<sup>er</sup> trimestre. Cette évolution est essentiellement portée par les dépenses de transferts courants (-140,56 milliards de FCFA).

Le tableau et les graphiques suivants illustrent respectivement les niveaux d'exécution des dépenses du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>ème</sup> trimestre ainsi que le niveau cumulé des dépenses à fin juin 2022 par nature.

**Tableau 8 : Volume des dépenses engagées visées par nature du 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre 2022(en milliards FCFA)**

NATURE	Volume des engagés visés 2021		Variation de volume des ENG_VISES entre les deux trimestres	
	1er trimestre	2e trimestre	Montants	%
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>554,64</b>	<b>422,49</b>	<b>-132,16</b>	<b>-23,83</b>
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	46,30	59,18	12,88	27,81
DÉPENSES DE PERSONNEL	242,48	243,04	0,55	0,23
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	54,03	62,72	8,69	16,09
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	211,83	71,27	-140,56	-66,36
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,00	0,08	0,08	#DIV/o!
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>104,44</b>	<b>303,23</b>	<b>198,79</b>	<b>190,35</b>
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	103,73	301,43	197,71	190,60
<b>FINANCEMENT ETAT</b>	<b>63,07</b>	<b>157,74</b>	<b>94,67</b>	<b>150,10</b>
ETAT SEUL	51,56	145,86	94,31	182,92
CONTRE PARTIE	11,51	11,87	0,36	3,11
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>40,66</b>	<b>143,70</b>	<b>103,04</b>	<b>253,42</b>
SUBVENTION	6,16	98,10	91,94	1 491,74
PRÊT	34,50	45,60	11,10	32,18
TRANSFERTS EN CAPITAL	0,71	1,80	1,09	153,88
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>659,08</b>	<b>725,72</b>	<b>66,64</b>	<b>10,11</b>

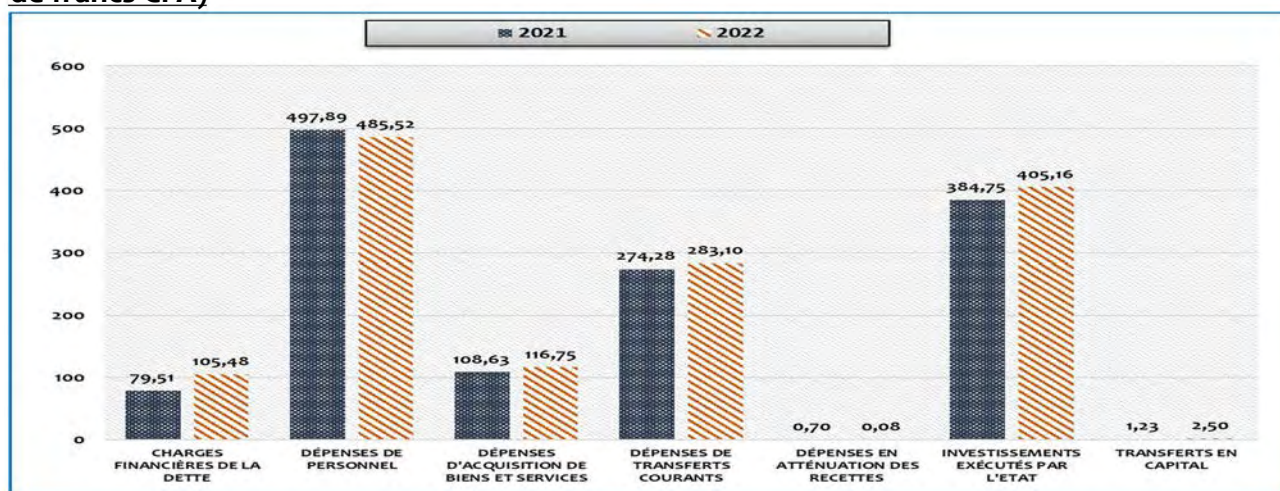
Source : DGB

**Graphique 8 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA)**


Source : DGB



**Graphique 9 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 30 juin 2021 et 2022(en milliards de francs CFA)**



Source : DGB

### III.1.1. Les dépenses ordinaires

A fin juin 2022, le montant engagé visé au titre des dépenses ordinaires se chiffre à **990,92 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **1 925,22 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **51,47%**. Ce taux d'exécution est supérieur à la cible escomptée à cette date (**50,0%**) avec un écart de **1,47 point**.

A la même période en 2021, lesdites dépenses ont été engagées visées à hauteur de **961,01 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **1 780,31 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **53,98%**.

En glissement annuel, le niveau d'exécution de ces dépenses affiche une hausse en volume de **29,91 milliards de FCFA** au 30 juin. Cette progression est principalement imputable aux charges financières de la dette, aux dépenses de transferts courants et celles relatives aux acquisitions de biens et services qui ont subi des augmentations respectives de **25,96 milliards de FCFA** ; **8,81 milliards de FCFA** et **8,12 milliards de FCFA**.

Quant au taux d'exécution, il affiche une baisse de **2,51 points** par rapport à l'exercice précédent.

Comparativement au trimestre précédent où le volume de dépenses engagées visées était de **554,64 milliards de FCFA**, le volume trimestriel des dépenses engagées-visées au titre des dépenses ordinaires ressort au 30 juin 2022 à **422,49 milliards de FCFA**, en baisse de **132,16 milliards de FCFA** en valeur absolue et de **23,83%** en valeur relative. Cette baisse est portée principalement par les dépenses de transferts courants dont le volume trimestriel est passé de **211,83 milliards de FCFA** à **71,27 milliards de FCFA**, soit un repli de **140,56 milliards de FCFA**.

Par composante, la situation des dépenses courantes se présente comme suit :

### **A. Les charges financières de la dette**

A fin juin 2022, les paiements réels de la charge financière de la dette s'élevaient à **105,48 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **195,80 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **53,87%**.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **45,80%** pour un volume de paiement effectif de **79,51 milliards de FCFA**.

En valeur relative, les paiements effectifs de la charge financière de la dette ont augmenté de **32,65%** entre 2021 et 2022, soit **25,96 milliards de FCFA** en valeur absolue.

Le taux d'exécution s'est également amélioré de **8,07 points** entre les deux exercices budgétaires.

### **B. Les dépenses de personnel**

Le budget de l'Etat, exercice 2022, enregistre au titre des dépenses de personnel à la date du 30 juin 2022 une exécution « base engagée visée » de **485,52 milliards de FCFA** sur une prévision ajustée de **1 012,03 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **47,97%**. Comparé au taux repère de **50,0%**, le taux d'exécution est inférieur à cette cible avec un écart de **-2,03 points**, soit en valeur absolue 20,50 milliards de francs CFA de marge par rapport au niveau de référence pour les six (06) premiers mois correspondant à une marge de sécurité sur le niveau d'exécution constatée. La viabilité de cette marge à fin décembre est conditionnée par le rythme des corrections salariales au cours des six (06) mois à venir en raison notamment de besoins potentiels de constatation d'avancement, de reclassement, de bonification d'échelon et des mises à jour d'indemnités induits par de nouveaux textes ou des textes déjà pris.

Ce niveau d'exécution atteint est constitué de la solde mensuelle à hauteur de **397,31 milliards de FCFA** et des paiements hors solde d'un montant de **88,21 milliards de FCFA**.

En 2021 à la même période, ce taux était de **52,41%** correspondant à des dépenses engagées visées de **497,89 milliards de FCFA**.

Une analyse comparative des dépenses de personnel en 2021 et 2022 au 30 juin, montre que le volume des charges salariales a régressé en 2022 de **12,36 milliards de FCFA** justifié notamment par : l'incidence cumulée des traitements et salaires en espèces (**-16,42 milliards de FCFA**), des rappels sur les indemnités (**0,86 milliard de FCFA**), des cotisations sociales (**0,83 milliard de**

FCFA), des avantages en nature (**0,30 milliard de francs CFA**), des allocations familiales (**0,30 milliard de FCFA**) ainsi des autres dépenses de personnel non ventilées (**1,77 milliard de FCFA**).

L'analyse par ministère indique que dix-sept (17) sections ont enregistré des taux d'exécution supérieurs au taux repère. Les plus forts taux d'exécution sont enregistrés par le Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (**61,60%**), la Grande Chancellerie (**57,94%**), le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (**56,20%**) et le Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (**54,95%**).

Comparativement au 1<sup>er</sup> trimestre, le volume trimestriel des dépenses de personnel engagées visées est passé de 218,86 milliards FCFA au premier trimestre à 279,03 milliards FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 60,17 milliards FCFA en valeur absolue et de 27,49% en valeur relative.

Le détail des dépenses de personnel au 30 juin 2022 est joint en **annexe n°2**.

### **C. Les dépenses d'acquisitions de biens et services**

Le montant engagé visé des dépenses d'acquisition de biens et services à fin juin 2022 se chiffre à **116,75 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **215,53 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **54,17%**. Ce taux d'exécution est supérieur au taux repère escompté (**50%**) à fin juin 2022 avec un écart de **4,17 points**.

En 2021 à la même période, ce taux était de **53,47%** correspondant à des dépenses engagées visées de **108,63 milliards de FCFA**. Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées enregistrent une hausse de **8,12 milliards de FCFA**.

Le taux d'exécution a également progressé de **0,70 point** par rapport à l'exercice précédent.

A l'échelle trimestrielle, le volume de dépenses engagées-visées du 2<sup>ème</sup> trimestre ressort à 62,72 milliards de FCFA contre 54,03 milliards FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre, soit une hausse de 8,69 milliards de FCFA (+16,09%). Les dépenses d'ABS ont représenté 8,64% et 8,35% respectivement des dépenses totales du trimestre et des dépenses totales cumulées au 30 juin 2022.

L'analyse par paragraphe de cette évolution indique qu'elle est portée essentiellement par 611-Frais de transport et de mission (13,63 milliards de FCFA), 605-Eau, électricité, gaz et autres sources d'énergie (7,25 milliards de FCFA) et 622-Prestation de services (6,55 milliards de FCFA).

L'analyse par ministère montre que cette hausse est principalement imputable aux départements en charge de l'éducation nationale (20,73 milliards de FCFA), de la santé (3,45 milliards de FCFA) et de la décentralisation (2,54 milliards de FCFA). Cet accroissement est porté

essentiellement par les paragraphes « 622-Prestation de services », « 611-Frais de transport et de mission » et « 612-Loyer et charges locatives » qui enregistrent des hausses respectives de **5,10 milliards de FCFA ; 3,03 milliards de FCFA et 1,57 milliards de FCFA**. Les dépenses de cette rubrique ont été liquidées à hauteur de 105,52 milliards de FCFA, soit 90,38% des dépenses engagées visées et 48,96% des prévisions de CP.

**L'annexe 3** fournit les détails par sections au 30 juin 2022.

#### **D. Les dépenses de transferts courants**

A la date du 30 juin 2022, sur des CP ajustés de **500,86 milliards de FCFA**, les dépenses de transferts courants exécutées base « engagée visée » se chiffrent à **283,10 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **56,52%**. Ce taux d'exécution est supérieur au taux repère escompté (**50,0%**) à fin juin avec un écart de **6,52 points**. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que ces dépenses soient en grande partie exécutées par voie de déblocage.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **60,58%** correspondant à des dépenses engagées visées de **274,28 milliards de FCFA**.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées enregistrent une hausse de **8,81 milliards de FCFA**. Quant au taux d'exécution, il s'est dégradé de **4,05 points** par rapport à l'exercice précédent.

Le volume du 2<sup>ème</sup> trimestre des dépenses de transferts courants engagées visées s'est établi à 71,27 milliards de FCFA contre 211,83 milliards de FCFA au 30 juin 2022, soit une baisse de -140,56 milliards de FCFA en valeur absolue et de 66,36% en valeur relative.

Cette évolution est portée principalement par les paragraphes 649-Autres transferts, 646-Transferts aux autorités supranationales et contributions aux organisations internationales et 641-Transferts aux établissements publics nationaux qui enregistrent des baisses respectives de 95,95 milliards de FCFA ; 20,48 milliards de FCFA et 18,86 milliards de FCFA.

La hausse des « autres transferts » est en grande partie liée à la prise en charge des subventions aux d'hydrocarbures dont le montant engagé visé a augmenté de 40,0 milliards de FCFA entre les deux exercices budgétaires. L'analyse par section indique que cette baisse du volume trimestriel des dépenses de transferts courants est plus prononcée au niveau des DCIM (-96,04 milliards de FCFA), des ministères de l'enseignement supérieur (-28,63 milliards de FCFA) et de l'économie (-18,53 milliards de FCFA).

Le détail des dépenses de transferts courants est consigné dans **l'annexe 4**.

## **E. Les dépenses en atténuation des recettes**

A la date du 30 juin 2022, les dépenses en atténuation des recettes, inscrites en crédits de paiement pour un montant de **1,00 milliard de FCFA**, affichent un niveau d'exécution base engagée visée de **0,08 milliard de FCFA**, soit un taux d'exécution de **7,56%**. En 2021 à la même période, ce taux était de 92,90% correspondant à des dépenses engagées visées de 0,70 milliard de FCFA . Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses engagées visées enregistrent une baisse de 0,62 milliard de FCFA . Toutefois, il est à noter l'existence de dossiers de remises de pénalités et de règlement d'intérêts moratoires en instance de paiement qui ne peuvent être pris en charge pour insuffisance de crédits. Au regard de la récurrence de cette difficulté, il a été mis en instance certains paiements en attendant qu'une réflexion soit envisagée en vue de la relecture des textes pour permettre la mise en jeu de la responsabilité des ministères et institutions par une prise en charge desdites dépenses les concernant sur leurs crédits.

### **III.1.2. Les dépenses en capital**

Les prévisions de la loi de finances initiale (LFI) au titre des dépenses en capital s'élèvent à **777,22 milliards de FCFA** en crédits d'autorisation d'engagement (AE) et à **1 005,85 milliards de FCFA** en crédits de paiement (CP). Prenant en compte les projets d'ajustements, ces prévisions s'établissent respectivement à **672,72 milliards de FCFA** et **992,62 milliards de FCFA**.

A fin juin 2022, l'exécution desdites dépenses base « engagée visée » se chiffre à **407,67 milliards de FCFA** sur des CP ajustés de **993,93 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **41,02%** contre un taux repère de **50,0%**.

En 2021 à la même période, ce taux était de **43,25%** correspondant à des dépenses engagées visées de **385,98 milliards de FCFA**. Il ressort entre les deux (02) exercices budgétaires une hausse des dépenses engagées visées de **21,69 milliards de FCFA**, portée essentiellement par les dépenses d'investissements exécutées par l'Etat (**20,41 milliards de FCFA**).

Par contre, le taux d'exécution « base engagée visée » affiche un repli de **2,23 points** par rapport à l'exercice précédent.

En volume trimestriel, les dépenses en capital engagées visées sont passées de 104,44 milliards de FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre à 303,23 milliards de FCFA au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit une hausse de 190,35% (+198,79 milliards de FCFA).

Pour ce qui concerne les autorisations d'engagement (AE) ouvertes au titre de l'année 2022, le taux de consommation hors subventions et prêts s'est établi à 29,15% sur des prévisions révisées de 347,98 milliards de FCFA pour un montant engagé visé de 101,45 milliards de FCFA.

Les dépenses en capital sont constituées des dépenses d'investissements exécutés par l'Etat (y compris les subventions et prêts) et des transferts en capital.

### **1. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat**

Les prévisions de crédits de paiement au titre des investissements exécutés par l'Etat inscrites dans la loi de finances initiale (LFI) de 2022 s'élèvent à **995,85 milliards de FCFA**.

A fin juin 2022, le montant des dépenses engagées visées au titre desdits investissements, toutes sources de financement confondues, s'élève à **405,16 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **983,93 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **41,18%**. Comparé au taux repère escompté à fin juin 2022 (**50,0%**), ce taux est en deçà de la cible avec un écart de **8,82 points**.

En 2021 à la même période, ce taux était de **44,10%** correspondant à des dépenses engagées visées de **384,75 milliards de FCFA**, d'où une hausse du niveau d'exécution desdites dépenses de **20,41 milliards de FCFA** entre les deux (02) exercices budgétaires. Cette évolution à la hausse est attribuable essentiellement aux dépenses d'investissements financées sur ressources propres qui ont progressé de **21,87 milliards de FCFA**.

Toutefois, le taux d'exécution a régressé de **2,92 points** par rapport à l'exercice précédent.

Par source de financement, le détail des dépenses d'investissement se présente ainsi :

#### **A Les dépenses d'investissements sur ressources propres**

A la date du 30 juin 2022, sur des crédits de paiement ajustés de **637,77 milliards de FCFA**, les dépenses d'investissements sur ressources propres affichent un niveau d'exécution « base engagée visée » de **220,80 milliards de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **34,62%**. Ce taux est en deçà de l'objectif de **50,0%** attendu à fin juin avec un écart de **15,38 points**.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **37,75%** correspondant à des dépenses engagées visées de **198,93 milliards de FCFA**.

L'analyse comparative entre les deux exercices budgétaires à la même période fait ressortir une amélioration du niveau d'exécution desdites dépenses de **21,87 milliards de FCFA**. Cette variation

résulte de l'augmentation simultanée des investissements financés exclusivement par l'Etat (**+16,39 milliards de FCFA**) et des contreparties nationales aux projets et programmes (**+5,49 milliards de FCFA**). L'analyse par paragraphe montre que cette augmentation est portée essentiellement par les frais de remboursement relatifs aux travaux de bitumage de la voie de contournement et de construction de l'échangeur du Nord.

Quant au taux d'exécution, il affiche un repli de **3,13 points** par rapport à l'exercice précédent.

Le détail de l'exécution des investissements exécutés sur ressources propres est illustré dans ***l'annexe n°5***.

## **B Les dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures**

A fin juin 2022, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à **184,36 milliards de FCFA** répartis en subvention pour **104,26 milliards de FCFA** et en prêt à hauteur de **80,09 milliards de FCFA**.

Le taux d'exécution se situe ainsi à **53,26%** par rapport aux crédits de paiement ajustés d'un montant de **346,16 milliards de FCFA** du budget des appuis projets de l'année 2022. Ce taux est supérieur à l'objectif de **50,0 %** attendu à fin juin avec un écart de **3,26 points**.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **53,77%** correspondant à des dépenses ordonnancées de **185,82 milliards de FCFA**.

Entre les deux exercices budgétaires, il est à noter une baisse des dépenses d'investissements financées sur ressources extérieures (prêts + subventions) de **1,46 milliard de FCFA**, imputable essentiellement aux prêts (**-21,93 milliards de FCFA**), les subventions ayant augmenté de **20,47 milliards de FCFA**.

Le taux d'exécution enregistre également une baisse de **0,51 point** par rapport à l'exercice précédent.

### **2. Les transferts en capital**

A fin juin 2022, les prévisions de transferts en capital inscrites en crédit de paiement ajusté pour un montant de **10,00 milliards de FCFA**, enregistrent un taux d'exécution de **25,04%**, correspondant à un montant engagé visé de **2,50 milliards de FCFA**. Ce montant est destiné :

- au paiement de la 11<sup>ème</sup> tranche de la souscription du Burkina Faso à la 6<sup>ème</sup> « Augmentation Générale du Capital » (AGC) de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour un montant de **707,46 millions de FCFA** ;
- au paiement de la 14<sup>ème</sup> tranche de la souscription du Burkina Faso à la 4<sup>ème</sup> « Augmentation Générale du Capital » (AGC) de la Banque Islamique de Développement (BID) pour un montant de **206,24 millions de FCFA** ;
- Au paiement de la deuxième annuité relative à la libération du capital appelé en 2018 dû par le Burkina Faso au profit du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique ( FAGACE ) pour un montant de **491,30 millions de FCFA** ;
- à la prise en charge de la deuxième tranche du capital appelé du Fonds de Solidarité Africain (FSA) pour un montant de **455,35 millions de FCFA** ;
- à la prise en charge de la première tranche des arriérés des 50% de la souscription du Burkina Faso au capital d'Africa50 pour un montant de **313,96 millions de FCFA** ;
- à la prise en charge des arriérés du Burkina Faso au capital de Shelter Afrique au titre de l'année 2022 pour un montant de **329,24 millions de FCFA**.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **6,14%** correspondant à des dépenses engagées visées de **1,23 milliard de FCFA**. Il se dégage donc une hausse des dépenses exécutées de **1,27 milliard de FCFA**.

Le taux d'exécution s'est également amélioré de **18,89 points** par rapport à l'exercice précédent.

Au 1<sup>er</sup> trimestre, le volume des dépenses engagées-visées au titre des transferts en capital était de 0,71 milliard de francs CFA contre 1,80 milliard de francs CFA au 2<sup>ème</sup> trimestre soit une hausse de 1,09 milliard de francs CFA en valeur absolue.

Il convient de noter que les « prises de participations à l'intérieur d'un montant de **6,00 milliards de FCFA** n'ont pas encore connu de début d'exécution à fin juin.



### III.2. L'analyse de la situation d'exécution par programme

Le programme budgétaire est l'unité de spécialisation et de vote des crédits budgétaires alloués aux ministères et institutions. Autrement dit, à l'intérieur des ministères, les crédits sont décomposés en programmes/dotations. Le programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. A ces programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.

Au 30 juin 2022, la situation d'exécution financière des crédits de paiements des ministères et institutions, hors financements extérieurs et dépenses de personnel, indique que sur 133 programmes et dotations, 38 programmes enregistrent à fin juin 2022 un taux d'exécution financière inférieur à 25,00% tandis que 48 programmes affichent des taux compris entre 25 et 50%.

Quant aux résultats des différents programmes budgétaires, ils sont mesurés notamment par des indicateurs de performance et font l'objet d'évaluations régulières. Ces évaluations donnent lieu à un rapport de performance élaboré en fin de gestion par les ministères et institutions concernés. Ces rapports annuels de performance attendus au cours du premier trimestre de l'exercice suivant seront annexés au projet de loi de règlement de l'exercice.

La fréquence de renseignement des indicateurs d'effet est annuelle, par conséquent il n'y a pas de données au 30 juin 2022. Seuls les indicateurs opérationnels (produits) sont renseignés. Les résultats majeurs par programme (extrants ou livrables) sont limités à cinq (05) au maximum.

Pour l'analyse de la situation d'exécution physique par programme, l'indisponibilité sur la mise en œuvre des activités liées aux résultats majeurs n'a pas permis de faire une analyse exhaustive des programmes budgétaires.

Cette situation interpelle davantage l'implication des responsables de programme dans l'exécution du budget à travers le dialogue de gestion pour plus d'efficacité dans la mise en œuvre de leurs programmes.

Toutefois, au 30 juin 2022, certains résultats majeurs ont pu être capitalisés et concernent entre autres les secteurs environnement, eau, assainissement et énergie, économie, finance et développement.

Il ressort de l'analyse des résultats atteints, un niveau de réalisation suivant :

- **En matière d'approvisionnement en eau potable au profit des PDI**, sur cinq (05) produits attendus du programme que sont « nombre de forages à gros débit réalisés pour PDI et zone d'origine des PDI » (0/3), « nombre de forages équipés de PMH réalisés pour PDI et zone d'origine des PDI » (21/33), « Nombre de forages équipés de PMH réhabilités pour PDI et zone d'origine des PDI » (10/25), « Nombre de PEA réalisés pour PDI et zone d'origine des PDI » (5/11) et « Nombre de nouvelles AEPS réalisés pour PDI et zone d'origine des PDI » (0/6), seuls trois (03) ont connu un démarrage avec des niveaux de mise en œuvre compris entre 40% et 64% ;
- **S'agissant de l'assainissement, les deux (02) produits que sont « Nombre de latrines familiales réalisées pour PDI et zone d'origine des PDI » (540/11682) et « Nombre de latrines communautaires et institutionnelles réalisés pour PDI et zone d'origine des PDI » (18/200)** présentent des niveaux de réalisation des indicateurs inférieurs à 10% ;
- **Quant au domaine de l'économie verte et du changement climatique**, Sur les trois (03) que sont « Foyers améliorés acquis au profit des PDI » (559/750), « Jardins nutritifs équipés de forage solaire mis en place au profit des PDI » (0/7) et « Kits solaires distribués aux PDI » (0/600), seuls deux (02) produits n'ont pas connu de mise en œuvre. Le seul produit en exécution connaît un niveau de réalisation de son indicateur d'environ 75% ;
- **En ce qui concerne le développement des infrastructures de qualité et résilientes, pour favoriser** la transformation structurelle de l'économie, la capacité de stockage en eau de surface s'est établie à 6 150,96 m<sup>3</sup> et le taux de fonctionnalité des barrages à 57,1% pour des cibles annuelles respectives de 6 162,53 m<sup>3</sup> et 57,1% ; ce qui témoigne d'un niveau de réalisation très satisfaisant. L'installation de la centrale solaire photovoltaïque de Nagréongo a permis l'augmentation de la puissance électrique de 30 Mwc ;
- **En ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures** , sur un montant cantonné de 947,14 milliards de FCFA au 31 décembre 2021, les Restes à recouvrer (RAR) se sont établis à fin juin 2022 à 878,33 milliards de FCFA, soit un apurement de 68,81 milliards de FCFA (26,88 milliards de FCFA de dégrèvement et 41,93 milliards de FCFA de recouvrement), correspondant à un taux d'apurement de 7,26%. Aussi, 240 agents ont été formés à l'utilisation du nouveau module eEnregistrement de eSINTAX et 22 personnes ont été formées à SINTAX. Pour la finalisation du datacenter de la DGI, la salle des serveurs a été configurée, les serveurs du Datacenter ont été acquis et déployés dans la salle des serveurs.

Le nombre d'adhérents à eSINTAX se chiffre à 11 959 contribuables dont 2 876 adhésions au premier semestre 2022. Par ailleurs, 636 129 déclarations ont été effectuées en ligne pour un montant de 3 000,34 milliards de FCFA. Les déclarations par mobile money ont été de 5 097 pour un montant de 289, 85 millions de FCFA. Le nombre de virements bancaires a été de 75 960 pour un paiement de 1 866,31 milliards de FCFA. Au titre des attestations de retenues à la source, 868 414 ont été générées automatiquement. De plus, 28 954 demandes d'attestation de situation fiscale et 5 220 demandes de certification de chiffre d'affaires ont été traitées en ligne. De même, 18 663 attestations de véhicules à moteur ont été délivrées. Aussi, 449 états financiers ont été transmis en ligne depuis l'opérationnalisation de la plateforme eLiasse.

- **Concernant le pilotage de l'économie et du développement** notamment la gestion opérationnelle de l'économie et l'animation du développement, un montant de 298,03 millions de FCFA a été décaissé au cours du premier semestre 2022 et a permis le suivi de trente-trois (33) projets startup dans le cadre du programme Burkina Startup. Aussi, 915,97 millions de FCFA ont été décaissés au profit de vingt-six (26) promoteurs sélectionnés en 2021 et des missions de suivi-évaluation ont été réalisées au profit de cinquante-deux (52) promoteurs dans le cadre de la mise en œuvre du programme AGRINOVA. De même, 157,87 millions de FCFA ont été décaissés au profit des promoteurs sélectionnés en 2021 pour le financement des projets d'entreprises du programme JAAL.

Le détail de l'exécution des crédits de paiement des programmes budgétaires est illustré dans **l'annexe n°6**.

### **III.3. Situation des dépenses sociales de réduction de la pauvreté**

Les dépenses sociales de réduction de la pauvreté sont définies comme les dépenses des secteurs abritant les programmes prioritaires identifiés dans le PNDES pour accélérer la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté. La base de détermination de ces dépenses a été actualisée en 2021. Ainsi, le montant initial alloué à ces dépenses en 2022 tenant compte de cette nouvelle base s'élève à **520,24 milliards de FCFA** contre **461,36 milliards de FCFA** pour l'ancienne base, soit une hausse de **58,88 milliards de FCFA**.

A fin juin 2022, le niveau d'exécution de ces dépenses base « engagée visée » se chiffre à **181,34 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **496,95 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **36,49%**, inférieur à la cible (**45,0 %**) avec un écart de **8,51 points**. L'exécution desdites dépenses est composée de dépenses courantes (**122,50 milliards de FCFA**) et de

dépenses en capital (**58,84 milliards de FCFA**) avec des taux d'exécution respectifs de **48,29%** et **24,19%**.

En 2021, le niveau d'exécution de ces dépenses était de **196,15 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **409,86 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de **47,86%**. Le détail de l'exécution des crédits de paiement des dépenses sociales est illustré dans **l'annexe n°7**.

#### **III.4. Analyse des crédits délégués**

Dans cette partie, il sera analysé les crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions au titre des dépenses d'acquisition de biens et services.

Au 30 juin 2022, les dépenses « engagées visées CP » au titre des crédits délégués s'élèvent à **27,16 milliards de FCFA** sur des crédits de paiement ajustés de **35,79 milliards de FCFA**, soit à un taux d'absorption de **75,88%**.

En 2021 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de **65,76%** correspondant à des dépenses engagées visées de **18,68 milliards de FCFA**.

Il ressort donc une hausse des dépenses engagées visées de **8,48 milliards de FCFA** en 2022. Il en est de même pour le taux d'exécution qui s'est amélioré de **10,12 points**.

Le détail de l'exécution des crédits de paiement des crédits délégués est illustré dans **l'annexe n°8**.

#### **III.5. Dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19**

Le montant des crédits prévus par la LFI au titre de ces dépenses (y compris financements extérieurs) s'élève à **22,40 milliards de FCFA en 2022**. Par département, ces crédits sont repartis entre le ministère en charge de la santé et celui en charge de la solidarité nationale pour des montants respectifs de **13,51 milliards de FCFA** et **7,23 milliards de FCFA**. Ils sont destinés à la :

- mise en œuvre du Projet de préparation et de riposte au covid-19 (PPR Covid-19) pour un montant de **0,01 milliard de FCFA** ;
- vaccination contre la covid-19 (**13,50 milliards de FCFA**) ;
- la prise en charge de « la distribution gratuite des vivres, kits d'hygiène et de dignité » pour un montant de **7,23 milliards de FCFA**.

Hors financements extérieurs, ces crédits s'élèvent à **20,74 milliards de FCFA**. A fin juin, ces dépenses n'ont pas encore connu de début d'exécution.

Le détail de l'exécution des crédits de paiement des lignes covid-19 est illustré dans **l'annexe n°9**.

### **III.6. Analyse des restes à liquider en procédure normale**

**Au titre des Autorisations Engagement**, au 30 juin 2022, sur une prévision d'AE ajustée de **347,98 milliards de FCFA**, un montant de **101,43 milliards de FCFA** a été engagé, soit un taux de **29,15%**. Les crédits de paiement liés aux AE engagées ont été liquidés à hauteur de **81,54 milliards de FCFA**.

Le détail de l'exécution des Autorisations d'Engagement est illustré dans **l'annexe n°10**

**Au titre des crédits de paiement**, au 30 juin 2022, sur un montant de dépenses engagées en procédure normale de **41,91 milliards de FCFA**, il a été liquidé **15,91 milliards de FCFA**, soit un taux de liquidation de **37,95%**.

L'analyse détaillée fait ressortir un niveau de liquidation satisfaisant de certains ministères et institutions tels que, la Présidence du Faso (**100%**), le ministère en charge des infrastructures (**92,95%**), le ministère chargé de l'urbanisme (**90,04%**). Par contre, d'autres ministères et institutions tels que le ministère en charge de l'éducation nationale, le ministère en charge des sports et de la jeunesse, le Ministère chargé de l'eau et de l'assainissement, le ministère en charge de l'agriculture et des ressources animales ont un niveau de liquidation très faible.

*Le montant total des restes à liquider est de **26,00 milliards de FCFA** soit **62,05%** des dépenses engagés en procédure normale.*

Les détails des restes à liquider en procédure normale sont consignés dans **l'annexe 11**.

### **III.7. Analyse des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone**

Les mesures de rationalisation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de l'Etat se poursuivent par :

- le renforcement des textes encadrant l'utilisation des abonnements publics d'eau, d'électricité et de téléphone ;
- la mise en œuvre des recommandations des audits des branchements et d'abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone qui sont réalisés courant 2017 ;
- le suivi et le contrôle des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone des ministères et institutions.

Aussi, l'analyse se fera selon la disponibilité des données sur les dépenses de consommation d'électricité (fin mars 2022), d'eau (fin janvier 2022) et de téléphone (fin avril 2022).

#### **A. Analyse des dépenses de consommation d'électricité**

Les dépenses de consommation d'électricité se sont établies à fin mars 2022 à 4,14 milliards de FCFA contre 4,37 milliards de FCFA à la même période en 2021, soit une baisse de 5,14%.

**Tableau 9: Evolution de consommation d'électricité à fin mars sur la période 2021 à 2022**

Rubrique	A fin mars 2021	A fin mars 2022
Consommation d'électricité	4 367 506 413	4 142 933 784
Ecart (%)	0,00%	-5,14%

**Source : DGAIE**

Cette baisse est imputable principalement à la baisse des consommations d'électricité de certains ministères et institutions. Il s'agit entre autres du ministère en charge de la femme (-63,25%), du Conseil Constitutionnel (-26,91%) et du ministère en charge de la fonction publique (-20,89%). La baisse du niveau de consommation d'électricité ne saurait être réelle car dépendant de la régularité de passage des agents releveurs et de l'inaccessibilité des lieux abritant les compteurs.

#### **B. Analyse des dépenses de consommation d'eau**

Les dépenses de consommation d'eau se sont établies à fin janvier 2022 à 773,76 millions de FCFA contre 709,64 millions de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse de 9,03%.

**Tableau 10: Evolution de consommation d'eau à fin janvier sur la période 2021 à 2022**

Rubrique	A fin janvier 2021	A fin janvier 2022
Consommation d'eau	709 641 651	773 756 163
Ecart (%)	0,00%	9,03%

**Source : DGAIE**

Cette hausse est imputable principalement à la hausse des consommations d'eau de certains ministères et institutions. Il s'agit entre autres du Conseil supérieur de la communication (+613,23%), de la Cour des comptes (+595,21%) et du Ministère en charge du développement de l'économie numérique (+192,88%). La hausse du niveau de consommation d'eau est expliquée notamment par l'accumulation de la consommation due à l'irrégularité de passage des agents releveurs.

### C. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

A fin avril 2022, les dépenses de communications téléphoniques se sont établies à 2,21 milliards de FCFA contre 1,95 milliard de FCFA à la même période en 2021, soit une hausse de 13,57%.

**Tableau 11: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin avril sur la période 2021 à 2022**

Rubrique	A fin avril 2021	A fin avril 2022
Consommation de téléphone	1 950 084 057	2 214 710 226
Ecart (%)	0,00%	13,57%

Source : DGAIE

Cette hausse est imputable principalement à la hausse des consommations de téléphone de certains ministères et institutions. Il s'agit notamment du ministère en charge de l'économie (+66,06%), du ministère en charge de l'éducation nationale (+64,91%) et du Secrétaire général du gouvernement et du conseil des ministres (+56,33%).

Les annexes 12, 13 et 14 donnent respectivement les consommations d'électricité, d'eau et de téléphones

## IV. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Conformément aux articles 48 et 49 du Décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public, la nature et l'étendue des besoins de l'Etat, au titre de l'exercice budgétaire 2022 ont été déterminées à travers un plan annuel de passation des marchés (PPM). Le PPM est examiné par un comité avant son approbation par les Ministres et Présidents d'Institutions.

En rappel, la circulaire n°2019-010/PM/SG/DGEF du 25 février 2019 oblige les Ministres et les Présidents d'Institutions à transmettre systématiquement une copie des contrats approuvés et l'état d'exécution des PPM à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers (DG-CMEF) au plus tard le 25 du mois en cours.

### IV.1. Situation d'exécution des plans de passation des marchés des Ministères et des Institutions

Au 30 juin 2022 et sur la base des informations transmises à la DG-CMEF, la situation d'exécution des plans de passation des marchés (PPM) s'établit en prévision à mille vingt-deux (**1022**) dossiers pour un montant de **97, 06 milliards de FCFA** contre mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf (**1799**)

dossiers représentant un montant de **412, 36 milliards de FCFA** à la même période en 2021. D'où, une baisse de sept cent soixante-dix-sept (777) dossiers qui pourraient s'expliquer d'une part par la lettre circulaire n°2022-00156/MEFP/SG/DGB/DEB du 27 janvier 2022 portant orientation pour l'exécution du budget 2022 dans le cadre de l'expédition des affaires courantes suite au changement institutionnel intervenu le 24 janvier et d'autre part, par un nombre plus important de ministères et institutions n'ayant pas transmis leurs situations d'exécution du PPM à la DG-CMEF.

A la date du 30 juin 2022, quatre cent onze (411) dossiers ont connu un début d'exécution pour un montant de **54,48 milliards de FCFA** soit un taux d'exécution globale de **40,22%** en nombre et **56,13%** en valeur contre sept cent onze (711) dossiers représentant un montant de **154, 46 milliards de FCFA** soit un taux de **39,52%** en nombre et **37,01%** en valeur à la même période en 2021.

Par ailleurs, on note que sur les quatre cent onze (411) dossiers ayant connu un début d'exécution au 30 juin 2022, deux cent trente un (231) marchés ont été approuvés ou sont en cours d'approbation pour un montant total de **18,76 milliards de FCFA** contre quatre cent quatre-vingt-huit (488) marchés pour un montant total de **85, 73 milliards de FCFA** à la même période en 2021. Les dossiers n'ayant pas connu un début d'exécution au 30 juin 2022 sont au nombre de six cent onze (611) pour un montant de **42, 58 milliards de FCFA** soit **59,78%** en nombre et **43,87%** en valeur (sur la base des situations transmises) contre mille quatre-vingt-huit (1088) pour un montant de **262,91 milliards de FCFA** soit **60,48%** en nombre et **62,99%** en valeur à la même période en 2021.

Toutefois, il y a lieu de signaler que ces taux ne permettent pas d'émettre une appréciation exhaustive sur la situation d'exécution globale des PPM au 30 juin 2022, dans la mesure où certains ministères et institutions n'ont pas transmis de façon régulière la situation d'exécution de leur PPM au cours de la période considérée.

En effet, malgré le rappel de la circulaire visée plus haut, force est de constater le non-respect des dispositions de ladite circulaire par certains ministères et institutions.

Les difficultés relatives à l'exécution du PPM peuvent se résumer en ces points :

- ▼ la non-transmission à temps des expressions de certains besoins à la Direction des Marchés Publics entraînant un retard dans la mise en œuvre des procédures du Plan de Passation des Marchés (PPM) ;
- ▼ la non-maturité des dossiers techniques ne permettant pas le lancement à bonne date des dossiers d'appel à concurrence y relatifs ;



- ▼ les difficultés liées à l'opérationnalisation du SIMP version 2 ainsi que la non maîtrise dudit logiciel par certains acteurs.

De façon globale, la situation d'exécution du PPM des ministères et institutions ayant transmis la situation d'exécution de leur PPM à la DG-CMEF à fin juin 2022 est présentée dans le tableau ci-après.

**Tableau 12: Situation d'exécution des PPM des ministères et institutions à fin juin 2022.**

Désignation	Dossiers		Dossiers	
	Nombre	Part (%)	Valeur (FCFA)	Part (%)
<b>Dossiers non encore lancés</b>	<b>611</b>	<b>59,78</b>	<b>42 583 017 300</b>	<b>43,87</b>
Dossiers d'appel à concurrence non encore lancés	611	59,78	42 583 017 300	43,87
<b>Dossiers connaissant ou ayant connu un début de lancement</b>	<b>411</b>	<b>40,22</b>	<b>54 479 700 828</b>	<b>56,13</b>
Dossiers d'appels à concurrence en attente de délai réglementaire en vue de l'ouverture, de l'évaluation et de l'attribution)	37	3,62	11 702 204 456	12,06
Examen des offres (en traitement par les Commissions d'Attribution des Marchés)	139	13,60	23 660 690 094	24,38
Dossiers au niveau de l'Organe de Règlement des Différends (ORD)	4	0,39	359 874 424	0,37
Projets de contrats en cours d'approbation	46	4,50	2 014 844 679	2,08
Contrats approuvés et en attente de notification définitive	12	1,17	787 514 626	0,81
Contrats en cours d'exécution	159	15,56	15 393 227 829	15,86
Contrats dont l'exécution est achevée	14	1,37	561 344 720	0,58
<b>Total Général</b>	<b>1 022</b>	<b>100,00</b>	<b>97 062 718 128</b>	<b>100,00</b>

**Source : DGCMEF/DCEPS**

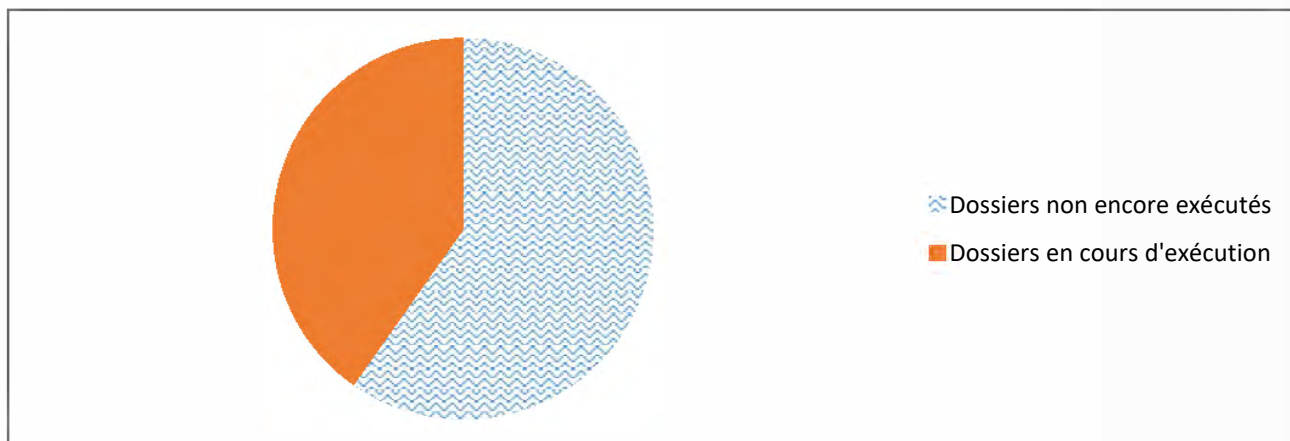
Les informations contenues dans le tableau pourraient être améliorées si l'ensemble des ministères et institutions transmettaient de façon régulière la situation d'exécution de leur PPM à la DG-CMEF conformément aux dispositions de la circulaire prise à cet effet.

Aussi, il y a lieu de rendre beaucoup plus opérationnel le SIMP 2 afin d'avoir une situation exhaustive de l'exécution du PPM de l'ensemble des ministères et institutions et matérialiser toute modification du PPM dans le logiciel SIMP 2.

Le graphique ci-dessous retrace l'état de mise en œuvre des PPM transmis à la DGCMEF au 30 juin 2022.

La situation de transmission des rapports mensuels sur l'exécution des PPM par ministère et institution est consignée dans **l'annexe 15**.

Le graphique n°10 illustre l'état d'exécution du PPM.



Source : DGCMEF/DCEPS

## IV.2. Situation des remises de pénalités et de paiement des intérêts moratoires.

### ❖ Remises de pénalités de retard

A la date du 30 juin 2022, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de **207, 05 millions de FCFA** correspondant à neuf (09) requêtes. A la même date en 2021, on a enregistré dix-sept (17) requêtes ayant bénéficié de remise pour un montant de **68, 52 millions de FCFA**.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés ou par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats. Elles peuvent s'expliquer également par des pénalités de retard induites calculées.

Pour permettre d'atténuer les montants liés aux remises de pénalités de retard, il sied donc :

- de former les différents acteurs dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics ;
- d'interpeler les autorités contractantes pour une programmation à bonne date des réceptions des prestations après les requêtes des titulaires des marchés ;
- de veiller à ne pas émettre d'ordre de service sans tenir compte du degré de maturité des dossiers, notamment sur l'identification des sites et la disponibilité de plan des travaux.

### ❖ Intérêts moratoires

Au 30 juin 2022, il a été émis cinq (05) avis favorables pour le paiement d'intérêts moratoires correspondant à un montant de **23, 50 millions de FCFA** contre aucun avis favorable à la même date en 2021.

## IV.3. Répartition des marchés par procédure de passation.

Dans le cadre du suivi des délais de traitement des dossiers de marchés publics et des délégations de service public, il peut être fait le point suivant :

### □ Délais de traitement des dossiers

À fin juin 2022, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, trois cent trente-neuf (339) marchés dont cent trente-cinq (135) conventions ont été approuvés pour un montant total de **60, 22 milliards de FCFA**.

En 2021, à la même période, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, cinq cent seize (516) marchés dont cent quatre-vingt-quatre (184) conventions ont été approuvés pour un montant total de **60, 91 milliards de FCFA**.

La situation des indicateurs se présente comme suit :

### □ Validité des offres

Pour l'indicateur IP18 qui apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres, il peut être noté qu'à fin juin 2022, sur un total de deux cent quatre (204)

marchés approuvés concernés par le délai de traitement, tous les marchés ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100% pour une cible supérieure à 90% selon la matrice du cadre de résultats 2022-2024 du PTA du MEFP.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se décomposent comme suit par source de financement :

- Cent soixante-treize (173) marchés financés sur ressources propres ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100% ;
- Trente et un (31) marchés sur fonds extérieurs ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de 100%.

**Il ressort donc un respect de l'indicateur IP 18 à fin juin 2022.**

- ❑ **Respect des indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marché public**

Le détail des marchés approuvés à fin juin 2022 suivant le type de procédure (IP19) se présente comme suit :

#### **A. Appel à concurrence ouverte**

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin juin 2022 est de 87,54% selon la valeur et 88,24% selon le nombre pour une norme d'au moins 85% dans les deux cas.

#### **B. Procédures exceptionnelles (Entente Directe et Appels à concurrence restreinte).**

Vingt-quatre (24) marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin juin 2022 représentant des taux de 12,46% selon la valeur et de 11,76% selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à 15 % dans les deux cas.

Le taux à fin juin 2022 des procédures exceptionnelles s'explique par :

- ❑ **Les ententes directes :**

**Selon la valeur :** A la date du 30 juin 2022, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, le montant global des marchés approuvés, passés par entente directe est de **4, 31 milliards de FCFA**, soit la somme de **3, 83 milliards de FCFA** enregistrée au cours de la période sous revue.

**Selon le nombre :** pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, vingt et un (21) marchés ont été approuvés à la date du 30 juin 2022 sur la base d'une procédure d'entente directe, soit six (6) marchés enregistrés au cours de la période.

#### □ Les appels d'offres restreints et consultations restreintes

**Selon la valeur :** A la date du 30 juin 2022, pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, le montant global des marchés approuvés, passés par appels d'offres restreintes et consultations restreintes est de **1, 50 milliard de FCFA**, soit la somme de **947, 78 millions de FCFA** enregistrée au cours de la période sous revue.

**Selon le nombre :** Pour tous ministères et institutions et toutes sources de financement confondus, trois (3) marchés ont été approuvés à la date du 30 juin 2022 sur la base d'une procédure restreinte, soit un (01) marché enregistré au cours de la période.

**A fin juin 2022, il est noté un respect de l'indicateur IP 19 en nombre et en valeur.**

En conclusion, on peut noter qu'à fin juin 2022, les deux indicateurs de bonne gouvernance économique en matière de marchés publics ci-dessus visés, sont respectés.

## V. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE DEBLOCAGES DE FONDS

Les prévisions de déblocage de fonds sur le budget de l'Etat, exercice 2022 s'élèvent à **905,29 milliards de FCFA** dont **657, 72 milliards de FCFA** pour les besoins en fin juin (c'est-à-dire pour les deux (02) trimestres), soit 72,65% des prévisions totales.

Au 30 juin 2022, le niveau global des déblocages effectués est de **462,58 milliards de FCFA** correspondant à un taux d'exécution global de 51,10% pour une cible de 72,65%.

Le taux d'exécution est en baisse de 02,90 points par rapport à 2021 à la même période où il était de 53,00% correspondant à **471, 301 milliards de FCFA** débloqués sur des prévisions annuelles de **853, 48 milliards de FCFA**.

Hors dépenses de personnel, le taux d'exécution global est de 51,34%.

### V.1. Situation d'exécution par nature de dépense

Par nature de dépense, il ressort un taux d'exécution inférieur au taux de référence. Ces taux sont respectivement de 49,88% pour les dépenses de personnel pour une cible de 50,14%, 64,47% pour les

dépenses d'acquisition de biens et services pour une cible de 76,86%, 48,43% pour les dépenses de transferts courants pour une cible de 74,41% et 51,06% pour les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat pour une cible de 79,34%.

Par nature de dépense, le plus faible taux d'exécution global s'enregistre au niveau des dépenses de transferts courants (48,43%).

La situation d'exécution par nature de dépenses se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau 13 : Situation d'exécution du plan de déblocage de fonds à fin juin 2022**

SECTIONS/ NATURES DE DEPENS	TOTAL DEBLOCAGE PREVU {1}	PREVISION DEBLOCAGE JUN. {2}	FIN	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {7= 4+5}	Tx Réf.	TX D'EXECUT. GLOBAL {8=7/1}	TX D'EXECUT TRIMESTRIEL {9=7/2}
Dépenses de personnel	152 546 238 000	76 482 565 500		76 088 374 500	50.14	49,88	99,48
Dépenses d'acquisition de biens et services	81 137 756 597	64 797 293 976		52 306 938 175	79.86	64,47	80,72
Dépenses de transferts courants	332 682 944 150	247 542 359 482		161 122 121 142	74.41	48,43	65,09
Investissements exécutés par l'Etat	338 923 865 971	268 893 901 822		173 066 167 313	79.34	51,06	64,36
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>905 290 804 718</b>	<b>657 716 120 780</b>		<b>462 583 601 130</b>	<b>72,65</b>	<b>51,10</b>	<b>70,33</b>
<b>TOTAL GENERAL HORS DEPENSE DE PERSONNEL</b>	<b>752 744 566 718</b>	<b>581 233 555 280</b>		<b>386 495 226 630</b>	<b>77</b>	<b>51,34</b>	<b>66,50</b>

Source : CID-SIGASPE/DG-CMEF, juin 2022

## V.2. Exécution du plan de déblocage de fonds par ministère et institution

Par ministère et institution, l'analyse de la situation indique que pour l'ensemble des ministères et institutions et par rapport aux prévisions à fin juin 2022, on note que le taux d'exécution global est de 51,09%. Cependant, il y a lieu de signaler que huit (08) ministères et trois (03) institutions ont un taux d'exécution global de moins de 50,00%.

**L'annexe 16** donne respectivement la synthèse par nature de dépenses et par ministère ou institution la situation d'exécution du plan de déblocage de fonds au 30 juin 2022.

## V.3. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des plans de déblocage des fonds.

Les difficultés liées à la non justification des précédents déblocages de fonds constituent un véritable problème quant au respect de la mise en œuvre du plan de déblocage de fonds. Le retard accusé par les structures bénéficiaires dans le transfert des pièces justificatives influence négativement la production diligente des rapports de vérification indispensables au déblocage des tranches suivantes.

Il y a lieu de relever la modification tardive des plans de déblocage initiaux lorsque des modifications budgétaires interviennent en cours d'exécution.

## VI. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Les délais de paiement sont un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage ces délais constitue une préoccupation constante de notre administration. De ce fait, il a été décidé de la création des unités de vérifications auprès de tous les ministères et institutions afin de réduire les délais de paiement, de mieux accompagner l'exécution du budget de l'Etat en mode programme et partant, de faciliter l'application du principe d'ordonnancement multiple. Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès desdits ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau régional.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

Le présent dossier fait le point sur les délais de paiement des dossiers de dépenses au 30 juin 2022. Il présente d'abord la situation au niveau central avant de s'intéresser à celle des structures déconcentrées. Il relève à chaque niveau les principales préoccupations et propose des solutions.

### VI.1. Les délais de paiement au niveau central

#### □ Au titre des dossiers traités dans les ministères et institutions

Du 1er janvier au 30 juin 2022, **612 mandats** « procédure normale » de l'année 2022 ont été payés pour un montant de **24,01 milliards de FCFA** contre **680 mandats** pour un montant **31,3 milliards de FCFA** à la même période en 2021.

Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **25 jours** en 2022, contre **26** en 2021 pour une norme référentielle de 47 jours. (**Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public**).

La situation des délais moyens de traitement des dossiers de dépenses payées de l'exercice 2022 comparée à celle de 2021 se résume comme suit :

**Tableau 14 : délai de traitement des dossiers de dépenses publiques dans les ministères et institutions au 30 juin 2022 et 2021 (en jours)**

Phases	Etapes	Délais moyens		Normes	Observations pour l'exercice 2022
		2022	2021		
Administrative	1- Délai moyen de traitement au niveau du gestionnaire de crédits (RP)	9	8	5	Non-respect
	2- Délai moyen de transmission informatique et physique du gestionnaire de crédits à l'ordonnateur délégué (RFFI)	5	6	2	Non-respect
	3- Délai moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur délégué (RFFI)	0	2	5	Respect
	4- Délai moyen de transmission informatique et physique de l'ordonnateur délégué (RFFI) au comptable	3	5	2	Non-respect
Comptable	5- Délai moyen de vérification au Trésor (DGTCP)	1	2	3	Respect
	6- Délai moyen de règlement au Trésor après VISA	7	3	30	Respect
	7- Délais moyen de traitement au niveau comptable	8	5	33	Respect
Consolidée	8- Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement	17	25	17	Respect
	9- Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement	25	26	47	Respect

**Source :** Secrétariat Technique du CODEP-MP, rapport juin 2022

A fin juin 2022, sur les 4 étapes de traitement des dossiers de la phase administrative, une (01) respecte les normes du référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques. Il s'agit des délais de traitement chez l'ordonnateur délégué.

Toutes les 3 étapes de traitement des dossiers de la phase comptable respectent les normes du référentiel.

Sur les 2 étapes de traitement de la phase consolidée, toutes respectent les normes du référentiel.

Le délai moyen de paiement global fixé par la norme référentielle qui est de 47 jours est respecté pour les mandats de l'exercice 2022 payés à fin juin.

**Constats:** bien que le délai global soit respecté, il ressort qu'au titre de l'année 2022, les délais de traitement des dossiers chez le gestionnaire de crédit ne sont pas respectés. Aussi, les délais relatifs à la transmission entre les différents acteurs ne sont pas respectés. Ils sont de 5 et 3 jours



respectivement chez le gestionnaire de crédit et chez l'ordonnateur délégué pour une norme de 2 jours.

**Propositions de solutions :** interpellier et sensibiliser les différents acteurs à l'occasion des réunions du CODEP-MP. Organiser une session de communication à l'endroit des acteurs.

## VI.2. Les délais de paiement au niveau déconcentré

Les délais de paiement des dossiers payés au niveau déconcentré sur les crédits délégués reçoivent la même présentation que ceux du niveau déconcentré décrit plus haut.

### □ Au titre des dossiers sur crédits délégués

A fin juin 2022, **3 329** mandats « *procédure normale* » de l'année 2022 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de **5 milliards de FCFA** contre **1 183** mandats pour un montant de **2,6 milliards de FCFA** à la même période en 2021.

Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **24 jours** en 2022 contre **30** en 2021 pour une norme référentielle de **47 jours**.

Les délais moyens de paiement des dossiers à fin juin 2022 comparés à ceux de 2021 se présentent comme suit :

**Tableau 15: Délais de traitement des dossiers sur crédits délégués**

Phases	Etapas	Délais moyens à fin juin		Normes	Observations pour l'exercice 2022
		2022	2021		
Administrative	1- Délai moyen de traitement au niveau du gestionnaire de crédits (RP)	5	5	5	Respect
	2- Délai moyen de transmission informatique et physique du gestionnaire de crédits à l'ordonnateur délégué (RFFI)	9	10	2	Non-respect
	3- Délai moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur délégué (RFFI)	0	2	5	Respect
	4- Délai moyen de transmission informatique et physique de l'ordonnateur délégué (RFFI) au comptable	6	7	2	Non-respect
Comptable	5- Délai moyen de vérification au Trésor (DGTCP)	3	5	3	Respect
	6- Délai moyen de règlement au Trésor après VISA	1	1	30	Respect
	7- Délais moyen de traitement au niveau comptable	4	6	33	Respect
Consolidée	8- Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement	22	27	17	Non-respect
	9- Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement	24	30	47	Respect

**Source :** Secrétariat Technique du CODEP-MP, rapport juin 2022

A fin juin 2022, sur les 4 étapes de traitement des dossiers de la phase administrative, deux (02) respectent les normes du référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques pour l'exercice 2022. Il s'agit entre autres des délais de transmission chez le gestionnaire de crédits tout comme chez l'ordonnateur délégué.

Sur les 3 étapes de traitement des dossiers de la phase comptable, toutes respectent les normes du référentiel.

Sur les 2 étapes de traitement de la phase consolidée, les normes du référentiel sont respectées pour une étape.

Le délai moyen de paiement global fixé par la norme référentielle qui est de 47 jours est respecté pour les dossiers de dépenses payées de l'exercice 2022 au titre des crédits délégués.

**Constats :** les délais de transmission des dossiers de paiement entre les différents acteurs demeurent insatisfaisants. Ils sont de 9 jours entre le gestionnaire de crédit et l'ordonnateur délégué et de 6 jours entre l'ordonnateur délégué et le comptable. Ces non respects des normes référentielles impactent négativement le délai moyen global de paiement même s'il est respecté au 30 juin 2022.

**Propositions de solutions :** interpellier et sensibiliser les différents acteurs à l'occasion des réunions du CODEP-MP. Organiser une session de communication à l'endroit des acteurs.

Dans l'ensemble, on note un respect des délais de paiement au 30 juin 2022 tant au niveau central que déconcentré.

Cette évolution positive serait la résultante de plusieurs actions qui ont été menées :

- ❖ la reprise des activités du CODEP-MP notamment l'interpellation et la sensibilisation des acteurs intervenants dans l'exécution du budget ;
- ❖ la veille sur le bon fonctionnement des unités de vérification (UV) créées auprès de tous les ministères et institutions ;
- ❖ la maîtrise de la gestion de la trésorerie assortie de paiement en continue.

Cependant, il s'avère nécessaire de poursuivre la mise en œuvre des réformes entreprises en vue de permettre une réduction encore plus significative des délais.

Il s'agit notamment de :

- la poursuite des réformes budgétaires et comptables engagées ;

- la poursuite de la mise en œuvre intégrale des UV qui sont une transition à ces réformes ;
- le renforcement des effectifs notamment ceux chargés de la transmission des dossiers physiques surtout au niveau déconcentré ;
- le renforcement des moyens d'action du CODEP-MP à travers l'allocation de ressources conséquentes ;
- la disponibilité et la stabilité du Circuit Informatisé des Dépenses (CID) dans sa version 3/3 surtout en région.

## VII. DES DEPENSES NON ABOUTIES (DNA) EN 2021 et EXERCICES ANTERIEURS

De l'examen des rapports de revue à mi parcours transmis par les ministères et institutions, il ressort que 16 ministères et 02 institutions disposent des dépenses non abouties des exercices antérieurs non encore réengagées à la date du 31 mai 2022. Le montant de ces DNA restant à être réengagé se chiffre à **46,55 milliards de FCFA**.

L'analyse détaillée fait ressortir un niveau de réengagement assez faible dans l'ensemble des ministères et institutions.

Les ministères et institutions tels que ceux en charge des sports et de la jeunesse (13,80 milliards de FCFA), de l'éducation nationale (7,93 milliards de FCFA), de l'agriculture et des ressources animales (5,30 milliards de FCFA) et de l'eau, de l'énergie et de l'environnement (8,37 milliards de FCFA) qui ont des montants consistant en termes de Dépenses Non Abouties (DNA) n'ont pas fait l'objet de réengagement significatif durant cette période.

Les détails des réengagements et des restes à réengager sont consignés dans ***l'annexe 17***.

## VIII. GESTION DE LA TRESORERIE

L'objectif en matière de gestion de la trésorerie est d'assurer un ajustement permanent entre les disponibilités de trésorerie et les engagements financiers de l'Etat et de ses démembrements. Au 30 juin 2022, le niveau des encaissements est supérieur à celui des décaissements.

Le présent rapport synthétique donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les disponibilités de trésorerie, les instances de paiement, les difficultés ainsi que des perspectives.

### VIII.1. Situation des encaissements au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, **1 671,12 milliards de FCFA** ont été encaissés sur l'ensemble du réseau du Trésor Public, contre 1 962,37 milliards de FCFA au 30 juin 2021, soit une baisse de 14,84% en glissement annuel. *Cette baisse s'explique en partie par les résultats mitigés des émissions des titres publics et le non décaissement des appuis budgétaires prévus sur la période sous revue.*

Sur la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022, l'Etat a eu recours à **onze (11) émissions de titres publics** pour financer la trésorerie à hauteur de 431,15 milliards de FCFA. Cela représente environ 25,80% du total des encaissements de la période sous revue et traduit l'apport appréciable des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Toutefois, l'accent doit être mis sur la mobilisation des ressources internes pour financer davantage la trésorerie.

Au titre des financements extérieurs, un (01) appui budgétaire a été encaissé pour un montant **2,35 milliards de FCFA** sur la période sous revue.

### VIII.2. Situation des décaissements au 30 juin 2022

Au 30 juin 2022, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à **1 646,42 milliards de FCFA** dont 476,88 consacré au remboursement de la dette. A la même période en 2021, les décaissements se situaient à 1710,54 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 3,75% en glissement annuel.

### VIII.3. Solde des opérations d'encaissement et de décaissement au 30 juin 2022

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage **un solde créditeur de 24,70 milliards de FCFA**. Ce solde traduit une couverture des décaissements par les encaissements de la période sans recours aux disponibilités de début de période.

**VIII.4. Evolution des instances de paiements du Trésor au 30 juin 2022**

Les dépenses en instance de paiement (ACCT, PG et les TR) au 30 juin 2022, se chiffrent à **53,84 milliards de FCFA**. A la même période de 2021, le niveau de ces instances était de 15,35 milliards de FCFA, soit une variation à la hausse de 250,74%.

Relativement aux délais de paiement, il ressort qu'aucun arriéré de paiement (des instances de paiement de plus de 3 mois) n'est enregistré dans les livres du Trésor Public au 30 juin 2022.

**VIII.5. Situation des disponibilités de trésorerie au 30 juin 2022**

Au 30 juin 2022, les disponibilités totales au Trésor se chiffrent à 370,22 milliards de FCFA contre 494,77 milliards au 30 juin 2021, soit un taux de régression annuel de 25,17% en glissement annuel.

**Tableau 16: Situation des disponibilités de trésorerie à fin juin 2022.**

INTITULES DES COMPTES	Disponibilités Totales au 30 juin 2021	Disponibilités Totales au 30 juin 2022
Caisses	5,65	17,44
Banque (BCEAO)	89,04	46,81
Autres (BCB, BIB, CBI)	50,01	232,85
Appuis budgétaires	0,00	0,00
Centralisation Fonds Publics	138,99	0,00
FEC	0,00	0,00
Emprunt d'Etat	110,55	19,67
CCP	0,35	0,40
Fonds Dette Multilatérale	0,00	0,00
Fonds de garantie projets ZACA	3,19	3,41
FSDEB	20,40	10,78
FSMAP	4,27	1,13
Recette de Privatisation	29,00	0,00
FDS	0,37	0,31
UTE -PASNMF-CAS	0,73	0,73
APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE	4,08	2,49
CAST/E&A	34,10	30,18
Appui special lutte contre le terrorisme	0,00	0,00
Compte COVID-19	1,00	0,00
Effets à l'encaissement	3,04	4,02
<b>Total</b>	<b>494,77</b>	<b>370,22</b>

**Source** : ACCT au 30 juin 2022

**VIII.6. Evolution mensuelle des soldes des comptes de dépôts du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022**

Au 31 janvier 2022, le solde des comptes de dépôts s'élevait à 398,80 milliards de FCFA. A fin juin 2022, le solde s'est établi à 462,26 milliards de FCFA, soit une hausse de 15,91% par rapport à fin janvier 2022. Au 30 juin, le nombre des comptes de dépôts s'élève à 6 936 dont 3 714 comptes de services administratifs.

Le graphique ci-après donne un aperçu de l'évolution mensuelle des soldes des comptes de dépôts durant le premier semestre 2022.

### Graphique 10 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor au 30 juin 2022 (en F CFA milliards F CFA)



Les difficultés qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 30 juin 2022 peuvent être expliquées par plusieurs facteurs, notamment :

- le non-respect des délais prescrits par la convention relative au nivellement des comptes des RAF par les banques ;
- l'absence de plans de décaissements de certains correspondants du Trésor ;
- les résultats mitigés des émissions de titres publics ;
- l'incertitude concernant le décaissement des appuis budgétaires au titre de l'année 2022 ;
- le retard accusé dans l'opérationnalisation du plan d'engagements des dépenses de l'Etat (PEDE) ;
- la situation sécuritaire au niveau national non propice à une embellie de l'activité économique.

## IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

L'analyse des principaux soldes après la fin du premier semestre d'exécution permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les nouvelles autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des mesures correctives pour le deuxième semestre 2022.

### IX.1. Les Soldes budgétaires

Au 30 juin 2022, l'épargne budgétaire ressort excédentaire de **119,72 milliards de FCFA**. Cette situation s'explique par une évolution plus que proportionnelle des dépenses courantes par rapport au niveau de mobilisation des ressources propres.

Le solde budgétaire global ressort déficitaire de **183,68 milliards de FCFA** imputable au faible niveau de mobilisation des ressources extérieures, ce qui impacte négativement le niveau de mobilisation des ressources globales.

**Tableau 17: Situation des soldes au 30 juin 2022 (en milliards de FCFA)**

NATURE	2022			
	PREVISIONS LFI	PREVISIONS (LFI+CAST"remboursement crédit TVA")	EXECUTION (LFI+ CAST"remboursement crédits TVA" ) AU 30 JUIN	TAUX
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	2 349,11	2 449,11	1 214,91	49,61%
RECETTES ORDINAIRES	2010,04	2110,04	1 110,64	52,64%
RECETTE EXTRAORDINAIRE	339,07	339,07	104,26	30,75%
<b>DEPENSES TOTALES</b>	2 919,15	2 919,15	1 398,59	47,91%
DEPENSES ORDINAIRES	1 925,22	1925,22	990,92	51,47%
DEPENSES EN CAPITAL	993,93	993,93	407,67	41,02%
<b>EPARGNE BUDGETAIRE</b>	84,82	184,82	119,72	
<b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL</b>	-570,04	-470,04	- 183,68	

Source : DGB

### IX.2. critères de réalisation quantitatifs et objectifs indicatifs du programme en lien avec le TOFE

Les montants de quelques agrégats du TOFE sont donnés :

- ✓ le **financement intérieur net de l'Etat** est ressorti à **138,44 milliards de FCFA** à fin juin 2022. A fin juin 2021, il était de 209,42 milliards de FCFA ;
- ✓ le **déficit budgétaire global, dons compris** est ressorti à **123,91 milliards de FCFA** à fin juin 2022. A la même période de l'année 2021, ce déficit était de 250,20 milliards de FCFA ;
- ✓ les **recettes propres de l'Etat** ont atteint un niveau de **1 052,14 milliards de FCFA** à fin juin 2022 contre 908,56 milliards de FCFA à la même période en 2021 soit une augmentation de 143,58 milliards de FCFA (+15,80%). Cette performance est due essentiellement à une augmentation des recettes fiscales de 146,79 milliards de FCFA (+18,30%), les recettes non fiscales ayant marqué une baisse de 03,21 milliard de FCFA ;
- ✓ le **ratio "masse salariale/recettes fiscales"** s'est établi à 48,43%. Ce ratio est largement supérieur à la norme communautaire de l'UEMOA qui est de 35%. Il ressort en effet que les charges de personnel s'élèvent à 485,52 milliards de FCFA pour des recouvrements effectifs au titre des recettes fiscales de 1 002,54 milliards de FCFA.

L'examen de l'exécution budgétaire à travers le solde budgétaire global<sup>6</sup> et l'épargne budgétaire<sup>7</sup> permet de prendre des décisions avisées pour l'exécution du budget au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

<sup>6</sup> Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

<sup>7</sup> L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses courantes de l'Etat.

## X. RECOMMANDATIONS

### X.1. Au titre des dépenses de personnel

#### A Le constat

Au regard des attentes des usagers au niveau central et régional, le nombre des agents en charge des traitements des dépenses de personnel s'avère insuffisant et les conditions de travail sont assez difficiles (manque de matériels informatiques, mobiliers de bureau et locaux adéquats).

Malgré, les efforts consentis par le Gouvernement notamment la réduction des effectifs additionnels, le gèle de tout nouvel engagement avec les partenaires sociaux et pouvant avoir une incidence sur la masse salariale, les dépenses de personnel connaisse une augmentation.

#### B Mesures correctives

Pour satisfaire les attentes des usagers et améliorer la qualité du contrôle des effectifs et assainir les éléments de rémunération, la déconcentration des traitements des salaires au niveau des régions et la mise en place des cellules d'ordonnancement des dépenses de personnel au niveau des ministères et des institutions ont été opérationnalisées et se poursuivent. L'efficacité de ces dispositifs passe par :

- des formations ;
- l'amélioration de la fluidité des réseaux informatiques ;
- la disponibilité des UV dotées du personnel suffisant pour les ministère et institutions ainsi que pour toutes les Directions Régionales du Budget ;
- la disponibilité des locaux équipés des mobiliers de bureau, des matériels informatiques et des fournitures de bureau.

Concernant la maîtrise de la trajectoire de la masse salariale, elle passe par le contrôle des variables explicatives de sa hausse. Il s'agit notamment des effectifs additionnels et des rappels liés aux arriérés de salaires (avancements, de reclassement, de bonification échelon, des mises à jours d'indemnités ...). Il importe de note que cette maîtrise ne pourra se faire que progressivement à travers les mesures suivantes :

- disposer des outils capables d'estimer le niveau réel de la masse salariale ;
- prendre en compte les orientations du Gouvernement visant à rationaliser les recrutements ;
- opérer la mise jour périodique des éléments de rémunération ;



- ✓ poursuivre l'assainissement du fichier de paie des agents de l'Etat et des Etablissements Publics de l'Etat (EPE) à travers des actions ciblées ou d'envergure nationale ;
- ✓ disposer d'un logiciel de prévision des dépenses de personnel ;
- ✓ pérenniser l'enrôlement biométrique aux fins de prévenir les doubles mandatements pour les multiples immatriculations.

Par ailleurs, cette maîtrise de la masse salariale pourrait s'opérer à travers des mesures de renforcement des mobilisations des recettes.

## X.2. Au titre des rapports mensuels sur la situation d'exécution physique et financière

Dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure relative à la transmission des rapports sur l'exécution physique et financière des budgets des ministères et des institutions, la situation du deuxième trimestre 2022 fait ressortir des retards importants dans leur transmission. En effet, le tableau n°18 indique que sur trente-cinq (35) ministères et institutions, il ressort en moyenne que:

- ❖ Aucun ministère n'a transmis son rapport dans les délais;
- ❖ deux (02) ministères et institutions transmettent leurs rapports hors délai.
- ❖ Trente trois (33) ministères et institutions ne transmettent pas leurs rapports.

**Tableau 18: situation de transmission des rapports mensuels sur la situation d'exécution physique et financière du deuxième trimestre 2022**

Situation des rapports	Nombre de rapports				
	Avril	Mai	Juin	Total 2 <sup>eme</sup> trimestre	Moyenne trimestrielle
Rapports transmis dans les délais	00	00	00	00	00
Rapports transmis hors délai	01	02	05	07	02
Rapports non transmis	34	33	31	98	33

Source : DGB

### A. Constats

De l'analyse des rapports sur la situation d'exécution du budget des ministères et institutions, il ressort les difficultés suivantes :

- ✓ - l'instabilité du réseau informatique ne facilitant pas l'exploitation des logiciels métiers ;
- ✓ - la régulation préventive du budget ayant entraîné un ralentissement de la mise en œuvre de certaines activités;
- ✓ - le non-respect des délais d'exécution par certains fournisseurs;

- ✓ -le ralentissement et l'arrêt de l'exécution du budget par circulaire n°2022-014/MEFP/SG/DEB/SRH du 14 mars 2022;
- ✓ la lourdeur des procédures d'exécution de la dépense publique;
- ✓ l'impact négatif de l'insécurité nationale et sous régionale notamment les attaques terroriste sur le recouvrement des recettes;
- ✓ la non maturité de certains projets entraînant un retard dans le lancement des marchés ;
- ✓ le manque de rapport de vérification de certains débloques effectués en années N-1;
- ✓ l'absence d'un document légal pour la mise à disposition des fonds à la SOTRACO, le contrat ayant expiré depuis 2019.

## **B. Mesures correctives**

Au titre des propositions de solutions, les DAF suggèrent la formation des acteurs de la chaîne de la dépense publique dans les applications métiers (CID, SIGASPE, SIMP) et la mise en place d'un dispositif sécuritaire pour un recouvrement optimal des recettes .

### **X.3. Au titre de la gestion de la trésorerie de l'Etat**

Les difficultés qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 30 juin 2022 peuvent être expliquées par plusieurs facteurs, notamment :

- le non-respect de délais prescrits par la convention relative au nivellement des comptes des RAF par les banques ;
- l'absence de plans de décaissements de certains correspondants du Trésor ;
- les résultats mitigés des émissions de titres publics ;
- l'incertitude concernant le décaissement des appuis budgétaires au titre de l'année 2022 ;
- le retard accusé dans l'opérationnalisation du plan d'engagements des dépenses de l'Etat (PEDE) ;
- la situation sécuritaire au niveau national non propice à une embellie de l'activité économique.

## CONCLUSION

La situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2022 au 30 juin fait ressortir un niveau d'exécution des dépenses et de mise en œuvre des recettes acceptable malgré un contexte difficile. Elle dégage une épargne budgétaire de **119,72 milliards de FCFA** et un solde budgétaire global déficitaire de **183,68 milliards de FCFA**. Ce niveau d'épargne s'explique par une évolution plus que proportionnelle de la mobilisation des recettes par rapport à l'exécution des dépenses.

Le niveau d'exécution actuel recommande un suivi particulier de l'exécution du budget exercice 2022 au vu des délais de clôture des opérations budgétaires.

## Annexe 1 : récapitulatif des ajustements de crédits opérés au 30 juin en FCFA.

NATURE	2021		2022		VARIATION CP LFI-CPLFI ajusté 2022	
	CP LFI	CP LFR ajust*	CP LFI	CP LFI ajust*	MONTANT	EN %
	A	C	D	E	F=E-D	G=F/D*100
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>2110,97</b>	<b>2131,99</b>	<b>2349,11</b>	<b>2349,11</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
RECETTES ORDINAIRES	1 799,52	1817,52	2010,04	2010,04	0,00	0,00%
RECETTES EXTRAORDINAIRES	311,46	314,47	339,07	339,07	0,00	0,00%
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>2 651,77</b>	<b>2 672,78</b>	<b>2 919,15</b>	<b>2 919,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>
DEPENSES ORDINAIRES	1 775,05	1 771,57	1 913,30	1 925,22	11,92	0,62%
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	173,60	173,60	195,80	195,80	0,00	0,00%
DÉPENSES DE PERSONNEL	950,00	950,00	1 012,03	1 012,03	0,00	0,00%
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	198,50	199,95	207,40	215,53	8,13	3,92%
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	452,45	447,20	497,06	500,86	3,79	0,76%
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	0,50	0,82	1,00	1,00	0,00	0,00%
DEPENSES EN CAPITAL	876,73	901,22	1 005,85	993,93	-11,92	-1,19%
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	856,73	891,67	995,85	983,93	-11,92	-1,20%
ETAT	511,15	546,09	649,69	637,77	-11,92	-1,84%
SUBVENTION	221,09	221,09	221,67	221,67	0,00	0,00%
PRÊT	124,49	124,49	124,49	124,49	0,00	0,00%
TRANSFERTS EN CAPITAL	20,00	9,55	10,00	10,00	0,00	0,00%
EPARGNE BUDGETAIRE	24,47	45,95	96,74	84,82	-11,92	-12,32%
SOLDE GLOBAL BUDGETAIRE	-540,80	-540,80	-570,04	-570,04	0,00	0,00%

Source : DGB

**Annexe 2 : Situation d'exécution des dépenses de personnel, par ministère au 30 juin 2022 en FCFA.**

Ministeres et Institutions	CP ajusté*	Mt eng_visé CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
01-Présidence du Faso	4 847 859 000	2 461 879 794	50,78	2 454 763 871	50,64	2 454 763 871	50,64
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	591 955 000	305 711 840	51,64	305 343 716	51,58	305 343 716	51,58
03-Primature	1 510 473 000	742 398 891	49,15	742 398 891	49,15	742 398 891	49,15
05-Conseil Economique et Social	205 758 000	101 612 728	49,38	101 612 728	49,38	101 612 728	49,38
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	98 431 379 000	48 744 685 356	49,52	48 695 534 819	49,47	48 695 534 819	49,47
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	21 798 164 000	11 553 456 810	53,00	11 543 925 263	52,96	11 543 925 263	52,96
11-Ministère des Armées et des Anciens Combattants	152 439 345 000	76 228 304 523	50,01	76 227 720 458	50,01	76 227 720 458	50,01
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur	26 993 821 000	7 517 447 321	27,85	7 484 900 525	27,73	7 484 900 525	27,73
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	40 905 305 000	17 584 036 486	42,99	17 562 861 852	42,94	17 562 861 852	42,94
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 862 430 000	1 914 436 711	49,57	1 914 124 403	49,56	1 914 124 403	49,56
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	5 696 793 000	2 608 965 363	45,80	2 580 725 201	45,30	2 580 725 201	45,30
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	5 781 414 000	2 629 229 208	45,48	2 620 792 110	45,33	2 620 792 110	45,33
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	138 200 033 000	55 146 266 894	39,90	54 922 654 521	39,74	54 922 654 521	39,74
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	9 226 750 000	3 933 606 121	42,63	3 915 843 828	42,44	3 915 843 828	42,44
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	429 098 661 000	222 919 887 007	51,95	222 763 753 443	51,91	222 763 753 443	51,91
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	8 884 782 000	4 993 352 811	56,20	4 993 352 811	56,20	4 993 352 811	56,20
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	2 307 335 000	1 208 513 303	52,38	1 208 513 303	52,38	1 208 513 303	52,38
26-Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières	1 781 852 000	979 119 378	54,95	979 108 825	54,95	979 108 825	54,95
27-Ministère Agric. Aménagmt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	19 531 247 000	9 082 175 533	46,50	9 063 003 112	46,40	9 063 003 112	46,40
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	12 750 933 000	6 607 382 525	51,82	6 602 132 007	51,78	6 602 132 007	51,78
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 974 558 000	1 422 698 711	47,83	1 411 901 635	47,47	1 411 901 635	47,47
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 226 421 000	645 156 036	52,60	644 692 554	52,57	644 692 554	52,57
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 480 716 000	793 997 825	53,62	793 620 766	53,60	793 620 766	53,60
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	2 400 140 000	1 478 565 051	61,60	1 463 683 968	60,98	1 463 683 968	60,98
39-Ministère de la Prospective et des Réformes Structurelles	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	3 035 253 000	1 549 966 161	51,07	1 542 080 617	50,81	1 542 080 617	50,81
50-Grande Chancellerie	143 651 000	83 235 702	57,94	81 269 035	56,57	81 269 035	56,57
51-Conseil Supérieur de la Communication	418 893 000	222 728 165	53,17	222 728 165	53,17	222 728 165	53,17
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	736 023 000	292 662 201	39,76	292 662 201	39,76	292 662 201	39,76
54-Conseil Constitutionnel	511 328 000	267 938 132	52,40	267 938 132	52,40	267 938 132	52,40
55-Conseil d'Etat	739 757 000	350 438 443	47,37	350 438 443	47,37	350 438 443	47,37
56-Cour des Comptes	1 175 720 000	589 930 568	50,18	589 930 568	50,18	589 930 568	50,18
57-Cour de Cassation	1 199 690 000	546 329 748	45,54	546 329 748	45,54	546 329 748	45,54
61-Commission Nationale des Droits Humains	112 623 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	11 033 266 000	15 000 000	0,14	15 000 000	0,14	15 000 000	0,14
<b>Total général</b>	<b>1 012 034 328 000</b>	<b>485 521 115 346</b>	<b>47,97</b>	<b>484 905 341 519</b>	<b>47,91</b>	<b>484 905 341 519</b>	<b>47,91</b>

Source : CID

**Annexe 3 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et service, par ministère au 30 juin 2022 en FCFA.**

Ministères et Institutions	CP ajusté*	Mt eng_visé CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
01-Présidence du Faso	6 321 145 000	2 313 776 091	36,60	2 313 776 091	36,60	2 313 776 091	36,60
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	396 368 065	193 754 332	48,88	144 205 638	36,38	144 205 638	36,38
03-Primature	1 714 245 262	809 204 552	47,20	627 760 068	36,62	627 760 068	36,62
05-Conseil Economique et Social	527 819 250	479 505 426	90,85	475 147 426	90,02	475 147 426	90,02
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	12 380 146 000	5 607 578 827	45,29	5 271 117 934	42,58	5 268 918 434	42,56
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	4 602 671 572	2 242 080 794	48,71	1 858 433 916	40,38	1 857 483 916	40,36
11-Ministère des Armées et des Anciens Combattants	20 409 648 000	7 721 658 630	37,83	7 481 993 064	36,66	7 481 993 064	36,66
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur	20 355 877 061	11 139 489 360	54,72	9 459 581 388	46,47	9 459 581 388	46,47
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	35 729 804 750	28 269 016 380	79,12	26 235 752 854	73,43	26 234 757 854	73,43
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 162 031 000	1 549 355 209	49,00	1 098 882 728	34,75	1 098 882 728	34,75
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	2 421 530 459	365 478 265	15,09	250 879 070	10,36	250 004 070	10,32
19-Ministère du Genre et de la Famille	458 032 554	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	6 409 104 000	2 357 083 750	36,78	2 171 568 654	33,88	2 171 568 654	33,88
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	21 723 820 411	9 750 921 738	44,89	8 450 880 946	38,90	8 443 380 946	38,87
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	1 329 836 443	49 565 290	3,73	28 334 745	2,13	28 334 745	2,13
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	34 909 068 574	26 967 601 268	77,25	23 731 875 438	67,98	23 715 501 589	67,94
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	2 748 979 724	742 998 329	27,03	563 590 741	20,50	563 590 741	20,50
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	537 723 668	278 843 355	51,86	216 570 306	40,28	216 570 306	40,28
26-Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières	503 906 250	16 280 571	3,23	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agric. Aménagt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	2 469 400 750	769 242 615	31,15	692 595 069	28,05	692 595 069	28,05
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	393 729 387	288 565 201	73,29	255 687 701	64,94	255 687 701	64,94
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 916 350 000	770 730 359	40,22	721 127 480	37,63	721 127 480	37,63
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 304 838 500	408 876 853	31,34	328 970 919	25,21	328 970 919	25,21
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	872 627 000	251 644 622	28,84	226 749 752	25,98	226 749 752	25,98
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	787 320 663	221 332 013	28,11	150 950 057	19,17	150 950 057	19,17
39-Ministère de la Prospective et des Réformes Structurelles	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	2 106 812 249	195 534 013	9,28	159 844 813	7,59	159 844 813	7,59
44-Ministère des Affaires Religieuses et des Cultes	381 898 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
50-Grande Chancellerie	793 802 000	793 802 000	100,00	793 802 000	100,00	793 802 000	100,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	591 140 027	331 804 110	56,13	326 934 400	55,31	326 934 400	55,31
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1 120 540 836	1 005 831 897	89,76	949 676 225	84,75	949 676 225	84,75
54-Conseil Constitutionnel	308 213 682	203 585 723	66,05	123 318 233	40,01	123 318 233	40,01
55-Conseil d'Etat	244 780 000	244 780 000	100,00	244 780 000	100,00	244 780 000	100,00
56-Cour des Comptes	574 616 000	574 616 000	100,00	574 616 000	100,00	574 616 000	100,00
57-Cour de Cassation	265 444 000	212 384 877	80,01	212 384 877	80,01	212 384 877	80,01
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	197 511 000	83 228 000	42,14	83 228 000	42,14	83 228 000	42,14
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	21 430 000	21 430 000	100,00	21 430 000	100,00	21 430 000	100,00
60-Médiateur du Faso	286 874 750	227 360 000	79,25	227 360 000	79,25	227 360 000	79,25
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4 975 976 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	19 275 299 000	9 295 012 272	48,22	9 049 591 558	46,95	9 049 591 558	46,95
<b>Total général</b>	<b>215 530 361 887</b>	<b>116 753 952 722</b>	<b>54,17</b>	<b>105 523 398 091</b>	<b>48,96</b>	<b>105 494 504 742</b>	<b>48,95</b>

Source : CID

**Annexe 4 : Situation d'exécution des dépenses de transferts courants, par ministère au 30 juin 2022 en F CFA.**

Ministères et Institutions	CP ajusté*	Mt eng_visé CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
01-Présidence du Faso	6 273 512 000	5 161 485 000	82,27	4 898 053 860	78,08	4 898 053 860	78,08
03-Primature	5 642 414 000	2 937 722 058	52,06	2 775 170 591	49,18	2 775 170 591	49,18
04-Parlement	9 993 050 000	9 993 050 000	100,00	9 993 050 000	100,00	9 993 050 000	100,00
05-Conseil Economique et Social	7 920 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	16 612 283 000	10 323 403 250	62,14	9 853 463 780	59,31	9 853 463 780	59,31
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	2 096 362 000	1 159 758 120	55,32	1 129 758 120	53,89	1 129 758 120	53,89
11-Ministère des Armées et des Anciens Combattants	15 842 643 000	2 921 321 500	18,44	2 921 321 500	18,44	2 921 321 500	18,44
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur	2 220 397 000	1 385 370 500	62,39	1 385 370 500	62,39	1 385 370 500	62,39
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	36 639 632 156	28 442 209 671	77,63	27 809 037 634	75,90	27 809 037 634	75,90
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 695 598 116	2 540 332 000	44,60	2 526 332 000	44,36	2 526 332 000	44,36
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	11 253 754 000	4 647 062 500	41,29	4 580 750 000	40,70	4 580 750 000	40,70
19-Ministère du Genre et de la Famille	948 177 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	6 416 877 000	2 449 206 162	38,17	2 432 278 000	37,90	2 432 278 000	37,90
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	69 802 674 677	38 917 363 867	55,75	28 943 430 554	41,46	28 943 430 554	41,46
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	9 163 364 000	1 636 864 000	17,86	1 636 864 000	17,86	1 636 864 000	17,86
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	28 712 574 792	16 212 125 407	56,46	13 368 807 589	46,56	13 368 807 589	46,56
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	67 979 809 000	32 492 543 534	47,80	32 492 543 534	47,80	32 492 543 534	47,80
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	6 533 459 000	2 137 770 072	32,72	2 107 905 178	32,26	2 107 905 178	32,26
26-Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières	4 045 807 000	2 471 500 000	61,09	2 471 500 000	61,09	2 471 500 000	61,09
27-Ministère Agric. Aménagt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	4 137 457 907	2 317 631 564	56,02	2 275 872 670	55,01	2 275 872 670	55,01
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	739 500 000	714 500 000	96,62	714 500 000	96,62	714 500 000	96,62
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	353 350 000	43 593 500	12,34	43 593 500	12,34	43 593 500	12,34
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 271 308 000	180 654 000	14,21	180 654 000	14,21	180 654 000	14,21
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	845 345 000	488 280 000	57,76	468 280 000	55,40	468 280 000	55,40
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	68 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	5 392 137 000	240 365 727	4,46	240 365 727	4,46	240 365 727	4,46
44-Ministère des Affaires Religieuses et des Cultes	369 999 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	114 673 000	57 336 500	50,00	57 336 500	50,00	57 336 500	50,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	9 980 000	3 200 000	32,06	2 000 000	20,04	2 000 000	20,04
54-Conseil Constitutionnel	2 294 000	1 633 840	71,22	1 633 840	71,22	1 633 840	71,22
55-Conseil d'Etat	1 220 000	1 220 000	100,00	1 000 000	81,97	1 000 000	81,97
56-Cour des Comptes	8 500 000	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00	8 500 000	100,00
57-Cour de Cassation	202 514 000	202 000 000	99,75	200 000 000	98,76	200 000 000	98,76
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	216 101 000	104 550 500	48,38	104 550 500	48,38	104 550 500	48,38
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	358 254 000	358 254 000	100,00	358 254 000	100,00	358 254 000	100,00
60-Médiateur du Faso	419 595 000	308 486 500	73,52	308 486 500	73,52	308 486 500	73,52
61-Commission Nationale des Droits Humains	592 000 000	300 784 840	50,81	300 784 840	50,81	300 784 840	50,81
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	19 037 893 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	160 834 921 000	111 936 150 030	69,60	111 936 150 030	69,60	111 936 150 030	69,60
<b>Total général</b>	<b>500 855 349 648</b>	<b>283 096 228 642</b>	<b>56,52</b>	<b>268 527 598 947</b>	<b>53,61</b>	<b>268 527 598 947</b>	<b>53,61</b>

Source : CID

**Annexe 5 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère au 30 juin 2022 en F CFA.**

Ministeres et Institutions	AE_AJUST	CP_ajusté*	Mt eng_visé CP	Tx eng_visé CP (en%)	Mt liq	Tx liq (en%)	Mt ord	Tx ord (en%)
01-Présidence du Faso	8 278 452 000	22 439 202 000	19 590 735 000	87,31	19 590 735 000	87,31	19 590 735 000	87,31
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	87 000 000	87 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
03-Préature	14 603 600 000	24 245 515 000	8 804 480 000	36,31	8 804 480 000	36,31	8 804 480 000	36,31
04-Parlement	0	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00
05-Conseil Economique et Social	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	29 063 246 000	40 785 926 000	13 257 438 070	32,50	6 296 409 741	15,44	6 296 409 741	15,44
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	5 299 799 000	4 600 282 000	1 435 508 261	31,20	175 196 080	3,81	175 196 080	3,81
11-Ministère des Armées et des Anciens Combattants	77 472 819 275	162 174 272 000	56 087 136 000	34,58	56 087 136 000	34,58	56 087 136 000	34,58
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinaabé de l'Extérieur	3 614 116 538	3 686 813 538	3 122 659 271	84,70	3 118 665 000	84,59	3 118 665 000	84,59
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	13 604 860 630	13 995 056 620	2 851 533 603	20,38	2 578 003 453	18,42	2 578 003 453	18,42
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 037 000 000	1 037 000 000	288 497 031	27,82	112 516 920	10,85	112 516 920	10,85
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	408 941 000	1 227 247 000	25 000 000	2,04	25 000 000	2,04	25 000 000	2,04
19-Ministère du Genre et de la Famille	496 344 079	1 269 344 079	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	4 984 580 000	8 734 843 250	6 546 688 741	74,95	3 696 205 028	42,32	3 696 205 028	42,32
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	29 442 322 589	67 524 180 000	19 745 327 687	29,24	11 340 853 685	16,80	11 340 853 685	16,80
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	688 094 000	2 189 772 921	650 017 000	29,68	650 017 000	29,68	650 017 000	29,68
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	19 490 392 000	23 428 674 200	1 784 704 463	7,62	1 166 243 989	4,98	1 166 243 989	4,98
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	20 614 467 000	12 800 698 000	1 819 301 900	14,21	1 711 715 100	13,37	1 711 715 100	13,37
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	1 086 000 000	1 860 318 000	1 122 086 453	60,32	427 899 418	23,00	427 899 418	23,00
26-Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières	0	813 600 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agric. Aménagmt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	17 772 454 049	51 832 921 926	21 480 193 387	41,44	11 011 501 417	21,24	11 011 501 417	21,24
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	0	25 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	15 032 322 000	60 313 754 445	46 483 097 587	77,07	45 449 344 393	75,35	45 449 344 393	75,35
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 606 367 000	4 315 247 000	88 711 852	2,06	88 711 852	2,06	88 711 852	2,06
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	8 207 051 000	5 955 200 954	4 145 720 767	69,62	1 297 557 000	21,79	1 297 557 000	21,79
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	1 473 575 000	3 914 694 000	2 438 936 618	62,30	1 922 316 130	49,11	1 922 316 130	49,11
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	50 209 340 000	53 121 862 532	5 435 919 305	10,23	3 568 061 175	6,72	3 568 061 175	6,72
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	103 225 000	103 225 000	64 178 965	62,17	0	0,00	0	0,00
55-Conseil d'Etat	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100,00	50 000 000	100,00	50 000 000	100,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	197 000 000	197 000 000	42 997 400	21,83	36 000 000	18,27	36 000 000	18,27
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	10 497 477 000	16 903 233 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	1 500 000 000	48 075 821 000	3 383 337 955	7,04	3 322 400 955	6,91	3 322 400 955	6,91
<b>Total général</b>	<b>337 980 845 160</b>	<b>637 767 704 465</b>	<b>220 804 207 316</b>	<b>34,62</b>	<b>182 586 969 336</b>	<b>28,63</b>	<b>182 586 969 336</b>	<b>28,63</b>

Source : CID



**Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des programmes budgétaires en F CFA.**

LB_PROGRAMME	MT_CRED_CP_INIT	CP_ajusté*	MT_ENG_VISE_CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
001-Pilotage de l'action présidentielle	28 613 137 000	27 296 866 000	19 439 496 091	71,22	19 405 064 951	71,09	19 405 064 951	71,09
002-Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	580 493 000	536 993 000	426 500 000	79,42	197 500 000	36,78	197 500 000	36,78
003-Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 200 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000	100,00	7 200 000 000	100,00	7 200 000 000	100,00
004-Organisation du travail gouvernemental	570 265 000	483 368 065	193 754 332	40,08	144 205 638	29,83	144 205 638	29,83
005-Soutien à l'action du Premier Ministre	2 622 817 000	2 670 280 262	907 799 017	34,00	686 470 956	25,71	686 470 956	25,71
006-Appui à la gouvernance	1 068 314 000	1 023 314 000	618 969 493	60,49	558 138 703	54,54	558 138 703	54,54
007-Pilotage des projets stratégiques	13 826 880 000	13 801 880 000	10 156 451 000	73,59	10 156 451 000	73,59	10 156 451 000	73,59
008-Promotion du capital humain	13 106 700 000	14 106 700 000	868 187 100	6,15	806 350 000	5,72	806 350 000	5,72
009-Conseil Economique et Social	880 015 000	595 739 250	539 505 426	90,56	535 147 426	89,83	535 147 426	89,83
010-Sureté de l'Etat	1 564 000 000	1 564 000 000	814 000 000	52,05	814 000 000	52,05	814 000 000	52,05
011-Administration du territoire	6 910 222 000	4 363 325 000	544 320 056	12,47	422 482 163	9,68	420 282 663	9,63
012-Sécurité intérieure	38 427 325 000	39 043 223 000	16 053 563 636	41,12	9 151 807 090	23,44	9 151 807 090	23,44
013-Protection civile	5 211 260 000	4 861 260 000	2 040 945 070	41,98	1 479 916 741	30,44	1 479 916 741	30,44
014-Décentralisation	15 541 387 000	15 524 387 000	8 261 809 500	53,22	8 255 209 500	53,18	8 255 209 500	53,18
015-Etat civil	352 672 000	352 672 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien des services du MATD	5 482 690 000	4 069 488 000	1 473 781 885	36,22	1 297 575 961	31,89	1 297 575 961	31,89
017-Administration judiciaire	5 264 414 000	4 684 414 000	1 652 540 100	35,28	1 320 502 125	28,19	1 319 552 125	28,17
018-Administration pénitentiaire	4 257 126 000	4 257 126 000	2 343 231 374	55,04	1 114 957 983	26,19	1 114 957 983	26,19
019-Droits humains	323 800 000	313 800 000	168 160 748	53,59	162 368 398	51,74	162 368 398	51,74
020-Citoyenneté et paix	345 147 000	335 147 000	101 779 950	30,37	91 321 000	27,25	91 321 000	27,25
021-Pilotage et soutien	1 710 322 000	1 659 612 000	571 635 003	34,44	474 238 610	28,58	474 238 610	28,58
022-Défense	69 304 477 000	122 715 822 725	34 652 238 500	28,24	34 652 238 500	28,24	34 652 238 500	28,24
023-Préparation et emploi des forces	16 388 283 000	25 388 283 000	8 194 141 500	32,28	8 194 141 500	32,28	8 194 141 500	32,28
024-Equipement des forces	9 831 984 000	8 805 663 275	4 915 992 000	55,83	4 915 992 000	55,83	4 915 992 000	55,83
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	1 259 237 000	1 259 237 000	629 618 500	50,00	629 618 500	50,00	629 618 500	50,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	700 289 000	700 289 000	350 144 500	50,00	350 144 500	50,00	350 144 500	50,00
027-Pilotage et soutien	40 942 293 000	39 557 268 000	17 987 981 130	45,47	17 748 315 564	44,87	17 748 315 564	44,87
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	22 815 213 000	21 362 165 599	12 559 213 341	58,79	12 207 458 766	57,15	12 207 458 766	57,15
029-Intégration africaine	1 503 998 000	1 308 709 000	1 237 670 200	94,57	1 210 165 000	92,47	1 210 165 000	92,47
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	4 322 963 000	3 416 052 000	1 761 691 319	51,57	494 407 322	14,47	494 407 322	14,47
031-Charge de la dette	195 800 000 000	195 800 000 000	105 477 065 053	53,87	105 477 065 053	53,87	105 477 065 053	53,87
032-Pilotage de l'Economie et du développement	41 082 346 000	35 903 846 000	25 654 090 110	71,45	25 583 117 478	71,25	25 582 122 478	71,25
033-Mobilisation des ressources	9 863 687 000	8 381 076 808	3 724 594 703	44,44	3 422 356 500	40,83	3 422 356 500	40,83
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 134 610 000	2 626 610 000	998 791 036	38,03	776 045 933	29,55	776 045 933	29,55
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 211 576 000	3 329 576 000	699 200 000	21,00	681 800 000	20,48	681 800 000	20,48
038-Pilotage et soutien des services du ministère	40 992 384 000	36 123 384 718	28 486 083 805	78,86	26 159 474 030	72,42	26 159 474 030	72,42
039-Culture	3 209 464 000	2 406 800 000	660 347 569	27,44	593 022 569	24,64	593 022 569	24,64
040-Tourisme	1 565 419 000	1 465 419 000	171 637 093	11,71	169 191 593	11,55	169 191 593	11,55
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	4 752 924 000	4 718 924 000	2 204 804 832	46,72	1 806 846 874	38,29	1 806 846 874	38,29
043-Réforme de l'administration	215 000 000	205 000 000	107 500 000	52,44	107 500 000	52,44	107 500 000	52,44
044-Travail décent	4 121 797 000	3 581 684 116	1 504 652 385	42,01	1 471 570 425	41,09	1 471 570 425	41,09
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	1 409 021 000	1 389 021 000	561 227 023	40,40	351 814 349	25,33	351 814 349	25,33
046-Communication	11 931 196 000	8 895 196 000	4 018 762 850	45,18	4 013 075 350	45,12	4 012 200 350	45,11
047-Pilotage et soutien	2 869 040 000	2 135 116 459	186 793 253	8,75	81 339 558	3,81	81 339 558	3,81
048-Femme et du genre	989 212 000	897 663 706	54 113 100	6,03	49 075 100	5,47	49 075 100	5,47
049-Enfance et famille	2 657 298 000	2 151 353 949	516 277 176	24,00	509 317 600	23,67	509 317 600	23,67

*Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2022 au 30 juin*

LB_PROGRAMME	MT_CRED_CP_INIT	CP_ajusté*	MT_ENG_VISE_CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	11 393 016 000	10 635 066 742	1 145 359 014	10,77	1 136 126 045	10,68	1 136 126 045	10,68
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	1 721 446 000	1 443 650 046	620 697 000	42,99	620 697 000	42,99	620 697 000	42,99
052-Sport et activités physiques	9 430 614 000	11 347 182 000	7 398 474 286	65,20	4 756 679 119	41,92	4 756 679 119	41,92
053-Loisirs	288 147 000	205 647 000	29 694 850	14,44	17 646 250	8,58	17 646 250	8,58
054-Pilotage et soutien des services du MSL	2 327 294 000	2 048 501 000	492 209 600	24,03	166 268 254	8,12	166 268 254	8,12
055-Offre de soin	66 067 780 000	64 966 755 000	29 532 711 283	45,46	15 177 899 256	23,36	15 177 899 256	23,36
056-Santé publique	55 061 618 000	53 951 047 177	17 513 241 139	32,46	16 942 643 108	31,40	16 935 143 108	31,39
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	17 949 615 000	17 252 135 911	6 966 762 743	40,38	6 386 489 969	37,02	6 386 489 969	37,02
058-Accès à l'éducation formelle	38 853 849 000	35 603 849 000	12 575 264 290	35,32	10 410 977 819	29,24	10 410 977 819	29,24
059-Qualité de l'éducation formelle	42 303 902 000	42 303 902 000	29 886 747 772	70,65	25 977 215 136	61,41	25 960 841 287	61,37
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 355 500 000	1 391 731 566	110 343 600	7,93	110 343 600	7,93	110 343 600	7,93
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	7 750 835 000	7 750 835 000	2 392 075 476	30,86	1 768 390 461	22,82	1 768 390 461	22,82
062-Enseignement supérieur	41 302 867 000	41 049 867 000	17 705 112 500	43,13	17 660 912 500	43,02	17 660 912 500	43,02
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	24 155 538 000	28 855 038 000	11 347 012 680	39,32	11 347 012 680	39,32	11 347 012 680	39,32
064-Recherche scientifique et technologique	9 683 649 000	7 951 307 000	4 211 411 975	52,97	4 207 911 975	52,92	4 207 911 975	52,92
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	5 756 290 000	5 051 206 724	1 686 324 208	33,38	1 448 516 620	28,68	1 448 516 620	28,68
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	625 068 000	622 068 000	104 982 400	16,88	103 495 600	16,64	103 495 600	16,64
067-Industrie	1 720 775 000	1 449 462 000	871 040 152	60,09	404 063 586	27,88	404 063 586	27,88
068-Commerce	4 448 033 000	4 436 181 000	809 628 358	18,25	799 402 158	18,02	799 402 158	18,02
069-Artisanat	1 197 237 000	1 093 335 000	938 382 547	85,83	698 665 074	63,90	698 665 074	63,90
070-Secteur privé	1 212 242 000	1 198 415 000	622 256 420	51,92	621 729 420	51,88	621 729 420	51,88
071-Pilotage et soutien	847 435 000	754 107 668	297 392 403	39,44	228 514 664	30,30	228 514 664	30,30
072-Mines	3 880 668 000	3 880 668 000	2 471 500 000	63,69	2 471 500 000	63,69	2 471 500 000	63,69
073-Energie	13 856 802 000	11 759 965 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
074-Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	591 629 000	450 745 250	16 280 571	3,61	0	0,00	0	0,00
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	15 812 891 000	11 904 326 459	5 043 131 211	42,36	3 875 576 160	32,56	3 875 576 160	32,56
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	7 572 336 000	11 162 015 000	4 250 815 470	38,08	399 887 470	3,58	399 887 470	3,58
077-Economie agricole	4 855 626 000	3 140 919 260	1 694 859 436	53,96	1 417 002 136	45,11	1 417 002 136	45,11
078-Développement durable des productions agricoles	18 357 864 000	17 193 864 000	8 163 063 684	47,48	3 776 316 797	21,96	3 776 316 797	21,96
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	5 203 518 000	3 216 006 933	902 473 638	28,06	640 302 384	19,91	640 302 384	19,91
080-Pilotage et soutien	7 911 820 000	5 131 152 674	1 591 861 520	31,02	1 151 138 156	22,43	1 151 138 156	22,43
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 772 844 000	1 213 094 000	70 725 490	5,83	42 642 280	3,52	42 642 280	3,52
082-Productivité et compétitivité des productions animales	3 877 977 000	3 720 373 750	2 154 715 950	57,92	2 100 382 000	56,46	2 100 382 000	56,46
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 537 238 000	1 284 338 000	604 226 785	47,05	546 463 485	42,55	546 463 485	42,55
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	713 236 000	473 690 507	91 194 382	19,25	30 258 288	6,39	30 258 288	6,39
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	5 121 999 000	4 706 999 000	402 030 013	8,54	385 876 013	8,20	385 876 013	8,20
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	913 298 000	863 298 000	134 038 226	15,53	134 038 226	15,53	134 038 226	15,53
088-Gouvernance environnementale et développement durable	362 816 000	362 816 000	31 121 671	8,58	31 121 671	8,58	31 121 671	8,58
089-Economie verte et changement climatique	1 373 188 000	943 188 000	6 377 500	0,68	3 687 500	0,39	3 687 500	0,39
090-Pilotage et soutien	3 238 784 000	485 584 370	429 497 791	88,45	415 464 291	85,56	415 464 291	85,56

*Rapport trimestriel de l'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2022 au 30 juin*

LB_PROGRAMME	MT_CRED_CP_INIT	CP_ajusté*	MT_ENG_VISE_CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	9 086 580 000	7 641 580 000	332 987 329	4,36	292 028 950	3,82	292 028 950	3,82
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	48 970 989 000	47 876 689 000	42 342 844 000	88,44	42 342 844 000	88,44	42 342 844 000	88,44
093-Développement de réseau de pistes rurales	10 659 588 000	4 981 241 445	4 062 943 787	81,56	3 029 190 593	60,81	3 029 190 593	60,81
094-Pilotage et soutien	2 083 944 000	2 083 944 000	558 646 330	26,81	550 001 830	26,39	550 001 830	26,39
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	5 419 001 000	5 369 001 000	252 206 853	4,70	234 032 319	4,36	234 032 319	4,36
096-Appui au sous-secteur postal	99 172 000	59 172 000	1 605 000	2,71	605 000	1,02	605 000	1,02
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	697 795 000	586 797 500	172 177 852	29,34	115 446 452	19,67	115 446 452	19,67
098-Transports et météorologie	6 091 253 000	5 368 960 954	4 371 692 345	81,43	1 484 768 038	27,65	1 484 768 038	27,65
099-Mobilité et sécurité routière	1 699 094 000	1 699 094 000	335 949 600	19,77	331 350 100	19,50	331 350 100	19,50
100-Pilotage et soutien des services du MTMUSR	605 118 000	605 118 000	178 003 444	29,42	176 468 614	29,16	176 468 614	29,16
101-Jeunesse	1 318 167 000	1 095 447 250	495 007 000	45,19	475 007 000	43,36	475 007 000	43,36
102-Formation professionnelle	5 125 781 000	4 505 781 000	1 847 954 221	41,01	1 831 026 059	40,64	1 831 026 059	40,64
103-Promotion de l'emploi	2 713 266 000	2 358 266 000	1 089 638 696	46,21	1 053 425 000	44,67	1 053 425 000	44,67
105-Planification et aménagement urbain	2 933 715 000	2 513 603 000	2 296 494 802	91,36	1 819 976 998	72,41	1 819 976 998	72,41
106-Architecture et construction	559 625 000	327 112 000	65 685 112	20,08	54 910 116	16,79	54 910 116	16,79
107-Accès aux logements décentés	1 040 004 000	1 040 004 000	158 599 800	15,25	121 501 920	11,68	121 501 920	11,68
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	988 730 000	889 295 663	139 488 917	15,69	76 877 153	8,64	76 877 153	8,64
109-Aménagements hydrauliques	22 726 854 000	22 129 202 000	925 165 051	4,18	365 935 531	1,65	365 935 531	1,65
110-Gerston intégrée des ressources en eau	4 334 848 000	2 704 704 228	506 382 976	18,72	470 593 976	17,40	470 593 976	17,40
111-Approvisionnement en eau potable	11 711 991 000	10 834 087 000	3 444 091 515	31,79	2 783 008 770	25,69	2 783 008 770	25,69
112-Assainissement des eaux usées et excréta	3 805 726 000	3 594 226 000	900 688 810	25,06	254 242 745	7,07	254 242 745	7,07
113-Pilotage et soutien	4 006 730 000	4 214 871 570	95 490 693	2,27	94 490 693	2,24	94 490 693	2,24
114-Ordres burkinabè	802 052 000	793 802 000	793 802 000	100,00	793 802 000	100,00	793 802 000	100,00
115-Régulation du secteur de la communication	763 189 000	705 813 027	389 140 610	55,13	384 270 900	54,44	384 270 900	54,44
116-Controle d'Etat	1 303 162 000	1 233 745 836	1 073 210 862	86,99	951 676 225	77,14	951 676 225	77,14
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	360 821 000	310 507 682	205 219 563	66,09	124 952 073	40,24	124 952 073	40,24
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	302 750 000	296 000 000	296 000 000	100,00	295 780 000	99,93	295 780 000	99,93
119-Controle juridictionnel et controle de la gestion des finances publiques	583 116 000	583 116 000	583 116 000	100,00	583 116 000	100,00	583 116 000	100,00
120-Régulation performante du droit et unification efficace de la jurisprudence dans l'ordre judiciaire	470 458 000	467 958 000	414 384 877	88,55	412 384 877	88,12	412 384 877	88,12
121-Elections	447 726 000	413 612 000	187 778 500	45,40	187 778 500	45,40	187 778 500	45,40
122-Protection des données à caractère personnel	576 684 000	576 684 000	422 681 400	73,30	415 684 000	72,08	415 684 000	72,08
123-Médiateur du Faso	739 657 000	706 469 750	535 846 500	75,85	535 846 500	75,85	535 846 500	75,85
124-Relations avec le Parlement	72 880 000	49 216 572	0	0,00	0	0,00	0	0,00
133-Dépenses communes interministérielles	220 530 529 000	239 186 041 000	127 193 615 615	53,18	126 887 257 901	53,05	126 887 257 901	53,05
134-Fonction parlementaire	28 899 908 000	9 993 050 000	9 993 050 000	100,00	9 993 050 000	100,00	9 993 050 000	100,00
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	40 917 102 000	40 917 102 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
136-Transformation et écosystème numérique	1 171 423 000	876 423 000	252 253 000	28,78	248 253 000	28,33	248 253 000	28,33
137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur	471 270 000	176 161 000	88 944 271	50,49	51 585 800	29,28	51 585 800	29,28
138-Carières	220 000 000	212 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
146-Accès aux produits de santé	23 410 737 000	22 880 737 000	14 400 898 127	62,94	10 228 132 852	44,70	10 228 132 852	44,70
147-Défense des Droits Humains	592 000 000	592 000 000	300 784 840	50,81	300 784 840	50,81	300 784 840	50,81
149-Pilotage et soutien des services	500 000 000	0	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
150-Pilotage et soutien	0	751 897 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
151-Pilotage des services du ministère	0	230 792 554	0	0,00	0	0,00	0	0,00
<b>Total général</b>	<b>1 560 953 416 000</b>	<b>1 560 953 416 000</b>	<b>728 710 569 091</b>	<b>46,68</b>	<b>664 694 146 785</b>	<b>42,58</b>	<b>664 665 253 436</b>	<b>42,58</b>

Source : CID

**Annexe 7 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales CFA en FCFA.**

LB_SECTION2	CP_ajusté*	MT_ENG_CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
01-Présidence du Faso	5 821 825 000	5 650 000 000	97,05	5 650 000 000	97,05	5 650 000 000	97,05
03-Primature	11 712 000 000	61 837 100	0,53	0	0,00	0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	57 962 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	3 017 633 000	2 010 494 069	66,62	784 148 829	25,99	784 148 829	25,99
11-Ministère des Armées et des Anciens Combattants	30 111 000	15 055 500	50,00	15 055 500	50,00	15 055 500	50,00
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	1 337 014 000	481 751 000	36,03	480 751 000	35,96	480 751 000	35,96
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 581 684 116	1 504 652 385	42,01	1 471 570 425	41,09	1 471 570 425	41,09
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	13 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
19-Ministère du Genre et de la Famille	2 439 761 079	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	7 835 841 250	3 423 599 917	43,69	3 350 458 059	42,76	3 350 458 059	42,76
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	141 798 539 177	61 446 850 549	43,33	42 348 675 216	29,87	42 341 175 216	29,86
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	11 239 323 318	1 715 749 290	15,27	1 694 518 745	15,08	1 694 518 745	15,08
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	79 219 482 566	42 545 012 062	53,71	36 471 192 955	46,04	36 454 819 106	46,02
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	69 904 905 000	29 052 125 180	41,56	29 007 925 180	41,50	29 007 925 180	41,50
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	1 540 008 000	1 202 352 047	78,07	954 998 074	62,01	954 998 074	62,01
26-Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières	2 787 100 000	2 000 000 000	71,76	2 000 000 000	71,76	2 000 000 000	71,76
27-Ministère Agric. Aménagmt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	48 930 644 909	19 156 631 651	39,15	9 197 319 050	18,80	9 197 319 050	18,80
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	623 967 896	542 445 739	86,93	523 601 739	83,91	523 601 739	83,91
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	5 974 740 445	4 272 337 616	71,51	3 197 626 043	53,52	3 197 626 043	53,52
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 699 094 000	335 949 600	19,77	331 350 100	19,50	331 350 100	19,50
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	1 040 004 000	158 599 800	15,25	121 501 920	11,68	121 501 920	11,68
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	55 819 301 332	5 768 328 352	10,33	3 865 781 022	6,93	3 865 781 022	6,93
98-Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	40 522 102 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>496 946 044 088</b>	<b>181 343 771 857</b>	<b>36,49</b>	<b>141 466 473 857</b>	<b>28,47</b>	<b>141 442 600 008</b>	<b>28,46</b>

Source : CI

## Annexe 8 : Situation d'exécution des CP des Crédits Délégués en FCFA.

LB_SECTION2	MT_CRED_CP INIT	CP_ajusté*	MT_ENG_CP	Tx eng_visé CP (en %)	Mt liq	Tx liq (en %)	Mt ord	Tx ord (en %)
09-Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	1 615 075 000	1 615 075 000	1 001 416 442	62,00	855 761 473	52,99	853 561 973	52,85
10-Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	976 822 000	976 822 000	632 497 526	64,75	512 674 831	52,48	511 724 831	52,39
14-Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	686 234 000	686 234 000	436 276 191	63,58	304 765 748	44,41	303 770 748	44,27
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	210 210 000	210 210 000	137 035 855	65,19	124 316 430	59,14	124 316 430	59,14
18-Ministère Communicat. Relations Parlement Culture Arts Tourisme	257 900 000	257 900 000	127 696 709	49,51	117 551 209	45,58	116 676 209	45,24
19-Ministère du Genre et de la Famille	0	136 853 130	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de l'Autonomisation des Jeunes et de l'Emploi	164 150 000	274 820 000	91 923 500	33,45	48 681 200	17,71	48 681 200	17,71
21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être	4 375 574 000	4 451 387 500	1 535 491 683	34,49	926 664 524	20,82	919 164 524	20,65
22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire	300 064 000	162 443 870	44 759 290	27,55	23 528 745	14,48	23 528 745	14,48
23-Ministère Education Nationale Alphabétisation Promotion Langues Nationales	20 511 121 000	25 572 315 310	22 291 358 618	87,17	21 541 405 599	84,24	21 525 031 750	84,17
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	57 295 000	57 295 000	34 786 975	60,72	31 286 975	54,61	31 286 975	54,61
25-Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises	74 612 000	75 097 000	49 941 800	66,50	37 692 300	50,19	37 692 300	50,19
27-Ministère Agric. Aménagmt Hydro-agric Mécanisat. Ressourc. Anima. Halieutique	495 397 000	495 397 000	293 015 232	59,15	229 843 486	46,40	229 843 486	46,40
29-Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement	138 000 000	93 281 127	44 403 520	47,60	29 158 520	31,26	29 158 520	31,26
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	299 442 000	299 442 000	191 077 529	63,81	150 119 150	50,13	150 119 150	50,13
32-Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	66 800 000	66 800 000	30 252 679	45,29	17 483 181	26,17	17 483 181	26,17
38-Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville	130 000 000	130 000 000	103 417 846	79,55	95 467 854	73,44	95 467 854	73,44
42-Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	169 298 000	214 016 873	98 682 820	46,11	62 993 620	29,43	62 993 620	29,43
51-Conseil Supérieur de la Communication	15 660 000	15 660 000	15 376 110	98,19	10 506 400	67,09	10 506 400	67,09
<b>TOTAL</b>	<b>30 543 654 000</b>	<b>35 791 049 810</b>	<b>27 159 410 325</b>	<b>75,88</b>	<b>25 119 901 245</b>	<b>70,18</b>	<b>25 091 007 896</b>	<b>70,10</b>

Source : CID

**Annexe 9 : Situation d'exécution des lignes Covid-19 en FCFA.**

LIBELLE	CP _ajusté*	ENG_VISE_CP		LIQUIDATION		ORDONNANCEMENT	
		MT	TAUX (en %)	MT	TAUX (en %)	MT	TAUX (en %)
<b>21-Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être</b>	<b>13,51</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
0560228-Mettre en oeuvre Projet de préparation et de riposte au covid-19 (PPR Covid-19)	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0560229-Assurer la vaccination contre la covid-19	13,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>22-Ministère du Genre, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire</b>	<b>7,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
0500213-Prendre en charge la distribution gratuite des vivres, kits d'hygiène et de dignité	7,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	<b>20,74</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Source : CID

**Annexe 10 : Situation d'exécution des Autorisations d'Engagement en FCFA.**

LB_PROGRAMME	MT_CRED_AE INIT	MT_CRED_AE _AJUSTE	MT_ENG_CF	TAUX VISE (EN %)	MT_LIQ	TAUX LIQ (EN %)
001-Pilotage de l'action présidentielle	9 966 985 000	8 278 452 000	6 067 735 000	73,30	6 067 735 000	73,30
004-Organisation du travail gouvernemental	100 000 000	87 000 000	0	0,00	0	0,00
005-Soutien à l'action du Premier Ministre	500 000 000	801 035 000	0	0,00	0	0,00
007-Pilotage des projets stratégiques	13 802 565 000	13 802 565 000	8 404 480 000	60,89	8 404 480 000	60,89
009-Conseil Economique et Social	185 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
010-Sureté de l'Etat	750 000 000	750 000 000	0	0,00	0	0,00
011-Administration du territoire	1 535 000 000	87 019 000	0	0,00	0	0,00
012-Sécurité intérieure	25 503 256 000	25 453 256 000	6 874 500 000	27,01	474 500 000	1,86
013-Protection civile	2 045 472 000	1 995 472 000	0	0,00	0	0,00
014-Décentralisation	200 000 000	200 000 000	0	0,00	0	0,00
015-Etat civil	227 499 000	227 499 000	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien des services du MATD	1 734 202 000	350 000 000	0	0,00	0	0,00
017-Administration judiciaire	3 353 834 000	3 353 834 000	249 785 705	7,45	9 446 080	0,28
018-Administration pénitentiaire	1 725 965 000	1 725 965 000	969 975 756	56,20	0	0,00
019-Droits humains	30 000 000	30 000 000	0	0,00	0	0,00
020-Citoyenneté et paix	30 000 000	30 000 000	0	0,00	0	0,00
021-Pilotage et soutien	160 000 000	160 000 000	0	0,00	0	0,00
022-Défense	39 324 495 000	37 983 120 000	19 662 247 500	51,77	19 662 247 500	51,77
023-Préparation et emploi des forces	3 093 200 000	2 093 200 000	1 546 600 000	73,89	1 546 600 000	73,89

LB_PROGRAMME	MT_CRED_AE INIT	MT_CRED_AE AJUSTE	MT_ENG_CF	TAUX VISE (EN %)	MT_LIQ	TAUX LIQ (EN %)
024-Equipement des forces	9 759 245 000	8 732 924 275	4 879 622 500	55,88	4 879 622 500	55,88
026-Renforcement du lien Armée-Nation	280 000 000	280 000 000	140 000 000	50,00	140 000 000	50,00
027-Pilotage et soutien	29 768 600 000	28 383 575 000	14 884 300 000	52,44	14 884 300 000	52,44
028-Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	4 494 400 000	3 540 214 538	3 044 818 000	86,01	3 044 818 000	86,01
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	620 600 000	54 902 000	9 922 000	18,07	9 922 000	18,07
032-Pilotage de l'Economie et du développement	11 483 618 000	8 555 238 000	720 238 000	8,42	720 238 000	8,42
033-Mobilisation des ressources	4 500 000 000	3 088 544 640	569 043 380	18,42	569 043 380	18,42
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0	443 000 000	0	0,00	0	0,00
038-Pilotage et soutien des services du ministère	5 181 142 000	1 518 077 990	301 083 410	19,83	250 124 420	16,48
039-Culture	1 770 000 000	20 000 000	0	0,00	0	0,00
040-Tourisme	550 000 000	0	0	#DIV/o!	0	#DIV/o!
042-Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	527 000 000	527 000 000	188 727 611	35,81	12 747 500	2,42
044-Travail décent	1 110 000 000	110 000 000	99 769 420	90,70	99 769 420	90,70
045-Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	400 000 000	400 000 000	0	0,00	0	0,00
046-Communication	2 031 000 000	25 000 000	25 000 000	100,00	25 000 000	100,00
047-Pilotage et soutien	843 941 000	363 941 000	0	0,00	0	0,00
048-Femme et du genre	80 000 000	80 000 000	0	0,00	0	0,00
049-Enfance et famille	838 100 000	361 344 079	0	0,00	0	0,00
050-Solidarité nationale et gestion des catastrophes	550 094 000	550 094 000	0	0,00	0	0,00
051-Pilotage et soutien des services du Ministère	193 000 000	133 000 000	0	0,00	0	0,00
052-Sport et activités physiques	4 163 102 000	4 026 080 000	5 172 963 986	128,49	2 549 181 969	63,32
053-Loisirs	191 000 000	108 500 000	0	0,00	0	0,00
054-Pilotage et soutien des services du MSL	232 500 000	0	0	#DIV/o!	0	#DIV/o!
055-Offre de soin	24 299 814 000	26 071 435 589	3 309 780 593	12,70	1 384 746 795	5,31
056-Santé publique	1 931 887 000	1 931 887 000	1 784 827 200	92,39	1 760 868 300	91,15
057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	1 039 000 000	1 039 000 000	5 999 000	0,58	5 999 000	0,58
058-Accès à l'éducation formelle	20 210 392 000	15 960 392 000	1 196 827 303	7,50	625 461 489	3,92
059-Qualité de l'éducation formelle	1 710 000 000	1 710 000 000	30 126 060	1,76	20 285 000	1,19
060-Accès et qualité de l'éducation non formelle	100 000 000	100 000 000	0	0,00	0	0,00

LB_PROGRAMME	MT_CRED_AE INIT	MT_CRED_AE AJUSTE	MT_ENG_CF	TAUX VISE (EN %)	MT_LIQ	TAUX LIQ (EN %)
061-Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	1 720 000 000	1 720 000 000	11 244 960	0,65	11 244 960	0,65
062-Enseignement supérieur	15 031 101 000	14 931 101 000	1 015 000 000	6,80	1 015 000 000	6,80
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	1 117 852 000	1 117 852 000	0	0,00	0	0,00
064-Recherche scientifique et technologique	8 163 381 000	2 486 176 000	95 000 000	3,82	95 000 000	3,82
065-Pilotage et soutien aux services du MESRSI	1 328 422 000	729 338 000	0	0,00	0	0,00
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1 350 000 000	1 350 000 000	0	0,00	0	0,00
067-Industrie	690 000 000	418 687 000	0	0,00	0	0,00
068-Commerce	60 000 000	48 148 000	0	0,00	0	0,00
069-Artisanat	526 000 000	422 098 000	0	0,00	0	0,00
070-Secteur privé	70 000 000	56 173 000	0	0,00	0	0,00
071-Pilotage et soutien	175 576 000	140 894 000	0	0,00	0	0,00
073-Energie	25 132 441 000	16 860 894 000	0	0,00	0	0,00
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	10 393 494 000	7 084 439 459	3 962 375 676	55,93	2 897 235 625	40,90
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	2 380 621 000	2 028 621 000	0	0,00	0	0,00
077-Economie agricole	1 802 280 000	760 165 945	459 351 335	60,43	331 391 790	43,59
078-Développement durable des productions agricoles	3 190 692 000	3 176 692 000	1 130 993 747	35,60	1 052 848 247	33,14
079-Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	1 463 815 000	736 793 349	226 696 894	30,77	13 698 384	1,86
080-Pilotage et soutien	1 126 439 000	322 296 789	15 205 000	4,72	7 300 000	2,26
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 025 550 000	534 000 000	0	0,00	0	0,00
082-Productivité et compétitivité des productions animales	2 521 641 000	2 398 991 000	573 641 000	23,91	573 641 000	23,91
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	696 900 000	505 000 000	300 000 000	59,41	300 000 000	59,41
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	460 500 000	225 454 507	0	0,00	0	0,00
086-Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2 388 700 000	2 083 700 000	0	0,00	0	0,00
087-Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	159 000 000	134 000 000	0	0,00	0	0,00
088-Gouvernance environnementale et développement durable	1 000 000	1 000 000	0	0,00	0	0,00
089-Economie verte et changement climatique	935 000 000	505 000 000	0	0,00	0	0,00
090-Pilotage et soutien	948 555 000	0	0	#DIV/o!	0	#DIV/o!



LB_PROGRAMME	MT_CRED_AE INIT	MT_CRED_AE _AJUSTE	MT_ENG_CF	TAUX VISE (EN %)	MT_LIQ	TAUX LIQ (EN %)
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	6 153 700 000	6 153 700 000	2 698 800	0,04	2 698 800	0,04
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	7 360 324 000	7 360 324 000	650 000 000	8,83	650 000 000	8,83
093-Développement de réseau de pistes rurales	52 000 000 000	1 318 298 000	3 775 016 375	286,36	2 758 389 904	209,24
094-Pilotage et soutien	200 000 000	200 000 000	0	0,00	0	0,00
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 710 505 000	1 710 505 000	0	0,00	0	0,00
096-Appui au sous-secteur postal	93 075 000	53 075 000	0	0,00	0	0,00
097-Pilotage et soutien aux structures du MDENP	498 287 000	458 287 000	30 943 852	6,75	30 943 852	6,75
098-Transports et météorologie	6 610 557 000	6 610 557 000	4 145 720 767	62,71	1 297 557 000	19,63
099-Mobilité et sécurité routière	1 596 494 000	1 596 494 000	0	0,00	0	0,00
102-Formation professionnelle	850 000 000	850 000 000	432 989 059	50,94	432 989 059	50,94
105-Planification et aménagement urbain	200 000 000	50 000 000	0	0,00	0	0,00
106-Architecture et construction	557 000 000	500 000 000	0	0,00	0	0,00
107-Accès aux logements décents	774 600 000	774 600 000	0	0,00	0	0,00
108-Pilotage et soutien aux service du MUH	200 000 000	148 975 000	0	0,00	0	0,00
109-Aménagements hydrauliques	15 148 355 000	21 894 355 000	369 754 440	1,69	0	0,00
110-Gerstion intégrée des ressources en eau	1 541 800 000	405 800 000	7 995 000	1,97	2 000 000	0,49
111-Approvisionnement en eau potable	4 805 215 000	4 600 215 000	472 858 418	10,28	13 359 000	0,29
112-Assainissement des eaux usées et excréta	2 979 821 000	2 916 821 000	505 416 656	17,33	55 934 267	1,92
113-Pilotage et soutien	832 092 000	807 555 000	0	0,00	0	0,00
116-Controle d'Etat	103 225 000	103 225 000	64 178 965	62,17	0	0,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100,00	50 000 000	100,00
122-Protection des données à caractère personnel	197 000 000	197 000 000	42 997 400	21,83	36 000 000	18,27
133-Dépenses communes interministérielles	13 500 000 000	11 500 000 000	2 522 669 750	21,94	2 522 669 750	21,94
134-Fonction parlementaire	8 913 808 000	0	0	#DIV/o!	0	#DIV/o!
135-Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	6 497 477 000	10 497 477 000	0	0,00	0	0,00
136-Transformation et écosystème numérique	629 500 000	384 500 000	0	0,00	0	0,00
137-Gestion des Burkinabè de l'extérieur	100 000 000	19 000 000	3 994 271	21,02	0	0,00
146-Accès aux produits de santé	400 000 000	400 000 000	387 982 344	97,00	187 764 352	46,94
151-Pilotage des services du ministère	0	60 000 000	0	0,00	0	0,00
<b>Total général</b>	<b>452 487 703 000</b>	<b>347 980 845 160</b>	<b>101 453 097 133</b>	<b>29,15</b>	<b>81 544 802 343</b>	<b>23,43</b>

Source : CID

**Annexe 11: Situation des restes à liquider des crédits de paiement en procédure normale en FCFA**

Ministères /Institutions	ENGAGEMENT	LIQUIDATION		RESTE-LIQUIDATION	
	Montant (FCFA)	Montant (FCFA)	Taux (%)	Montant (FCFA)	Taux (%)
01 Présidence	850 000 000	850 000 000	100,00	-	-
001 Pilotage de l'action présidentielle	850 000 000	850 000 000	100,00	-	-
02 SGG-CM	79 255 624	36 186 930	45,66	43 068 694	54,34
004 Organisation du travail gouvernemental	79 255 624	36 186 930	45,66	43 068 694	54,34
03 Primature	525 424 614	181 428 663	34,53	343 995 951	65,47
005 Soutien à l'action du Premier Ministre	374 968 724	153 640 663	40,97	221 328 061	59,03
006 Appui à la gouvernance	88 618 790	27 788 000	31,36	60 830 790	68,64
008 Promotion du capital humain	61 837 100	-	-	61 837 100	100,00
09 MATDS	3 337 246 388	2 662 093 553	79,77	675 152 835	20,23
011 Administration du territoire	364 798 057	248 660 164	68,16	116 137 893	31,84
012 Sécurité intérieure	2 601 751 286	2 102 989 840	80,83	498 761 446	19,17
016 Pilotage et soutien des services du MATD	370 697 045	310 443 549	83,75	60 253 496	16,25
10 MJDHPC	1 336 346 849	906 859 421	67,86	429 487 428	32,14
017 Administration judiciaire	164 866 395	105 193 045	63,81	59 673 350	36,19
018 Administration pénitentiaire	659 695 533	401 897 898	60,92	257 797 635	39,08
019 Droits humains	42 386 748	37 925 648	89,48	4 461 100	10,52
020 Citoyenneté et paix	23 497 450	13 338 500	56,77	10 158 950	43,23
021 Pilotage et soutien	445 900 723	348 504 330	78,16	97 396 393	21,84
12 MAECIABE	1 930 102 627	257 656 655	13,35	1 672 445 972	86,65
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	372 549 341	20 794 766	5,58	351 754 575	94,42
029 Intégration africaine	27 670 200	165 000	0,60	27 505 200	99,40
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 444 933 086	185 111 089	12,81	1 259 821 997	87,19
137 Gestion des Burkinabè de l'extérieur	84 950 000	51 585 800	60,72	33 364 200	39,28
14 MINEFID	4 975 659 254	2 613 919 126	52,53	2 361 740 128	47,47
032 Pilotage de l'Economie et du développement	166 771 000	140 398 368	84,19	26 372 632	15,81
033 Mobilisation des ressources	2 271 572 490	1 535 838 820	67,61	735 733 670	32,39
034 Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financier	696 827 316	478 332 017	68,64	218 495 299	31,36
036 Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	83 450 000	66 050 000	79,15	17 400 000	20,85
038 Pilotage et soutien des services du ministère	1 594 835 648	393 299 921	24,66	1 201 535 727	75,34
131 développement de la Statistique	162 202 800	-	-	162 202 800	100,00
17 MFPTPS	561 432 381	164 342 840	29,27	397 089 541	70,73
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	254 216 997	85 333 930	33,57	168 883 067	66,43
044 Travail décent	94 178 805	60 685 005	64,44	33 493 800	35,56
045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	213 036 579	18 323 905	8,60	194 712 674	91,40
18 MCRPCAT	191 614 372	161 517 017	84,29	30 097 355	15,71
039 Culture	26 082 069	23 857 069	91,47	2 225 000	8,53
040 Tourisme	20 296 790	18 163 790	89,49	2 133 000	10,51

Ministères /Institutions	ENGAGEMENT	LIQUIDATION		RESTE-LIQUIDATION	
	Montant (FCFA)	Montant (FCFA)	Taux (%)	Montant (FCFA)	Taux (%)
046 Communication	59 500 350	54 562 850	91,70	4 937 500	8,30
047 Pilotage et soutien	85 735 163	64 933 308	75,74	20 801 855	24,26
<b>20 MSAJE</b>	<b>541 352 304</b>	<b>114 969 450</b>	<b>21,24</b>	<b>426 382 854</b>	<b>78,76</b>
052 Sport et activités physiques	32 762 550	16 724 400	51,05	16 038 150	48,95
053 Loisirs	24 669 850	13 671 250	55,42	10 998 600	44,58
054 Pilotage et soutien des services du MSL	330 778 046	4 573 800	1,38	326 204 246	98,62
101 Jeunesse	20 000 000	-	-	20 000 000	100,00
102 Formation professionnelle	16 928 162	-	-	16 928 162	100,00
103 Promotion de l'emploi	116 213 696	80 000 000	68,84	36 213 696	31,16
<b>21 MSHPBE</b>	<b>5 922 325 730</b>	<b>989 668 874</b>	<b>16,71</b>	<b>4 932 656 856</b>	<b>83,29</b>
056 Santé publique	1 373 464 508	807 596 977	58,80	565 867 531	41,20
057 Pilotage et soutien aux services de la Santé	576 313 939	182 071 897	31,59	394 242 042	68,41
146 Accès aux produits de santé	3 972 547 283	-	-	3 972 547 283	100,00
<b>22 MGSNFAH</b>	<b>146 455 466</b>	<b>22 154 745</b>	<b>15,13</b>	<b>124 300 721</b>	<b>84,87</b>
048 Femme et du genre	11 696 100	6 658 100	56,93	5 038 000	43,07
049 Enfance et famille	15 790 176	8 897 600	56,35	6 892 576	43,65
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	91 739 190	6 599 045	7,19	85 140 145	92,81
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	27 230 000	-	-	27 230 000	100,00
<b>23 MENAPLN</b>	<b>9 200 070 708</b>	<b>3 841 800 635</b>	<b>41,76</b>	<b>5 358 270 073</b>	<b>58,24</b>
058 Accès à l'éducation formelle	1 205 399 547	61 904 500	5,14	1 143 495 047	94,86
059 Qualité de l'éducation formelle	4 656 563 456	1 976 710 780	42,45	2 679 852 676	57,55
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	727 753 132	228 065 142	31,34	499 687 990	68,66
126 Soutien au développement de l'enseignement de base	2 567 473 756	1 575 120 213	61,35	992 353 543	38,65
127 Cantine scolaire du secondaire	42 880 817	-	-	42 880 817	100,00
<b>24 MESRSI</b>	<b>202 880 964</b>	<b>150 792 535</b>	<b>74,33</b>	<b>52 088 429</b>	<b>25,67</b>
064 Recherche scientifique et technologique	29 286 975	25 786 975	88,05	3 500 000	11,95
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	171 611 589	124 509 960	72,55	47 101 629	27,45
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1 982 400	495 600	25,00	1 486 800	75,00
<b>25 MDICAPME</b>	<b>265 074 095</b>	<b>174 436 152</b>	<b>65,81</b>	<b>90 637 943</b>	<b>34,19</b>
067 Industrie	11 092 274	3 653 874	32,94	7 438 400	67,06
068 Commerce	54 095 358	43 869 158	81,10	10 226 200	18,90
069 Artisanat	6 056 972	988 368	16,32	5 068 604	83,68
070 Secteur privé	20 135 420	19 608 420	97,38	527 000	2,62
071 Pilotage et soutien	173 694 071	106 316 332	61,21	67 377 739	38,79
<b>27 MAAHMRAH</b>	<b>8 636 694 258</b>	<b>502 196 786</b>	<b>5,81</b>	<b>8 134 497 472</b>	<b>94,19</b>
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	133 865 000	31 450 000	23,49	102 415 000	76,51
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3 401 556 000	50 628 000	1,49	3 350 928 000	98,51
077 Economie agricole	149 897 755	-	-	149 897 755	100,00

Ministères /Institutions	ENGAGEMENT	LIQUIDATION		RESTE-LIQUIDATION	
	Montant (FCFA)	Montant (FCFA)	Taux (%)	Montant (FCFA)	Taux (%)
078 Développement durable des productions agricoles	4 245 605 187	87 003 800	2,05	4 158 601 387	97,95
79 Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	68 356 744	44 474 000	65,06	23 882 744	34,94
080 Pilotage et soutien	442 651 907	229 656 521	51,88	212 995 386	48,12
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	28 453 230	19 349 980	68,01	9 103 250	31,99
082 Productivité et compétitive des productions animales	53 294 450	21 426 000	40,20	31 868 450	59,80
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	75 971 785	18 208 485	23,97	57 763 300	76,03
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	37 042 200	-	-	37 042 200	100,00
<b>29 MTEE</b>	<b>34 748 520</b>	<b>21 063 520</b>	<b>60,62</b>	<b>13 685 000</b>	<b>39,38</b>
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	29 399 520	17 774 520	60,46	11 625 000	39,54
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	999 000	999 000	100,00	-	-
089 Economie verte et changement climatique	4 350 000	2 290 000	52,64	2 060 000	47,36
<b>30 MID</b>	<b>810 016 941</b>	<b>752 931 839</b>	<b>92,95</b>	<b>57 085 102</b>	<b>7,05</b>
091 Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	184 158 529	144 200 150	78,30	39 958 379	21,70
092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	6 121 000	6 121 000	100,00	-	-
093 Développement de réseau de pistes rurales	287 927 412	270 800 689	94,05	17 126 723	5,95
094 Pilotage et soutien	331 810 000	331 810 000	100,00	-	-
<b>31 MTDPC</b>	<b>39 930 000</b>	<b>29 232 600</b>	<b>73,21</b>	<b>10 697 400</b>	<b>26,79</b>
095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 456 000	456 000	31,32	1 000 000	68,68
096 Appui au sous-secteur postal	1 455 000	455 000	31,27	1 000 000	68,73
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	31 598 000	26 900 600	85,13	4 697 400	14,87
136 Transformation et écosystème numérique	5 421 000	1 421 000	26,21	4 000 000	73,79
<b>32 MTMUSR</b>	<b>129 512 317</b>	<b>116 607 989</b>	<b>90,04</b>	<b>12 904 328</b>	<b>9,96</b>
098 Transports et météorologie	15 804 079	8 134 081	51,47	7 669 998	48,53
099 Mobilité et sécurité routière	7 698 600	3 999 100	51,95	3 699 500	48,05
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	106 009 638	104 474 808	98,55	1 534 830	1,45
<b>38 MDUHV</b>	<b>298 417 710</b>	<b>156 875 074</b>	<b>52,57</b>	<b>141 542 636</b>	<b>47,43</b>
105 Planification et aménagement urbain	81 944 734	48 519 738	59,21	33 424 996	40,79
106 Architecture et construction	49 448 112	38 673 116	78,21	10 774 996	21,79
107 Accès aux logements décents	79 000 800	41 902 920	53,04	37 097 880	46,96
108 Pilotage et soutien aux services du MUH	88 024 064	27 779 300	31,56	60 244 764	68,44
<b>42 MEA</b>	<b>906 398 812</b>	<b>403 790 283</b>	<b>44,55</b>	<b>502 608 529</b>	<b>55,45</b>
109 Aménagements hydrauliques	36 212 464	19 123 284	52,81	17 089 180	47,19
110 Gestion intégrée des ressources en eau	126 917 249	97 123 249	76,52	29 794 000	23,48

Ministères /Institutions	ENGAGEMENT	LIQUIDATION		RESTE-LIQUIDATION	
	Montant (FCFA)	Montant (FCFA)	Taux (%)	Montant (FCFA)	Taux (%)
111 Approvisionnement en eau potable	317 274 339	140 691 012	44,34	176 583 327	55,66
112 Assainissement des eaux usées et excréta	295 499 154	100 035 478	33,85	195 463 676	66,15
113 Pilotage et soutien	1 000 000	-	-	1 000 000	100,00
143 Approvisionnement en Eau et Assainissement	129 495 606	46 817 260	36,15	82 678 346	63,85
51 CSC	15 376 110	10 506 400	68,33	4 869 710	31,67
115 Régulation du secteur de la communication	15 376 110	10 506 400	68,33	4 869 710	31,67
52 ASCE-LC	200 037 063	178 881 391	89,42	21 155 672	10,58
116 Contrôle d'Etat	200 037 063	178 881 391	89,42	21 155 672	10,58
54 Cons. Const.	153 057 468	72 789 978	47,56	80 267 490	52,44
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	153 057 468	72 789 978	47,56	80 267 490	52,44
99 Dép. Communes	617 062 752	532 504 401	86,30	84 558 351	13,70
133 Dépenses communes interministérielles	617 062 752	532 504 401	86,30	84 558 351	13,70
<b>Total général</b>	<b>41 906 493 327</b>	<b>15 905 206 857</b>	<b>37,95</b>	<b>26 001 286 470</b>	<b>62,05</b>

Source : DGCMEF

**Annexe 12 : Situation d'exécution de consommation d'électricité à fin mars en FCFA**

SECTION	Consommation d'électricité	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN MARS 2021	A FIN MARS 2022
01	Présidence du Faso	166 685 548	154 317 219
02	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	5 484 813	7 481 169
03	Premier Ministère	30 164 349	26 147 748
	Assemblée Nationale	23 541 826	23 268 825
	Conseil Economique et Social	5 080 900	5 572 124
	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0	0
	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	140 164 443	323 023 662
10	Ministère de la Justice	154 624 405	151 724 499
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	525 227 228	468 267 187
12	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	25 332 252	20 390 273
09	Ministère de la Sécurité Interieure	0	0
14	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	557 724 753	501 427 836
15	Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	55 034 722	0
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	37 375 483	29 567 911
18	Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	113 809 194	159 911 942
20	Ministère des Sports et des Loisirs	38 324 133	47 093 896
21	Ministère de la Santé	1 110 512 968	1 125 991 204
19	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	63 070 821	23 179 298
23	Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	193 009 139	198 876 827
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	214 903 118	182 315 841
25	Ministère de l'Industrie Commerce et de l'Artisanat	22 149 096	19 678 613
	Ministère des Mines et des Carrières	0	7 411 926
27	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	172 408 969	202 889 794
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	68 667 065	0
29	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	61 666 226	96 534 131
30	Ministère des Infrastructures	110 796 353	99 509 987
	Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	39 465 330	53 779 962
	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	27 918 739	24 038 976
	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0	26 978 271
	Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	16 081 810	0
	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	8 175 052	8 076 300
	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	20 323 340	0
26	Ministère de l'Energie	18 139 258	0
50	Grande Chancellerie	4 294 138	4 209 391
51	Conseil Supérieur de la Communication	9 415 157	8 019 183

SECTION	Consommation d'électricité	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN MARS 2021	A FIN MARS 2022
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	5 014 851	5 011 839
54	Conseil Constitutionnel	5 394 409	3 943 034
55	Conseil d'Etat	-	212 726
56	Cour des Comptes	5 346 100	5 392 692
57	Cour de Cassation	7 809 117	7 549 844
58	Commission Nationale Indépendante (CENI)	-	0
59	Commission Informatique et des Libertés	3 199 423	3 212 772
60	Médiateur du Faso	6 905 710	7 208 609
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	113 400 041	110 718 273
<b>TOTAUX</b>		<b>4 186 640 279</b>	<b>4 142 933 784</b>

Source : DGAIE

### Annexe 13 : Situation de consommation d'eau à fin janvier en FCFA

SECTION	CONSOMMATION D'EAU	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN Janvier 2021	A FIN Janvier 2022
01	Présidence du Faso	99 567 344	137 497 500
02	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	214 907	456 512
03	Premier Ministère	4 265 229	3 564 684
	Assemblée Nationale	2 122 814	1 155 651
	Conseil Economique et Social	1 590 441	363 272
	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0	0
	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	19 920 512	17 691 434
10	Ministère de la Justice	55 882 931	55 610 415
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	213 649 906	225 541 452
12	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	1 976 834	2 162 537
09	Ministère de la Sécurité Interieure	23 038 049	36 876 922
14	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	42 677 923	34 523 564
15	Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	2 872 433	0
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 124 188	980 279
18	Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	7 156 487	10 028 461
20	Ministère des Sports et des Loisirs	3 651 948	4 054 620
21	Ministère de la Santé	112 899 031	139 131 698
19	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	10 143 381	11 460 818
23	Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	11 493 351	12 889 290
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	26 778 293	23 224 881
25	Ministère de l'Industrie Commerce et de l'Artisanat	4 008 161	2 012 929
	Ministère des Mines et des Carrières	0	815 094
27	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	13 936 274	11 512 398
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	448 017	0
29	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	14 972 472	21 421 471
30	Ministère des Infrastructures	3 343 823	2 900 289
	Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	220 291	645 193
	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	7 653 127	5 891 723
	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0	0
	Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	948 717	0
	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	550 173	57 672
	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	12 569 626	0
26	Ministère de l'Energie	1 082 989	0
50	Grande Chancellerie	1 276 759	1 801 122
51	Conseil Supérieur de la Communication	285 233	2 034 522
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	206 942	230 837
54	Conseil Constitutionnel	254 732	189 685
55	Conseil d'Etat	0	0
56	Cour des Comptes	46 167	320 959
57	Cour de Cassation	433 945	400 757

SECTION	CONSOMMATION D'EAU	TOTAL	
	MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN Janvier 2021	A FIN Janvier 2022
58	Commission Nationale Independante (CENI)	1 140 175	649 000
59	Commission Informatique et des Libertés	295 885	291 902
60	Médiateur du Faso	2 411 516	571 750
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	2 528 807	4 794 870
	Institut National des Statistiques et de la Démographie	1 818	0
	<b>TOTAL</b>	<b>709 639 833</b>	<b>773 756 163</b>

Source : DGAIE

**Annexe 14 : Situation de consommation téléphonique à fin avril en FCFA**

SECTION	CONSOMMATION DE TELEPHONE	TOTAL	
	MINISTERES OU INSTITUTIONS	A FIN avril 2021	A FIN Avril 2022
01	Présidence du Faso	194 440 175	186 234 148
02	Sécretariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	581 767	909 475
03	Premier Ministère	12 114 698	11 174 689
	Assemblée Nationale	55 167 452	32 949 652
	Conseil Economique et Social	1 271 846	1 323 868
	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	1 699 342	0
	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	189 194 717	269 283 763
10	Ministère de la Justice	32 401 642	25 104 785
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	264 752 373	282 618 408
12	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	46 698 502	48 938 240
09	Ministère de la Sécurité Interieure	0	0
14	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	384 374 849	638 278 463
15	Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	4 482 861	0
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	47 388 003	20 581 004
18	Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	18 500 473	19 735 157
20	Ministère des Sports et des Loisirs	3 322 378	3 914 744
21	Ministère de la Santé	50 144 797	49 680 309
19	Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	17 449 524	12 042 279
23	Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	9 986 819	16 468 907
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	16 035 613	13 423 332
25	Ministère de l'Industrie Commerce et de l'Artisanat	4 494 054	4 428 792
	Ministère des Mines et des Carrières	8 017 788	9 448 834
27	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	37 597 116	46 024 848
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	11 935 897	0
29	Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement	10 197 594	23 080 445
30	Ministère des Infrastructures	18 265 419	17 419 154
	Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	166 003 846	179 796 357
	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	886 328	870 306
	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0	0
	Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	0	0
	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 797 217	572 190
	Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	3 776 055	0
26	COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS	3 506 820	699 852
50	Grande Chancellerie	1 158 706	1 152 795
51	Conseil Supérieur de la Communication	4 913 448	5 829 337
52	Autorité Supérieur du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	5 200 065	5 050 893
54	Conseil Constitutionnel	141 156	179 324
55	Conseil d'Etat	180 959	255 665
56	Cour des Comptes	197 422	192 158
57	Cour de Cassation	-	0
58	Commission Nationale Independante (CENI)	33 538 024	14 772 070

SECTION	CONSOMMATION DE TELEPHONE	TOTAL	TOTAL
	MINISTERES OU INSTITUTIONS	A FIN avril 2021	A FIN Avril 2022
59	Commission Informatique et des Libertés	580 911	616 115
60	Médiateur du Faso	8 118 252	6 531 113
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	279 569 149	265 128 755

Source : DGAIE

**Annexe 15 : Situation de transmission des rapports de mise en œuvre des PPM en FCFA**

n° d'ordre	Situation des Ministères et Institutions n'ayant pas transmis la situation d'exécution du PPM gestion 2022 du mois de AVRIL
1	Ministères de la justice et des droits humains, garde des sceaux (Canevas mal renseigné)
2	Ministère de l'environnement, de l'Energie, de l'eau et de l'assainissement
3	Ministère des affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur
4	Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutique
5	Ministère de la défense et des anciens combattants
6	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
7	Ministère des infrastructures et du désenclavement
8	Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales
9	Ministère du genre et de la famille
10	Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi
11	Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire
12	Ministère des affaires religieuses et coutumières
13	Conseil d'état
14	Cour de cassation
15	Médiateur du Faso
16	Cour des comptes
17	Présidence du Faso
18	Autorité supérieure du contrôle de l'état et de lutte contre la corruption
19	Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres
20	Conseil économique et social
21	Commission de l'informatique et des libertés
22	Grande chancellerie

Source : DGCMEF

n° d'ordre	Situation des Ministères et Institutions n'ayant pas transmis la situation d'exécution du PPM gestion 2022 du mois de MAI
1	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité
2	Ministères de la justice et des droits humains, garde des sceaux (Canevas mal renseigné)
3	Ministère de l'environnement, de l'Energie, de l'eau et de l'assainissement
4	Ministère des affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur
5	Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutique
6	Ministère de la défense et des anciens combattants
7	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
8	Ministère des mines et des carrières
9	Ministère des infrastructures et du désenclavement (Canevas mal renseigné)
10	Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale
11	Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques
12	Ministère du genre et de la famille
13	Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi
14	Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire
15	Ministère des affaires religieuses et coutumières
16	Conseil d'état
17	Cour de cassation
18	Médiateur du Faso
19	Cour des comptes
20	Présidence du Faso
21	Autorité supérieure du contrôle de l'état et de lutte contre la corruption
22	Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres
23	Conseil économique et social
24	Commission électorale nationale indépendante
25	Commission de l'informatique et des libertés
26	Grande chancellerie

Source : DGCMEF



n° d'ordre	Situation des Ministères et Institutions n'ayant pas transmis la situation d'exécution du PPM gestion 2022 du mois de JUIN
1	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation
2	Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité
3	Ministères de la justice et des droits humains, garde des sceaux
4	Ministère de l'environnement, de l'Energie, de l'eau et de l'assainissement
5	Ministère des affaires étrangères, de la coopération régionale et des burkinabè de l'extérieur
6	Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutique
7	Ministère de la défense et des anciens combattants
8	Ministère de la santé et de l'hygiène publique
9	Ministère des mines et des carrières
10	Ministère des infrastructures et du désenclavement
11	Ministère de la communication, de la culture, des arts et du tourisme
12	Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale
13	Ministère du genre et de la famille
14	Ministère des transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière
15	Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi
16	Ministère de la solidarité nationale et de l'action humanitaire
17	Ministère des affaires religieuses et coutumières
18	Conseil d'état
19	Cour de cassation
20	Médiateur du Faso
21	Cour des comptes
22	Présidence du Faso
23	Autorité supérieure du contrôle de l'état et de lutte contre la corruption
24	Secrétariat général du gouvernement et du conseil des ministres
25	Conseil économique et social
26	Commission électorale nationale indépendante
27	Commission de l'informatique et des libertés
28	Conseil supérieur de la communication
29	Premier ministre
30	Grande chancellerie

Source : DGCMEF

**Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par nature et par ministères et institutions en FCFA**

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total déblocage prévu	Prévision déblocage fin juin 2022	Montant total déblocqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
	1	2	7=4+5	A=2/1	9=7/1
<b>01 Présidence du Faso</b>	<b>34 953 636 220</b>	<b>34 683 216 000</b>	<b>25 681 720 000</b>	<b>99,23</b>	<b>73,47</b>
001 Pilotage de l'action présidentielle	27 146 643 220	26 986 716 000	18 055 220 000	99,41	66,51
002 Renforcement des capacités d'analyse et de transparence	606 993 000	496 500 000	426 500 000	81,80	70,26
003 Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	7 200 000 000	7 200 000 000	7 200 000 000	100,00	100,00
<b>02 SGG-CM</b>	<b>162 431 500</b>	<b>72 131 500</b>	<b>71 591 500</b>	<b>44,41</b>	<b>44,07</b>
004 Organisation du travail gouvernemental	162 431 500	72 131 500	71 591 500	44,41	44,07
<b>03 Primature</b>	<b>16 427 527 000</b>	<b>15 246 651 703</b>	<b>11 925 751 703</b>	<b>92,81</b>	<b>72,60</b>
005 Soutien à l'action du Premier Ministre	452 100 000	447 600 000	432 600 000	99,00	95,69
006 Appui à la gouvernance	820 351 000	536 250 703	530 350 703	65,37	64,65
007 Pilotage des projets stratégiques	13 666 226 000	13456451000	10 156 451 000	98,47	74,32

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total débloqué prévu	Prévision débloqué fin juin 2022	Montant total débloqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
008 Promotion du capital humain	1 488 850 000	806 350 000	806 350 000	54,16	54,16
<b>04 Parlement</b>	<b>24 443 004 000</b>	<b>24 443 004 000</b>	<b>9 993 050 000</b>	<b>100,00</b>	<b>40,88</b>
134 Fonction parlementaire	24 443 004 000	24 443 004 000	9 993 050 000	100,00	40,88
<b>05 CES</b>	<b>542 467 250</b>	<b>542 467 250</b>	<b>533 947 250</b>	<b>100,00</b>	<b>98,43</b>
009 Conseil Economique et Social	542 467 250	542 467 250	533 947 250	100,00	98,43
<b>09 MATDS</b>	<b>35 511 534 800</b>	<b>33 094 914 000</b>	<b>23 634 015 250</b>	<b>93,19</b>	<b>66,55</b>
010 surete de l'Etat	1 564 000 000	1 564 000 000	814 000 000	100,00	52,05
011 Administration du territoire	1 602 626 500	1 471 038 000	0	91,79	0,00
012 Securite interieur	14 568 273 500	14 568 273 500	13 077 962 250	100,00	89,77
013 Protection civile	1 905 258 000	1 546 045 000	1 341 000 000	81,15	70,38
014 Décentralisation	15 453 344 300	13 599 675 000	8 247 303 000	88,00	53,37
015 Etat civil	44 700 000	44 700 000	0	100,00	0,00
016 Pilotage et soutien des services du MATD	373 332 500	301 182 500	153 750 000	80,67	41,18
<b>10 MJDHPC</b>	<b>2 441 210 000</b>	<b>1 632 678 500</b>	<b>1 471 178 500</b>	<b>66,88</b>	<b>60,26</b>
017 Administration judiciaire	1 154 410 000	783 678 500	727 178 500	67,89	62,99
018 Administration pénitentiaire	891 900 000	526 000 000	526 000 000	58,98	58,98
019 Droits humains	130 200 000	130 200 000	130 200 000	100,00	100,00
020 Citoyennete et paix	165 720 000	105 720 000	75 720 000	63,79	45,69
021 Pilotage et soutien	98 980 000	87 080 000	12 080 000	87,98	12,20
<b>11 MAAC</b>	<b>284 213 151 000</b>	<b>142 106 575 500</b>	<b>142 106 575 500</b>	<b>50,00</b>	<b>50,00</b>
022 Défense	69 396 633 000	34 698 316 500	34 698 316 500	50,00	50,00
023 Préparation et emploi des forces	105 028 561 000	52 514 280 500	52 514 280 500	50,00	50,00
024 Equipement des forces	10 328 643 000	5 164 321 500	5 164 321 500	50,00	50,00
025 Appui à la sécurité publique et à la protection civile	46 214 414 000	23 107 207 000	23 107 207 000	50,00	50,00
026 Renforcement du lien ArméeNation	1 618 043 000	809 021 500	809 021 500	50,00	50,00
027 Pilotage et soutien	51 626 857 000	25 813 428 500	25 813 428 500	50,00	50,00
<b>12 MAECBE</b>	<b>22 836 515 500</b>	<b>14 744 318 500</b>	<b>13 575 034 500</b>	<b>64,56</b>	<b>59,44</b>
028 Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	21 272 774 500	13 180 577 500	12 186 664 000	61,96	57,29
029 Integration africaine	1 210 000 000	1 210 000 000	1 210 000 000	100,00	100,00
030 Pilotage et soutien aux services du Ministère	353 741 000	353 741 000	178 370 500	100,00	50,42
<b>13 Mini.securite</b>	<b>18 196 348 000</b>	<b>18 196 348 000</b>	<b>0</b>	<b>100,00</b>	<b>0,00</b>
010 inconnu	1 564 000 000	1 564 000 000	0	100,00	0,00
012 inconnu	16 186 096 000	16 186 096 000	0	100,00	0,00
139 Pilotage et soutien des services du MSECUR	446 252 000	446 252 000	0	100,00	0,00
<b>14 MEFP</b>	<b>63 935 371 545</b>	<b>61 604 625 145</b>	<b>51 637 359 960</b>	<b>96,35</b>	<b>80,76</b>
032 Pilotage de l'economie et du dev	32 369 069 845	31 689 769 345	1 284 786 652	97,90	3,97
033 Mobilisation des ressources	826 656 000	621 949 500	83 500 000	75,24	10,10
034 Gestion budg tenue compte pub exerc tutel super sys fncier	1 575 819 850	1 330 753 850	103 192 000	84,45	6,55
036 Controle,audit et sauveg des interêts de l'Etat	1 837 685 650	1 511 774 250	106 250 000	82,27	5,78

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total débloqué prévu	Prévision débloqué fin juin 2022	Montant total débloqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
038 Pilotage et soutien des services du ministère	27 326 140 200	26 450 378 200	472 203 960	96,80	1,73
<b>15 MCAT</b>	<b>3 092 858 000</b>	<b>2 631 858 000</b>	<b>0</b>	<b>85,09</b>	<b>0,00</b>
010 inconnu	2 223 000 000	2 178 000 000	0	97,98	0,00
012 inconnu	658 000 000	249 000 000	0	37,84	0,00
041 Pilotage et soutien aux services du MCAT	211 858 000	204 858 000	0	96,70	0,00
<b>17 MFPTPS</b>	<b>5 964 164 000</b>	<b>5 002 164 000</b>	<b>2 540 332 000</b>	<b>83,87</b>	<b>42,59</b>
042 Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carr	2 246 664 000	2 217 664 000	1 108 332 000	98,71	49,33
043 Réforme de l'administration	215 000 000	202 500 000	107 500 000	94,19	50,00
044 Travail décent	3 442 000 000	2 521 500 000	1 270 500 000	73,26	36,91
045 Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	60 500 000	60 500 000	54 000 000	100,00	89,26
<b>18 MCRPCAT</b>	<b>14 572 967 000</b>	<b>13 456 854 000</b>	<b>4 655 662 500</b>	<b>92,34</b>	<b>31,95</b>
039 Culture	2 123 000 000	2 078 000 000	624 500 000	97,88	29,42
046 Tourisme	658 000 000	249 000 000	105 000 000	37,84	15,96
046 Communication	11 624 696 000	10 980 583 000	3 926 162 500	94,46	33,77
047 Pilotage et soutien	117 391 000	99 391 000	0	84,67	0,00
124 Relations avec le Parlement	49 880 000	49 880 000	0	100,00	0,00
<b>20 MSAJE</b>	<b>11 234 860 500</b>	<b>9 017 333 500</b>	<b>5 325 619 500</b>	<b>80,26</b>	<b>47,40</b>
052 Sport et activités physiques	3 123 053 000	2 765 403 000	2 183 829 000	88,55	69,93
053 Loisirs	21 600 000	21 600 000	0	100,00	0,00
054 Pilotage et soutien des services du MSL	847 703 500	830 052 500	95 321 500	97,92	11,24
101 Jeunesse	908 237 000	767 230 000	475 007 000	84,47	52,30
102 Formation professionnelle	4 055 831 000	3 248 037 000	1 598 037 000	80,08	39,40
054 Promotion de l'emploi	2 278 436 000	1 385 011 000	973 425 000	60,79	42,72
<b>21 MSHPBE</b>	<b>100341321903</b>	<b>83 549 557 572</b>	<b>51 359 701 739</b>	<b>83,27</b>	<b>51,18</b>
055 Offre de soins	33 772 910 910	31 553 513 910	22 037 587 077	93,43	65,25
056 Santé publique	48 543 767 993	36 779 273 162	18 487 344 162	75,77	38,08
056 Santé publique	2 176 906 000	909 402 000	794 402 000	41,77	36,49
146 Accès aux produits de sante	15 847 737 000	14 307 368 500	10 040 368 500	90,28	63,36
<b>22 MGSNFAH</b>	<b>12 689 087 742</b>	<b>2 290 599 000</b>	<b>2 286 881 000</b>	<b>18,05</b>	<b>18,02</b>
048 Femme et du genre	680 923 000	45 718 000	42 000 000	6,71	6,17
049 Enfance et famille	1 614 739 000	500 000 000	500 000 000	30,96	30,96
050 Solidarité nationale et gestion des catastrophes	9 655 864 742	1 128 990 000	1 128 990 000	11,69	11,69
051 Pilotage et soutien des services du Ministère	737 561 000	615 891 000	615 891 000	83,50	83,50
<b>23 MENAPLN</b>	<b>28 325 519 840</b>	<b>20 742 888 340</b>	<b>10 066 054 000</b>	<b>73,23</b>	<b>35,54</b>
058 Accès à l'éducation formelle	11 376 311 840	8 319 040 840	6 203 456 500	73,13	54,53
059 Qualité de l'éducation formelle	13 265 392 500	11 407 172 500	3 707 172 500	85,99	27,95
060 Accès et qualité de l'éducation non formelle	2 250 000 000	250 000 000	0	11,11	0,00
061 Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle	1 433 815 500	766 675 000	155 425 000	53,47	10,84
<b>24 MESRI</b>	<b>67 875 469 034</b>	<b>35 718 740 534</b>	<b>34 889 435 034</b>	<b>52,62</b>	<b>51,40</b>
062 Enseignement supérieur	35 116 135 000	18 289 530 500	17 705 112 500	52,08	50,42

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total débloqué prévu	Prévision débloqué fin juin 2022	Montant total débloqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
063 Fourniture de services sociaux aux étudiants	22 714 281 180	11 373 012 680	11 347 012 680	50,07	49,96
064 Recherche scientifique et technologique	7 557 751 000	4 500 251 000	4 492 501 000	59,54	59,44
065 Pilotage et soutien aux services du MESRSI	2 380 301 854	1 452 946 354	1 241 808 854	61,04	52,17
066 Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovat	107 000 000	103 000 000	103 000 000	96,26	96,26
<b>25 MDICAPME</b>	<b>6 373 278 580</b>	<b>1 971 842 500</b>	<b>1 951 642 500</b>	<b>30,94</b>	<b>30,62</b>
067 Industrie	332 707 000	199 187 000	199 187 000	59,87	59,87
068 Commerce	4 296 653 000	580 534 500	580 534 500	13,51	13,51
069 Artisanat	651 578 500	566 800 000	566 800 000	86,99	86,99
070 Secteur privé	1 089 340 080	622 321 000	602 121 000	57,13	55,27
071 Pilotage et soutien	3 000 000	3 000 000	3 000 000	100,00	100,00
<b>26 MTEMC</b>	<b>4 661 557 000</b>	<b>3 618 057 000</b>	<b>3 618 057 000</b>	<b>77,61</b>	<b>77,61</b>
072 Mines	3 865 807 000	3 437 307 000	3 437 307 000	88,92	88,92
073 Energie	615 000 000	0	0	0,00	0,00
074 Pilotage et soutien des services du MMC	750 000	750 000	750 000	100,00	100,00
138 Carrières	180 000 000	180 000 000	180 000 000	100,00	100,00
<b>27 MAAHMRAH</b>	<b>30 545 456 641</b>	<b>23 871 678 671</b>	<b>12 653 496 622</b>	<b>78,15</b>	<b>41,43</b>
075 Aménagements hydro-agricoles et irrigations	7 983 867 535	5 224 731 535	3 372 025 535	65,44	42,24
076 Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionne	3 135 951 980	2 407 627 010	849 259 470	76,77	27,08
077 Economie agricole	1 867 046 346	1 277 596 346	1 085 610 346	68,43	58,15
078 Développement durable des productions agricoles	5 945 698 750	5 089 014 750	3 499 264 750	85,59	58,85
079 Sécurisations foncière,format prof agric,orga mond rural	3 612 360 120	2 288 679 120	613 920 448	63,36	16,99
080 Pilotage et soutien	3 661 632 910	3 371 632 910	658 947 530	92,08	18,00
081 Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	505 510 000	492 510 000	0	97,43	0,00
082 Productivité et compétitivité des productions animales	2 788 245 000	2 768 217 000	2 020 141 000	99,28	72,45
083 Santé animale et santé publique vétérinaire	941 084 000	847 610 000	524 500 000	90,07	55,73
084 Développement des productions halieutiques et aquacoles	104 060 000	104 060 000	29 827 543	100,00	28,66
<b>28 MRAH</b>	<b>2 962 206 000</b>	<b>2 573 304 000</b>	<b>0</b>	<b>86,87</b>	<b>0,00</b>
081 inconnu	633 710 000	433 810 000	0	68,46	0,00
082 inconnu	1 516 007 000	1 480 979 000	0	97,69	0,00
083 inconnu	754 754 000	613 280 000	0	81,26	0,00
084 inconnu	35 120 000	35 120 000	0	100,00	0,00
085 Pilotage et soutien	22 615 000	10 115 000	0	44,73	0,00
<b>29 MTEE</b>	<b>4 498 916 000</b>	<b>3 320 725 000</b>	<b>725 180 000</b>	<b>73,81</b>	<b>16,12</b>
086 Gestion durable des ressources forestières et fauniques	1 904 300 000	1 251 800 000	272 500 000	65,74	14,31
087 Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	408 800 000	308 800 000	130 000 000	75,54	31,80
088 Gouvernance environnementale et développement durable	111 500 000	111 500 000	0	100,00	0,00

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total débloqué prévu	Prévision débloqué fin juin 2022	Montant total débloqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
089 Economie verte et changement climatique 090 Pilotage et soutien	109 440 000	109 440 000	0	100,00	0,00
090 Pilotage et soutien	1 964 876 000	1 539 185 000	322 680 000	78,33	16,42
<b>30 MID</b>	<b>43 179 189 000</b>	<b>42 630 014 000</b>	<b>41 900 898 000</b>	<b>98,73</b>	<b>97,04</b>
091 Sauvegarde du patrimoine routier	650 763 000	627 169 500	123 593 500	96,37	18,99
092 Développement du réseau routier classé	41 881 723 000	41 681 723 000	41 631 723 000	99,52	99,40
094 Pilotage et soutienl	646 703 000	321 121 500	145 581 500	49,66	22,51
<b>31 MTDPCE</b>	<b>3 982 988 000</b>	<b>3 639 902 000</b>	<b>193 422 000</b>	<b>91,39</b>	<b>4,86</b>
095 Developpement d'infrastructures de com.elect.	3 424 480 000	3 424 480 000	8 000 000	100,00	0,23
096 Appui au sous-secteur postal	4 000 000	4 000 000	0	100,00	0,00
097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	30 800 000	12 000 000	0	38,96	0,00
136 Transformation et écosystème numérique	523 708 000	199 422 000	185 422 000	38,08	35,41
<b>32 MTMUSR</b>	<b>2 743 554 000</b>	<b>2 210 089 000</b>	<b>1 785 837 000</b>	<b>80,56</b>	<b>65,09</b>
098 Transports et météorologie	1 949 545 000	1 671 837 000	1 460 837 000	85,76	74,93
099 Mobilité et sécurité routière	650 000 000	520 000 000	325 000 000	80,00	50,00
100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	144 009 000	18 252 000	0	12,67	0,00
<b>37 MJPEE</b>	<b>8 104 897 000</b>	<b>6 242 421 000</b>	<b>0</b>	<b>77,02</b>	<b>0,00</b>
0 inconnu	150 000 000	150 000 000	0	100,00	0,00
101 inconnu	1 096 517 000	885 260 000	0	80,73	0,00
102 inconnu	4 588 331 000	3 680 537 000	0	80,22	0,00
103 inconnu	2 012 816 000	1 269 391 000	0	63,07	0,00
104 Pilotage et soutien des services du Ministère	257 233 000	257 233 000	0	100,00	0,00
<b>38 MDUHV</b>	<b>182 950 000</b>	<b>182 950 000</b>	<b>73 950 000</b>	<b>100,00</b>	<b>40,42</b>
106 Architecture et construction	2 500 000	2 500 000	2 500 000	100,00	100,00
107 Accès aux logements décents	44 600 000	44 600 000	44 600 000	100,00	100,00
108 Pilotage et soutien aux service du MUH	135 850 000	135 850 000	26 850 000	100,00	19,76
<b>42 MEA</b>	<b>7 186 637 603</b>	<b>6 293 748 845</b>	<b>3 215 085 732</b>	<b>87,58</b>	<b>44,74</b>
109 Aménagements hydrauliques	1 098 183 247	820 483 247	295 623 247	74,71	26,92
110 Gerstion intégrée des ressources en eau	1 628 037 840	1 285 037 840	292 620 727	78,93	17,97
111 Approvisionnement en eau potable	3 186 413 516	3 160 974 758	2 564 578 758	99,20	80,48
112 Assainissement des eaux usées et excréta	205 763 000	80 263 000	62 263 000	39,01	30,26
113 Pilotage et soutien	1 068 240 000	946 990 000	0	88,65	0,00
<b>50 Gde Chancelleri</b>	<b>793 802 000</b>	<b>793 802 000</b>	<b>793 802 000</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
114 Ordres burkinabè	793 802 000	793 802 000	793 802 000	100,00	100,00
<b>51 Cons.Sup.Comm</b>	<b>1 166 422 000</b>	<b>792 657 500</b>	<b>398 466 500</b>	<b>67,96</b>	<b>34,16</b>
115 Régulation du secteur de la communication	1 166 422 000	792 657 500	398 466 500	67,96	34,16
<b>52 ASCE-LC</b>	<b>808 440 000</b>	<b>800 270 500</b>	<b>784 950 000</b>	<b>98,99</b>	<b>97,09</b>
116 Controle d'Etat	808 440 000	800 270 500	784 950 000	98,99	97,09
<b>54 Cons. Const.</b>	<b>56 290 840</b>	<b>35 132 000</b>	<b>20 132 000</b>	<b>62,41</b>	<b>35,76</b>
117 Coordination des actions du Conseil constitutionnel	56 290 840	35 132 000	20 132 000	62,41	35,76
<b>55 Cons. Etat</b>	<b>296 000 000</b>	<b>296 000 000</b>	<b>296 000 000</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

SECTIONS ET PROGRAMMES	Total débloqué prévu	Prévision débloqué fin juin 2022	Montant total débloqué	Taux de ref.	Taux d'exécution global
118 Juridiction supérieure de l'ordre administratif	296 000 000	296 000 000	296 000 000	100,00	100,00
<b>56 Cour Comptes</b>	<b>583 116 000</b>	<b>583 116 000</b>	<b>583 116 000</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
119 Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances	583 116 000	583 116 000	583 116 000	100,00	100,00
<b>57 Cour Cassation</b>	<b>395 562 000</b>	<b>395 562 000</b>	<b>395 562 000</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
120 Régulation perfor du droit et unification eff	395 562 000	395 562 000	395 562 000	100,00	100,00
<b>58 CENI</b>	<b>447 726 000</b>	<b>242 363 000</b>	<b>187 778 500</b>	<b>54,13</b>	<b>41,94</b>
121 Elections	447 726 000	242 363 000	187 778 500	54,13	41,94
<b>59 CIL</b>	<b>415 684 000</b>	<b>415 684 000</b>	<b>415 684 000</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>
122 Protection des données à caractère personnel	415 684 000	415 684 000	415 684 000	100,00	100,00
<b>60 Media FA</b>	<b>739 657 000</b>	<b>535 846 500</b>	<b>535 846 500</b>	<b>72,45</b>	<b>72,45</b>
123 Médiateur du Faso	739 657 000	535 846 500	535 846 500	72,45	72,45
<b>61 CNDH</b>	<b>592 000 000</b>	<b>592 000 000</b>	<b>300 784 840</b>	<b>100,00</b>	<b>50,81</b>
147 Défense des Droits Humains	592 000 000	592 000 000	300 784 840	100,00	50,81
<b>98 Transf. Res. CT</b>	<b>36 902 030 220</b>	<b>36 902 030 220</b>	<b>0</b>	<b>100,00</b>	<b>0,00</b>
135 Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	36 902 030 220	36 902 030 220	0	100,00	0,00
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>905 377 804 718</b>	<b>657 716 120 780</b>	<b>462 583 601 130</b>	<b>72,65</b>	<b>51,09</b>

Source : DGCMEF

## Annexe 17 : Situation de réengagement des dépenses non abouties(DNA) par ministère et institutions au 31 mai 2022 en FCFA

CD_SECTION	Montant de la dépense	Montant_DN A AU 31/12/2021	Taux des DNA Par section	Montant_DEGA GE AU 31 MAI 2022	Taux des Dégagements par section	Montant_RESTANT_A_DEGAGER AU 31 MAI 2022	Montant_REENGAGE AU 31 MAI 2022	Tau des Réengagements par section	RESTE_A_REENGAGER AU 31 MAI 2022
01 Présidence	103 879 145	103 879 145	0,20%	103 879 145	0,94%	-	103 879 145	1,75%	-
09 MATDS	672 078 000	643 584 000	1,23%	0	0,00%	643 584 000	0	0,00%	643 584 000
10 MJDHRP	655 006 000	655 006 000	1,25%	0	0,00%	594 517 000	0	0,00%	655 006 000
14 MEFP	1 642 136 100	1 325 606 300	2,53%	1 325 606 300	11,94%	-	1 325 606 300	22,31%	-
17 MFPTPS	191 391 000	54 637 000	0,10%	0	0,00%	54 637 000	0	0,00%	54 637 000
18 MCRPCAT	300 000 000	300 000 000	0,57%	0	0,00%	300 000 000	0	0,00%	300 000 000
20 MSAJE	18 768 123 636	14 035 703 673	26,74%	232 989 059	2,10%	13 802 714 614	232 989 059	3,92%	13 802 714 614
21 MSHPBE	595 072 000	515 428 000	0,98%	464 904 000	4,19%	50 524 000	464 904 000	7,82%	50 524 000
22 MGSNFAH	279 113 000	252 990 000	0,48%	252 990 000	2,28%	-	0	0,00%	252 990 000
23 MENAPLN	27 094 800 693	10 051 169 921	19,15%	2 125 182 622	19,14%	7 925 987 299	2 125 182 622	35,77%	7 925 987 299
24 MESRSI	9 749 980 232	5 293 530 069	10,08%	0	0,00%	5 293 530 069	0	0,00%	5 293 530 069
25 MDICAPME	4 145 600 446	1 101 962 241	2,10%	1 046 812 441	9,43%	55 149 800	1 023 442 541	17,23%	78 519 700
26 MMC	447 322 530	419 417 110	0,80%	419 417 110	3,78%	-	294 742 430	4,96%	120 044 080
27 MAAHMAH	6 820 911 000	5 668 286 000	10,80%	5 121 519 000	46,12%	140 235 000	370 750 000	6,24%	5 297 534 000
31 MTDPCCE	994 212 000	905 424 000	1,72%	0	0,00%	905 424 000	0	0,00%	905 424 000
38 MUAFH	5 761 255 000	2 758 745 000	5,25%	0	0,00%	2 758 745 000	0	0,00%	2 758 745 000
42 MEEEA	14 434 233 000	8 365 315 000	15,93%	12 165 000	0,11%	8 353 150 000	0	0,00%	8 365 315 000
51 CSC	43 750 000	43 750 000	0,08%	0	0,00%	43 750 000	0	0,00%	43 750 000
58 CENI	3 517 000	3 517 000	0,01%	0	0,00%	3 517 000	0	0,00%	3 517 000
<b>TOTAL</b>	<b>92 702 380 782</b>	<b>52 497 950 459</b>	<b>100%</b>	<b>11 105 464 677</b>	<b>100%</b>	<b>40 925 464 782</b>	<b>5 941 496 097</b>	<b>100%</b>	<b>46 551 821 762</b>

Source : Rapports revue à mi-parcours 2022 des ministères et institutions